ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1946-1947

SENAT

SÉANCES DU 12 NOVEMBRE 1946 AU 13 AOUT 1947

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par

ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».

ABREVIATIONS : Doc. (Documents parlementaires).

Ann. (Annales Parlementaires).

Abatages clandestins. - V. Ravitaillement.

Accidents d'automobiles. - V. Droit civil, Assurance en cas

Accidents. - V aussi Catastrophes et Accidents.

Accidents de travail. - V. Procédure civile.

Activités de l'Economie. - V. Commerce et industrie.

Administrations publiques.

FONCTIONS PUBLIQUES.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques.

Doc. - Nº 216: Projet du gouvernement.

Dépôt de ce projet par M. Vermeylen, m. i., p. 1190 (26 juin 1947).

Depôt et lecture du rapport de M. Crommen, p. 1349 (16 juillet 1947).

Discussion générale. Discours de M. Vermeylen, m. i., (qui demande d'urgence l'adoption du projet), p. 1350. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 1359.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 106 membres présents, p. 1359 (16 juillet 1947). Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

INVALIDES DE GUERRE, COMBATTANTS, ETC.

Projet de loi étendant au xinvalides de guerre, anciens compet de loi etendant du xinvalides de guerre, anciens com-battants, membres de la Résistance, prisonniers poli-tiques, veuves et orphelins de guerre, déportés, réfrac-taires au travail et autres victimes de la guerre 1940-1945, l'application de la loi du 3 août 1919 et 21 juillet 1924, qui assure aux Belges mobilisés la réintégration dans leurs fonctions et accorde des droits de priorité pour l'accession aux emplois publics.

Doc. - Nº 31: Amendements présentés par le Gouvernement. Nº 71: Rapport de M. De Man. Nº 109: Rapport complémentaire.

Ann. - Dépôt du rapport de M. De Man, p. 525.

Discussion générale. Discours de MM. De Man, rap., (qui développe certains points de son rapport), Baert (qui pose une question au ministre), Buisseret, m.i. (qui répond à M. Baert), Minnaert (qui émet une observation), Moreau de Melen (qui présente un amendement) et Rolin (qui présente un amendement complétant celui de M. Moreau de Melen), p. 598. La discussion générale est close.

Discussion des articles. L'art. ler est adopté. — Art. 2. Discours de MM. Baert (qui fait part du désir de la F.N.I. d'ajouter un amendement à l'article 2), Buisseret, m.i.

Administrations publiques, INVALIDES DE GUERRE (suite)

(qui demande le rejet de l'amendement présenté et fait (qui demande le rejet de l'amendement presente et l'ait quelques remarques au sujet des amendements déposés par M. Rolin), Mazereel (qui propose l'adoption du texte du gouvernement), De Man, rap., (qui donne quelques éclaircissements), Moreau de Melen (qui rettre son amendement), Machtens (qui approuve l'amendement de M. Rolin), Baltus (qui parle en faveur des réfractaires), Harmegnies (qui demande le renvoi en commission), p. 555. — Renvoi à la commission.

Discussion des articles.

Discours de M. De Man, rap. (qui invite l'assemblée à adopter le projet présenté). Les articles sont adoptés, p. 654.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 160 mem-bres présents, p. 659 (6 mars 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Affaires Etrangères.

AVIATION.

Projet de loi approuvant la Convention relative à l'aviation Civile Internationale signée à Chicago, le 7 décembre

Doc. - Nº 133 : Rapport de M. Rolin.

Ann. — Transmis par ia Chambre, p. 776 (29 avril 1947). -Renvoi à la commission des affaires étrangères.

M. Rolin donne lecture de son rapport, p. 782.

Discussion générale. Discours de M. le baron Vander Strae-ten-Waillet (qui estime toute discussion superflue après la lecture du rapport de M. Rolin), p. 784.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 784.

L'ensemble du projet est adopté par 119 voix et 7 abstentions, p. 789 (29 avril 1947). — Se sont abstenus: MM. Dierckx, Leurquin, Massonet, Pierard, Tack, Buisseret et Mme Ciselet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent. CHEMINS DE FER.

Projet de loi approuvant la Convention conclue entre la Belgique, la France et le Luxembourg réglant l'exploi-tation du réseau des Chemins de jer Luxembourgeois et le Protocole additionel signés à Luxembourg, le 17 avril 1946, ainsi que l'Avenant du 26 juin 1946.

Doc. - Nº 267: Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — Dépôt du rapport de M. Moreau de Melen, p. 1385 (17 juillet 1947).

L'ajournement est adopté, p. 1555.

Discussion générale. Discours de MM. Moreau de Melen, rap., (qui rappelle les thèses juridiques en présence), P. De Smet (sur le rachat de la concession de la Société Prince Henri), Nothomb (sur les droits de la Belgique), Mertens (sur le déficit de la société) et Spaak, p. m. (qui répond à M. De Smet), p. 1621. — La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observation, p. 1624.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 114 membres présents, p. 1655 (7 août 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Affaires Etrangères (suite)

CONVENTIONS DOUANIERES.

Projet de loi approuvant la Convention de communauté douanière conclue à Londres, le 5 septembre 1944, entre l'Union belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas et le Protocole à cette convention.

Doc. - Nº 266: Rapport de M. Van Zeeland.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1248
 (8 juillet 1947). — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

L'ajournement est adopté, p. 1555.

L'ajournement est adopté, p. 1555.

Discussion générale. Discours de M. Van der Straten Waillet, m.c.e., (qui insiste sur l'importance du projet), p. 1592. — Discours de MM. Motz (sur les inconvénients du projet), Mertens (sur l'industrie du livre), Rolio (qui exprime des réserves sur l'importation de livres et la question indonésienne) et van der Straeten Waillet, m.c.e., (qui parle de l'importation de livres), p. 1610. Reprise de la discussion générale. Discours de M. Van Zeeland, rap., (qui analyse la structure de la convention et en indique la portée), p. 1648. — Discours de MM. De Block (qui expose la position du parti socialiste), De Boodt (qui fait l'historique du projet), Van Peteghem (sur l'inquiétude suscitée par le projet dans les milieux agricoles), Taillard (sur les inconvénients du projet), Nothomb (sur le nom de la communauté douanière), R. Desmedt (sur l'incidence des nouveaux droits), Mullie (sur les droits de douane et la demande des pouvoirs spéciaux), Van Steenberge (sur les brasseries) et van der Straeten Waillet, m.c.e., (qui répond aux différents orateurs), p. 1657. — La discussion générale est close, p. 1668.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1671.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1671.

L'ensemble du projet est adopté par 93 voix contre 14 et 21 abstentions, p. 1686 (12 août 1947). — Se sont abstenus MM. Libois, Levecq, Marion, Minnaert, Sironval, Stamps, Struvay, Taillard, Van Steenberge, Boulanger, Buisseret, Catteau, Coenen (F.), Mme Degeer-Adère, MM. Depotte, Desmedt, R., Dierckx, Duchaine, Fonteyne, Gilneur et Goossens. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

FORCES BRITANNIQUES EN BELGIQUE.

Pro et de loi approuvant le traité entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord relatif au Statut et aux facilités à accorder en Belgique aux forces sous le Haut Commandement britannique participant à l'occupation de l'Allemagne et de l'Autri-che, signé à Bruxelles, le 11 mars 1946.

Doc. - Nº 194: Rapport de M. Rolin.

no. — N° 194: Rapport de M. Rolm.
nn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 888 (20 mai 1947). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. Dépôt du rapport de M. Rolin, p. 1115 (18 juin 1947).
Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1173.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1189 (26 juin 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

MESSAGE DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE ITALIENNE

— M. le Président donne lecture d'un message de l'Assemblée Constituante Italienne au Parlement Belge,

REPARATIONS

Projet de loi approuvant l'accord sur les réparations, signés à Paris le 14 janvier 1946.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 498
 (30 janvier 1947). — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Projet de loi approuvant l'Instrument pour l'amendement de la constitution de l'Organisation Internationale du Travail adopté à Paris le 5 novembre 1945 par la con-férence Internationale du Travail au cours de sa 27e

Doc. - Nº 16: Rapport de M. Mertens.

Ann. - Transmis par la Chambre, p. 22 (13 novembre 1946).

— Iransmis par la Chambre, p. 22 (13 novembre 1946).

— Renvoi à la commission des affaires étrangères.
Dépôt du rapport par M. Mertens, p. 96 (26 novembre 1946).
Discussion générale. Discours de M. Mertens, rap., (qui expose la portée du projet), p. 309. — L'article unique est adopté, p. 309

L'ensemble du projet est adopté par 158 voix et 1 abstention, p. 364 (24 décembre 1946). S'est abstenu: M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi approvement l'Instance.

Projet de loi approuvant l'Instrument pour l'Amendement de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail 1946, adopté à Montréal le 9 octobre 1946 par

Affaires Etrangères, TRAVAIL (suite)

la Conférence Internationale du Travail au cours de sa 29e session.

— N° 217 : Projet du gouvernement. N° 219 : Rapport de M. Mertens.

— Dépôt de ce projet par M. Troclet, m.t.p. 1190 (26 juin 1947).

Dépôt et lecture du rapport de M. Mertens, p. 1200 (1er juillet 1947).

Pas de discussion générale.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1201.

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 104 membres présents, p. 1201 (1er juillet 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Colonies. — Projet de loi approuvant les conventions adop-tées à Genève les 20 juin 1936 et 27 juin 1939 par lu Conférence Internationale du Travail, au cours de ses 20e et 25e sessions et relatives au recrutement des tra-vailleurs indigènes et au contrat de travail des travail-leurs indigènes.

Doc. - Nº 193 : Rapport de M. Mertens.

no. — Nº 193: Rapport de M. Mertens.
nn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 816 (13 mai 1947).
Renvoi à la commission des affaires étrangères.
Dépôt du rapport de M. Mertens, p. 1115 (18 juin 1947).
Pas de discussion générale.
L'article unique est adopté sans observations, p. 1173.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1189 (26 juin 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Agents de l'Etat. — V. Interpellations, de la Vallée-Poussin. — V. aussi Interpellations, Fonteyne.

Allocations compensatoires. — V. Interpellations, Leurquin.

Amendes. — V. Occupation allemande de la Belgique. Anvers. — V. Georgaton anemanae de la Beigique.

Anvers. — V. Finances, Conventions entre l'Etat et des communes. Armée.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1946.

N° 8 : Projet du gouvernement. N° 25 : Rapport de M. Piérard.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. de Fraiteur, m.d.n., p. 50 (19 novembre 1946).
La discussion est jointe à celle du projet de loi fixant le contingent pour l'année 1947.
Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1947.

Doc. — N° 9: Projet du gouvernement. N° 26: Rapport de M. Piérard.

N° 26: Rapport de M. Piérard.
nn. — Dépôt de ce projet par M. de Fraiteur, m.d.n., p. 50 (19 novembre 1946).
Discussion générale. Discours de MM. de Dorlodot (sur les colis à destination des troupes en Allemagnes et l'effectif des troupes d'occupation), Piérard, rapp., (sur le nombre de soldats en Allemagne), Bouilly (qui demande une réduction du temps de service), d'Aspremont Lynden (sur l'accroissement de la zone d'occupation belge), Cossée de Maulde (qui pose quelques questions au ministre) et de Fraiteur, m.d.n. (qui répond aux différents orateurs). La discussion générale est close, p. 308.

p. 308.

Discussion des articles. Discours de MM. Orban de Xivry et de Fraiteur, m.d.n., (sur la question du logement en Allemagne). — Les articles des projets de loi sont adoptés, p. 308.

Projet de loi fixant le contingent pour 1947.

Vote de l'article unique. Discours de MM. de Dorlodot (qui présente un amendement) et De Boodt (qui justifie le vote du groupe P.S.C.). — L'amendement de M. de Dorlodot n'est pas adopté. L'article unique du projet est adopté par 158 voix et 1 abstention, p. 364 (24 décembre 1946). S'est abstenu: M. de Dorlodot. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

ECOLE ROYALE MILITAIRE.

Projet de loi relatif au statut et aux rétributions du per-sonnel enseignant civil de l'Ecole Royale Militaire.

Doc. - Nº 182: Projet du Gouvernement. Ann. — Dépôt de ce projet par M. de Fraiteur, m.d.n., p. 1030 (11 juin 1947).

GRADES MILITAIRES.

Projet de loi complétant le Chapitre VI, Titre III, Livre II, du Code pénal, pour la protection des grades militaires.

Doc. — N° 102: Rapport de M. De Boodt. Ann. — Dépôt du rapport par M. De Boodt, p. 593 (27 février 1947). Pas de discussion générale.

L'article unique est adopté sans observation, p. 770. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 109 mem-bres présents, p. 774 (24 avril 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Armée (suite)

JURIDICTIONS MILITAIRES.

Projet de loi relatif à la compétence des Juridictions militaires en matière de crimes de guerre.

Doc. - Nº 113: Rapport de M. Rolin.

Ann. - Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 749. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des membres présents, p. 751 (28 mars 1947). — Le projet est trans-mis à la Chambre des Représentants.

Conseils de guerre. — Projet de loi portant suppression de certains conseils de guerre.

Doc. - Nº 282: Rapport de M. Van Remoortel

 Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 816
 (13 mai 1947). — Renvoi à la commission de la justice.
 Discussion générale. Discours de M. Van Remoortel, rapp. (qui insiste sur l'urgence à apporter au vote du projet), p. 924. La discussion générale est close.

La discussion generale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 924.

L'ensemble du projet est adopté par 123 voix et 1, abstention, p. 931 (29 mai 1947). — S'est abstenu M. de Dorlodot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Conseils de guerre permanents. — Projet de loi portant suppression de certains Conseils de guerre permanents.

Doc. - Nº 166: Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400 (22 juillet 1947).

Dépôt du rapport de M. Van Remoortel, p. 1403 (22 juillet 1947).

Depot du rapport de M. Van Remoortel, p. 1403 (22 juillet 1947).

Discussion générale. Discours de M. Van Remoortel, rapp. (sur la présentation du projet), p. 1501. — Discours de MM. Leclercq (sur la nécessité du maintien d'n conseil de guerre permanent à Mons, de l'incivisme, de l'emplacement des conseils de guerre), Lilar (au sujet des suppressions), Struye, m. j. (qui répond aux orateurs), Verbaet (qui déclare ne pouvoir se rallier au point de vue de M. Struye), p. 1518.

La discussion générale est close.

Discussion des articles. Art. 5. Interventions de MM. Rolin, Struye, m. j., De Bruyne, Harmegnies, Van Remoortel. Verbaet et Huart, p. 1522.

L'ensemble du projet est adopté par 72 voix contre 6 et 7 abstentions, p. 1525 (29 juillet 1947). — Se sont abstenus MM. Jespers, Rolin, Tobback, Van Kerckhoven, Van Roosbroeck, Verbaet, Baur, de Dorlodot, baron de Kerchove d'Exaerde et Gillon.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

MILICE

Projet de loi modifiant les articles 10 et 11 de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Doc. — Nº 186 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 245 : Rapport de M. Sobry.

— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1088 (17 juin 1947). — Renvoi à la commission de la Défen-se nationale.

se nationale.

Discussion générale. Discours de M. Sobry, rapp. (qui émet quelques considérations concernant les modifications apportées aux dispositions en matière d'exemption militaire), Vermeylen, m.i. (qui répond à M. Sobry), p. 1490.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 128 membres présents, p. 1494 (24 juillet 1947).

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

OFFICIERS.

ncement. — Projet de loi relatif aux modifications tran-sitoires à apporter à la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers. Avancement. -

- Nº 32 : Rapport de M. Clays.

Discussion générale. Discours de M. Levecq (sur les sous-lieutenants auxiliaires), p. 433. La discussion géné-

rale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 434.

Le projet est adopté à l'unanimité des 159 membres présents et est soumis à la sanction du Prince-Régent, p. 445

(21 janvier 1947).

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers de l'Aviation Militaire.

— N° 181 : Projet du Gouvernement. N° 229 : Rapport de M. Baert.

Ann. — Dépôt du projet par M. de Fraiteur, m.d.n., p. 1030 (11 juin 1947).
Discussion générale. Discours de M. Baert, rapp. (qui présente un amendement de la commission) p. 1303.
Les articles sont adoptés sans discussion, p. 1307.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 134 membres présents, p. 1389 (17 juillet 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

OUVRIERS MILITAIRES.

Projet de loi relatif au passage des ouvriers civils des éta-blissements et services de l'armée dans le groupement des ouvriers militaires salariés.

Dos. — Nº 147: Rapport de M. Van Loenhout.

— Transmis par la Chambre, p. 776 (29 avril 1947). — Renvoi à la Commission de la défense nationale.

Dépôt du rapport de M. Van Loenhout, p. 836 (14 mai 1947). Pas de discussion générale. L'article unique est adopté sans observation, p. 920. L'ensemble du projet est adopté par 123 voix et une abstention, p. 931 (29 mai 1947). S'est abstenu M. de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Armée. — V Pensions, pensions militaires.

Arrêtés royaux. - V. Pouvoirs spéciaux et extraordinaires, Confirmation d'arrêtés royaux.

Arrêtés royaux. - V. aussi Chambres législatives, Sénat, Com-

Article 123ter du code pénal. — V. Droit pénal, crimes contre la sûreté de l'Etat.

Arts, Sciences et Lettres.

BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES.

Projet de modification de l'article 4 de la loi du 17 octobre 1921, sur les Bibliothèques publiques.

Doc. - Nº 98: Rapport de M. Renard.

Inn. — Dépôt du rapport par M. Renard, p. 561.

Discussion générale. Discours de M. De Block (qui insiste sur l'importance des bibliothèques publiques). — La discussion générale est close, p. 764.

L'article unique est adopté sans observations, p. /65.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 132 voix et 1 abstention, p. 765 (22 avril 1947). — S'est abstenu: M. de Dorlodot. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

FONDS NATIONAL DE LA LITTERATURE.

Projet de loi tendant à créer un Fonds National de la Littérature.

Doc. — Nº 56: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 135 : Rapport de M. Crommen.

Inn. — Transmis par la Chambre des Représentants et renvoi à la commission de l'instruction publique, p. 416 (16 janvier 1947).
Dépôt du rapport par M. Crommen, p. 803 (30 avril 1947).
La discussion générale est ajournée, p. 920.
Discussion générale. Discours de MM. Crommen, rapp. (qui développe les conclusions de son rapport). Notiromb (qui demande le développement de la littérature en Belgique), Libois (qui regrette la modification du texte primitif), Catteau (qui espère que les arts pourront se développer dans la liberté et l'indépendance), Baur (sur le nombre des académies) et Huysmans, m.l.p., (qui répond aux divers orateurs), p. 1088. — La discussion générale est close.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1099.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1099. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 1129 (19 juin 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Assurances sociales.

ESTROPIES ET MUTILES.

Projet de loi relatif à l'octroi d'une allocation exception-nelle tenant lieu de rééquipement ménager à certaines catégories de bénéficiaires d'allocations accordées aux estropiés et mutilés, aux anciennes victimes d'accidents du travail et aux victimes des maladies professionnelles.

Doc. — N° 293 : Exposé des motifs et projet de loi. N° 301 : Rapport de M. Moulin.

— Dépôt de ce projet par M. Troclet, m.t.p.s., p. 1510 (29 juillet 1947).

Dépôt du rapport de M. Moulin, p. 1614 (5 août 1947). Pas de discussion générale. Les différents articles sont adoptés sans observation, p. 1643. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents, p. 1656 (7 août 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Assurance en cas d'accident. — V. Droit civil.

Attaques contre un pays ami. V. Interpellations, Fonteyne. Avancement des Officiers. — V. Armée, Officiers.

Aviation. — V Affaires étrangères. V. aussi Armée, Officiers.

Avocats. — V. Organisation judiciaire, Barreau.

Avoirs bloqués ou temporairement indisponibles. - V. Finances.

Avoués. — V. Organisation judiciaire.

Buisse des prix. — V. Interpellations, Baert. — V. aussi Interpellations, Coenen. — V. aussi Interpellations, de Dorlodot.

Bénéfices exceptionnels (de guerre). — V. Impôts.

Bibliothèques publiques. — V. Arts, Sciences et Lettres.

Bourses d'étude. - V. Enseignement, Enseignement supérieur. Breendonck. — V. Guerre, Mémorial National du Fort de Breendonck.

Budgets.

EXERCICE 1945.

Affaires économiques.

Ann. - Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Affaires Economiques.

Justice.

— Transmis par la Chambre des Représentants le 28 novembre 1946, p. 146.

EXERCICES 1945 ET 1946.

Dette publique.
Ann. — Pour la discussion, voire Budgets, Exercice 1946, Voies

Dotations.

Ann. — Pour ice et Moyens. - Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Voies

Non-valeurs et remboursements.

- Pour la discussion, voir Budgets Exercice 1946, Voies et Ann. -Moyens.

Pensions.

Ann. - Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Voies et Moyens.

Recettes et Dépenses pour ordre.
Ann. — Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Voies et Moyens.

EXERCICE 1946.

Affaires économiques.

— Discussion générale. Discour's de MM. P. De Smet (qui parle de la main d'œuvre charbonnière, de la polinisation, et des exportations) et Meurice (sur la polinisation, et des exportations) et Meurice (sur la polinisation, et des exportations) et Meurice (sur la polinique charbonnière du Gouvernement), p. 251. — Reprise de la discussion générale. Discours de MM. De Block, rap. (qui développe différents points de son rapport), Motz (sur la suspension des inscriptions au registre de commerce), Houben (sur les classes moyennes commerçantes), Boulanger (sur le rééquipement), Van Buggenhout (sur les prix et salaires et la politique charbonnière) et d'Aspremont Lynden (sur l'attribution des voitures importées), p. 267. — Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Liebaert, m.a.é. (qui expose la politique suivie par son département), Van Laerhoven (sur le personnel des charbonnages), Van Zeeland (qui signale quelques lacunes de la politique suivie). Moulin (sur le problème des petits industriels et sur le commerce ambulant), Steyaert (sur l'industrie du meuble), Van den Storme (sur les exportations), Mullie (qui insiste sur l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale), De Block (qui pose une question à M. Van Zeeland), Liebaert, m.a.é. (qui répond aux questions posées par certains orateurs), p. 284. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 302.

L'ensemble des projets est adopté par 83 voix contre 82, p. 363 (24 décembre 1946). — Les projets sont soumis à la sanction du Prince Régent.

Dommages de guerre.

Doc. - Nº 20: Projet du gouvernement.

Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Ronse (sur la politique à suivre en matière de reconstruction), Lohest (sur la réparation des dommages de guerre), Sironval (sur les répercussions financières des réparations), Gribomont (qui demande certaines explications au ministre) et Devaux (qui défend la cause des sinistrés du Luxembourg), p. 96.

bourg), p. 96.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Van Steenberge (sur les sinistrés), Lenger (qui parle des matériaux et de la main d'œuvre), de Dorlodot (qui demande le rejet des budgets en discussion), Motz (sur la réglementation de l'utilisation des matériaux), Hanquet (qui critique la politique du gouvernement vis à vis des victimes civiles), Orban de Xivry (sur l'urbanisation), Harmegnies (sur les soins à donner aux prisonniers de guerre), Struye (qui demande la cloture de la discussion), Mile Baers (sur les avances aux victimes civiles), Terfve, m.r., (qui répond aux différents orateurs), MM. de Dorlodot (sur les sequestres) et Ronse (sur les conseils d'administration des coopératives), p. 114. — La discussion générale est close, p. 136.

Les articles des budgets sont adoptés sans discussion, p. 137.

Budgets, EXERCICE 1916 (suite)

L'ensemble des budgets est rejeté par 82 voix contre 82.

L'ensemble des budgets est rejeté par 82 voix contre 62, p. 151.

Budgets du ministère des dommages de guerre et des victimes de la guerre pour l'exercice 1946. Discussion générale. Discours de MM. Gribomont (sur des paroles prononcées par le ministre Terfve), Ronse (sur la reconstruction), Nothomb (qui critique la politique du département de la Reconstruction), de Dorlodot (sur les fonds bloqués des sinistrés), Orban de Xivry (sur les régions dévastées) et Terfve, m.r. (qui répond aux différents orateurs), p. 457. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 468.

L'ensemble des projets est adopté par 84 voix contre 80, p. 485 (23 janvier 1947). — Les projets sont transmis à la Chambre des Représentants.

Gendarmerie.

— Discussion générale.. Discours de MM. Van Gerven (qui fait l'éloge du corps de la gendarmerie), Piérard (sur les traitements), de Fraiteur, m.d.m. (sur l'épuration et les traitements), Orban de Xivry (qui parle des casernes, des traitements et des chiens policiers), Goossens (sur la situation matérielle des gendarmes), Doutrepont, rap., (qui engage les gendarmes à patienter en ce qui concerne leurs revendications), et Fonteyne (qui regrette le comportement de certains officiers de gendarmerie durant l'occupation), p. 24. — La discussion générale est close. Ann.

générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 40.

L'ensemble des budgets est adopté par 82 voix contre 75, p. 50 (19 novembre 1946). — Les projets sont transmis à la Chambre des Représentants.

Justice

Ann.— Transmis par la Chambre des Représentants le 28 novembre 1946, p. 146.

Victimes de la guerre.

N° 21: Projet du gouvernement.
 N° 47: Rapport de M. Maquet.

nn. — Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Dommages de guerre.
Dépôt de ce projet (vu son rejet par le Sénat) par M. Merlot, m.b., p. 207 (10 décembre 1946).

Voies et Moyens.

Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Van Zeeland (qui critique la politique financière du gouvernement), P. De Smet (qui examine la position financière de la Belgique), Ronse (sur la dette publique), p. 45.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Vauthier, m.f. (qui répond aux objections posées), Schot (sur la situation générale du pays), Taillard (sur les recettes et les organismes parastataux), p. 60.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Allewaert (qui exprime sa satisfaction au sujet du déblocage des fonds des familles nombreuses), Dierckx, rap., (qui formule quelques critiques), Huysmans, p.m. (qui répond à M. Dierckx), Motz (qui se félicite de la thése adoptée par le P.S.C.), Van Zeeland (qui relève certains points de la déclaration du premier ministre) et Vermeylen (qui répond à M. Schot), p. 76.

La discussion générale est close, p. 88.

Les articles des différents budgets sont adoptés sans discussion, p. 89.

Vote. M. Dierckx justifie son vote, p. 100.

Cussion, p. 89.
Vote. M. Dierckx justifie son vote, p. 100.
Les budgets sont adoptés par 82 voix contre 81, p. 100
(26 novembre 1946). — Les projets sont soumis à la sanction du Prince-Régent.

EXERCICE 1947

Affaires économiques.

Doc. - Nº 149 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 198 : Rapport de M. De Block.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 888
 (20 mai 1947). — Renvoi à la commission des affaires économiques.

économiques.

Dépôt du rapport de M. De Block, p. 1205 (1° juillet 1947).

Discussion générale. Discours de MM. De Block, rap., (qui parle des nationalisations, des relations commerciales, de l'Institut des recherches scientifiques, de la natalité, des méthodes de travail), De Smet, P., (qui demande l'établissement d'une législation commerciale), Boulanger (qui s'élève sur la charge des impôts, parle des bénéfices scandaleux réalisés par certains charbonnages, de l'outillage, de la taxe de transmission et de la suppression des subsides), Mile Baers (sur les femmes travaillant dans le commerce ou l'industrie), Duvieusart, m.a.é., (qui répond aux différents orateurs). — La discussion générale est close.

rale est close.
Les articles sont adoptés sans observations.

Les articles sont adoptes sans observations.

L'ensemble du projet est adopté par 101 voix contre 22 et 2 abstentions, p. 1497 (24 juillet 1947). Se sont abstenus MM. Van Buggenhout en Desmedt.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Affaires étrangères et Commerce extérieur.

Doc. — Nº 93 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

sentants. Nº 136 : Rapport de M. Rolin.

Budgets EXERCICE 1947 (suite)

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 538
 (20 février 1947). — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Dépôt du rapport de M. Rolin, p. 1115 (18 juin 1947)

étrangères.

Dépôt du rapport de M. Rolin, p. 1115 (18 juin 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Van Zeeland (qui examine certains problèmes économiques et politiques), Nothomb (qui regrette la perte du sentiment de liberté). Moreau de Melen (sur les calomnies lancées contre l'armée beige de 1940), Rolin, rap., (sur la solidarité internationale), de Dorlodot (qui critique la politique du département) et Coenen (sur la production d'uranium au Congo belge), p.1215. — Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Buisseret (qui parle de la solidarité internationale, de l'union économique hollando-belge, de l'U.N.E.S.C.O., et du rôle des petites Nations), van der Straten-Waillet, m.c.e., (qui défend la politique suivie par le gouvernement, donne un aperçu des chiffres du commerce extérieur, parle de la conférence internationale du commerce, de l'O.N.U., des différents accords commerciaux, des mesures de déblocage), Lohest (qui pose trois questions sur trois points différents), et Spaak, p.m. et m.a.é., (qui répond aux orateurs), p. 1227.

Discussion des articles. Art. 1°: Interventions de MM. de Dorlodot et van der Straten-Waillet, m.c.e., p. 1242.

L'ensemble du projet est adopté par 100 voix contre 1 et 15 abstentions, p. 1245 (3 juillet 1947). Se sont abstenus: MM. Boulanger, Coenen (Félix), Mme Degeer-Adère, MM. Depotte, Duchaine, Fonteyne, Glineur, Goossens, Libois, Marion, Minnaert, Sironval, Stamps, Struvay et Taillard. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Prince-Régent.

Agriculture.

- Nº 52 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

N° 92: Rapport de M. Bouilly. N° 221: Rapport de M. Bouilly.

sentants.

N° 92: Rapport de M. Bouilly.

N° 221: Rapport de M. Bouilly.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants et renvoi à la commission de l'agriculture, p. 416 (16janvier 1947).

Dépôt du rapport de M. Bouilly, p. 533 (11 février 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Mondelaers (qui formule quelques observations sur certains articles). Leurquin (qui s'intéresse aux-cultivateurs et à la mécanisation de l'agriculture), p. 568. — Reprise de la discussion.

Discours de MM. Bouilly, rap., (qui compare la situation actuelle des agricultures avec la situation d'avant-guerre), Depotte (qui rend hommage au gouvernement ainsi qu'au ministre de l'agriculture), Sobry (qui fait quelques observations générales au sujet de la politique agricole), De Block (sur la production et l'exportation), Desmedt (qui parle des crédits alloués à l'agriculture), p. 574. — Reprise de la discussion. Biscours de MM. Boulanger (qui félicite le ministre et le rapporteur et fait quelques remarques), Nihoul (qui s'élève contre le maintien du dirigisme), De Boodt (qui répond à M. Leurquin), Petit (sur la situation pénible des agriculteurs), et Leysen (au sujet de l'assèchement des différents cours d'eau à la suite de travaux de réfection du canal Albert), p. 594. — Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Van Peteghem (qui se plaint de la politique agricole suivie par le ministère), De Coene (qui parle de la culture maraichère, des abbatoirs, de la culture du raisin, de l'exportation du witloof et de l'horticulture), Lefebvre, m.a. (qui répond aux orateurs), Mullie (qui répond àux différents membres), Bouilly, rapp. (qui répond aux orateurs) p. 608.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 634.

L'ensemble du projet est rejeté par 81 voix contre 81, p. 659 (6 mars 1947). — Discours de MM. Huysmans, p.m., (qui déclare n'attacher aucune signification politique à ce vote), Struye (qui affirme que le gouvernement fait fi des règles parlementaires), Schot (qui appuie M. Struye) et

fair-play).

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1200 (1° juillet 1947). — Renvoi à la commission de l'agriculture.

Dépôt du rapport de M. Bouilly, p. 1200 (1er juillet 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Leurquin (qui motive son abstention au vote sur le budget), Boulanger (qui critique le budget), de Dorlodot (qui déclare que les agriculteurs sont déçus par la politique du P.S.C.), Bouilly, rap. (qui considère que logiquement le budget devrait être adopté à l'unanimité), et Orban, m.a., (qui répond aux différents orateurs), p. 1396. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1398.

L'ensemble du projet est adopté par 104 voix contre 15 et 8 abstentions, p. 1497 (24 juillet 1947). Se sont abstenus : MM. Leclercq, Leurquin, Lilar, Massonet, Tack, Catteau, Dierokx et Gillon.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Budgets, EXERCICE 1947 (suite)

Budget.

- Nº 130 : Projet transmis par la Chambre des Repré-Doc. sentants.
N° 141: Rapport de M. Bouilly.

-- Transmis par la Chambre des Représentants, p. 776 (29 avril 1947).

(29 avril 1947).

Renvoi à la commission des Finances.

Discussion générale. Discours de MM. Bouilly, rap. (qui ajoute un bref commentaire à son rapport), Doutrepont (qui se réjouit de la création du ministère du budget, mais formule certaines objections), p. 899.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 901.

L'ensemble du projet est adopté par 117 voix et 11 abstentions, p. 930 (29 mai 1947). — Se sont abstenus: MM. de Dorlodot, Godding, Leurquin, Lilar, Massonet, Motz, Tack, Buisseret, Catteau, Mme Ciselet et M. Gillon.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Budget (Annexe).

Doc. - Nº 162. - Projet transmis par la Chambre des Repré-N° 239. — Rapport de M. Desmet.
N° 264: Rapport complémentaire de M. Desmet.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 923
 (29 mai 1947). — Renvoi à la commission des finances et du budget.

Dépôt du rapport de M. P. De Smet, p. 1277 (9 juillet 1947). Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1493.
L'ensemble du projet est adopté par 112 voix contre 8 (24 juillet 1947).
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Communications.

- Nº 145 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

mmunications.

Doc. — N° 145: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 202: Rapport de M. De Block.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 816 (13 mai 1947).

Renvoi à la commission des communications.

Dépôt du rapport de M. De Block, p. 1190 (26 juin 1947).

Discussion générale. Discours de MM. De Block, rap., (qui développe les principaux points de son rapport), de la Barre d'Erquellinnes (qui parle de la marine marchande, de la gestion économique de la S.N.C.F.B., de l'électrification du réseau, du transport routier et de l'aviation commerciale), Massonet (qui pose des questions intéressant le Luxembourg), De Haeck (qui parle des nominations partisanes, du service médical, des économies à réaliser, de la régle des T.T., de l'I.N.R. et des pêcherles), Struvay (sur la gestion de la S.N.C.F.B., la main d'œuvre, les congés, les habitations à bon marché, les gaspillages, l'électrification, les pensionnés et l'aviation), Delport (qui fait quelques observations), Stamps (au sujet des conséquences de la rationalisation du travail), Yernaux (sur la situation des percepteurs des postes et l'état vétuste des wagons), de la Vallée Poussin (au sujet des nominations et de l'épuration), Clercx (sur la suppression de la ligne Valkenswaard-Eindhoven), Motz (au sujet de la radiodiffusion), Derbaix (qui s'intéresse au personnel de l'administration des postes), Orban de Xivry (qui demande le rétablissement du poste local de radio-Libramont et réclame des améliorations dans le réseau d'autobus), p. 1249. — Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Van Acker, m.c., (qui répond aux différents orateurs), Dierckx (qui parle des taxes d'atterrissage et déclare que son groupe votera le budget). Leurouin (au sujet de l'achat d'un terrain par l'I.N.R. à Wavre), de la Vallée Poussin (qui appuie les observations de M. Dierckx), De Block (qui répond à certaines critiques), Petit (au sujet de l'incivisme), et Van Acker, m.c., (qui répond à M. Petit), p. 1270. La discussion générale est close.

Les artic

Crédits provisoires.

1º Doc. — Nº 33 : Rapport de M. Doutrepont.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 284
 (19 décembre 1946).
 Renvoi à la commission des finances. Dépôt du rapport par M. Doutrepont, p. 301 (19 décembre 1946)

Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés sans discussion, p. 362. L'ensemble du projet est adopté par 83 voix contre 92, p. 363 (24 décembre 1946). — Le projet est tranmis à la sanction du Prince-Régent.

2º Doc. - No 99: Rapport de M. Doutrepont.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 532
 (20 février 1947) - Renvoi à la commission des finances. M. Doutrepont donne lecture de son rapport, p. 565.

Budgets, EXERCICE 1947 (suite)

Discussion générale. Discours de MM. Doutrepont (qui Discussion generale. Discours de MM. Doutrepont (qui ajoute quelques mots au rapport de la commission), et Merlot, m.b., (qui déclare ne pouvoir se rallier au corps du rapport), p. 565. — La discussion générale est close. — Les articles sont adoptés sans discussion.

L'ensemble du projet est adopté par 82 voix contre 75, p. 577 (26 février 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

3º Doc. - Nº 127: Rapport de M. Doutrepont.

3º Doc. — N° 127: Rapport de M. Doutrepont.
 Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 776 (29 avril 1947).
 Renvoi à la commission des finances.
 Pas de discussion générale.
 Les articles sont adoptés sans observation, p. 778.
 L'ensemble du projet est adopté par 119 voix et 7 abstentions, p. 789 (29 avril 1947). — Se sont abstenus: MM. Dierekx. Leurquin, Massonet, Piérard, Tack, Buisseret, Mme Ciselet.
 Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

4º Doc. - Nº 209: Rapport de M. Doutrepont.

4º Doc. — N° 209: Rapport de M. Doutrepont.
 Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1145 (19 juin 1947). — Renvoi à la commission des finances.
 Dépôt du rapport de M. Doutrepont, p. 1169 (25 juin 1947).
 Pas de discussion générale.
 Les erticles sont adoptés sans observations, p. 1171.
 L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix et 9 abstentions, p. 1187 (26 juin 1947). — Se sont abstenus: Mme Ciselet, MM. Buisseret, Catteau, Godding, Leclercq, Leurquin, Massonet, Tack et Gillon. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Défense Nationale

- Nº 108 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

questions) le lieutenant colonel de Fraiteur, m.d.n. (qui parle des économies réalisées, du corps d'occupation, du cadre des officiers, du document Eden—Spaak et répond aux différents orateurs), de Dorlodot (qui enregistre certaines inexactitudes), p. 956.

La discussion générale est close. — Discussion des articles. Art. 2. Discours de M. de Dorlodot (qui propose un amendement à cet article et répond à M. Van Remoortel), p. 965.

tel), p. 965.

Les articles sont adoptés.

L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 2 abstentions, p. 980 (5 juin 1947). Se sont abstenus : MM. Baur et de Dorlodot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Dette publique.

Doc. - Nº 175: Rapport de M. Schot.

Doc. — Nº 175: Rapport de M. Schot.
Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 668 (11 mars 1947). — Renvoi à la commission des finances. Dépôt du rapport de M. Schot, p. 929 (29 mai 1947).
Discussion générale. Discours de MM. Schot. rap., (qui développe certains points de son rapport), Eyskens, m.f. (qui répond à M. Schot), p. 1040.
La discussion générale est close.
Les articles sont adoptés sans observations.
L'ensemble du projet est adopté par 135 voix et 1 abstention, p. 1069 (12 juin 1947). — S'est abstenu M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Dotations.

oc. — N° 271 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400 (22 juillet 1947).

(22 juillet 1947).
Dépôt du rapport de M. Logen, p. 1498 (24 juillet 1947).
Pas de discussion générale.
Discussion des articles. Les articles 1 et 2 sont adoptés.
Art. 3. Discours de MM. Doutrepont (qui défend le principe d'augmentation parlementaire), d'Aspremont Lynden (qui présente trois aspects de la question),
Taillard (qui définit la position du parti communiste),
De Boodt (qui propose de scinder l'indemnité sénato-

riale en deux parties), Nothomb (sur la dignité du Sénat), Lohest (qui déclare ne pas vouloir voter l'augmentation de l'indemnite), Van Belle (sur la caisse de retraite), Van Buggenhout (qui demande une indemnité permettant aux senateurs d'exercer convenablement leurs fonctions), Orban de Xivry (contre l'augmentation de l'indemnité), et De Bruyne (qui propose une indemnité de 120.000 francs), p. 1820. — L'indemnité sénatoriale est fixée à 144.000 frs par 57 voix contre 55 et 10 abstentions, p. 1827. — La rétroactivité de cette indemnité n'est pas adoptée, p. 1828. — L'art. 3 et l'art. 4 sont adoptés, p. 1829.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 92 voix contre 1 et 19 abstentions, p. 1829 (13 août 1947). — Se sont abstenus MM. Fonteyne, Glineur, Goossens, Levecq, Libois, Lohest, Marion, Meurice, Minnaert, Moreau de Melen, Sironval, Stamps, Struvay, Taillard, Ancot, Boulanger, Coenen (F.), vicomte Cossée de Maulde et Mme Degeer-Adère. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Doc. - Nº 66: Projet transmis par la Chambre des Repré-Nº 111: Rapport de M. Doutrepont.

Soc. — N° 66: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 111: Rapport de M. Doutrepont.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 478

(23 janvier 1947). Renvoi à la commission des finances.

Discussion générale. Discours de MM. Doutrepont, rapp.,

(qui fait deux rectifications à son rapport), Allewaert

(qui parle de l'application du dégrèvement général),

Van Loenhout (qui fait quelques observations concernant l'établissement des accroissements de l'avoir pendant la période de guerre), Schot (qui fait confiance

au ministre), Taillard (qui critique quelques chiffres

du budget), et Verbaet (qui parle de la situation du

personnel), p. 785. — Reprise de la discussion:

Discours de MM. Neels (qui intervient en faveur du personnel du cadastre), Eyskens, m. f. (qui répond à un

certain nombre de questions), Dierckx (qui parle des

avances de la Banque Nationale), Doutrepont, rapp. (qui

répond aux différents orateurs). Harmegnies (qui demande la suppression des offices centraux de taxation

et le retour au système supérieur et fait allusion au

déblocage), Derbaix (qui parle de la situation des pré
posés des douanes et accises et des receveurs de l'en
registrement), de Dorlodot (qui s'intéresse aux sinis
trés), Lohest (qui parle de la simplification fiscale),

Buisseret (au sujet du plafond des avances de la Ban
que Nationale), Eyskens, m.f. (qui répond aux orateurs

ayant soulevé la question du plafond des avances à

consentir par la Banque Nationale). Schot (qui parle

du plafond des avances de la Banque Nationale)

Dierckx (qui parle du plafond des avances à

consentir par la Banque Nationale). Schot (qui parle

du plafond des avances de la Banque

Nationale) et Eyskens, m.f. (qui répond aux critiques

émises) p. 796 à 808.

La discussion générale est close.

Discussion des articles. Les articles 1 à 3 sont adoptés. Art.

4. Discours de MM. Doutrepont (qui défend son amen
dement) et Eyskens, m.f. (qui répond à M. Doutrepont),

p. 808. — L'article 4 est adopté.

L'ensemble du pr

Gendarmerie.

Doc. — N° 152: Rapport de M. Machtens.

Transmis par la Chambre des Représentants p. 498
 (30 janvier 1947). — Renvoi à la commission de la Défense Nationale.

(30 janvier 1947). — Renvoi a la commission de la Defense Nationale.

Discussion générale. Discours de MM. Cossée de Maulde (qui parle de l'insuffisance des traitements), Goossens (sur la question du logement des gendarmes mariés), Spreutel (au sujet de l'insuffisance des traitements des officiers), Ronvaux (qui souhaite que puisse régner un esprit plus démocratique dans le corps de la gendarmerie), Van Gerven (au sujet de l'indemnité de résidence), Machtens, rapp. (qui déplore les incidents de Namur et demande que l'enquête aboutisse), Fonteyne (au sujet de l'épuration du corps), p. 1001. — Reprise de la discussion générale. Discours de M. de Fraiteur, m.d.n. (qui rend hommage à la Gendarmerie et répond aux différents orateurs), p. 1030.

La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans observations, p. 1031.

L'ensemble du projet est adopté par 135 voix et 1 abstention, p. 1069 (12 juin 1947). — S'est abstenu M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Prince-Régent.

Instruction publique.

Doc. — N° 169: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 228: Rapport de M. Matagne.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 938
(3 juin 1947). — Renvoi à la commission de l'Instruction publique. Dépôt du rapport de M. Matagne, p. 1219
(2 juillet 1947).

Budgets, EXERCICE 1917 (suite)

Discussion générale. Discours de MM. Crommen (sur la question scolaire), Catteau (sur les barêmes, la réforme des études normales primaires et l'enseignement moyen), Bouweraerts (qui répond à M. Crommen, parle de l'enseignement technique et du civisme), p. 1416. — Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Libois (qui demande qu'il soit mis fin à l'incurie de l'Etat, parle des différents enseignements, s'étend sur le rapport et sur la question scientifique), Bertrang (sur les humanités gréco-latines), Buisseret (qui parle de la construction, de l'acquisition et de l'entretien des locaux, du matériel des Athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat), Baur (au sujet des nominations et de l'institution des instituts pédagogiques), Baert (qui répond à M. Crommen), Van Kerckhoven (sur la situation déplorable du Conservatoire d'Anvers), Massonnet (sur la suppression du régime de la prolongation de la scolarité), p. 1430. — Reprise de la discussion. Discours de MM. Pholien (au sujet de la vacation de deux places d'institutrices), de la Vallée Poussin (sur une nomination importance), Leclercq (qui parle du Conservatoire royal de musique de Mons), Missiaen (qui répond à M. Baert), Mertens (sur la prolongation de la scolarité), Matagne, rap. (qui parle de l'orientation professionnelle), Huysmans, m.i.p. (qui répond aux différents orateurs), p. 1443. La discussion générale est close.

L'ensemble du projet est adopté par 124 voix contre 1 et 10 abstentions, p. 1498 (24 juillet 1947).

Se sont abstenus MM. Leclercq, Leurquin, Massonnet, Tack, Buisseret, Catteau, de Dorlodot, de la Vallée Poussin et Gillon.

et Gillon.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Doc. - Nº 67: Projet transmis par la Chambre des Représentants Nº 97: Rapport de M. Yernaux.

 Transmis par la Chambre des Représentans, p. 498
 (30 janvier 1947). — Renvoi à la commission de l'intérieur.

rieur.

Dépôt du rapport par M. Harmegnies, au nom de M. Yernaux, p. 542.

Discussion générale. Discours de MM. Tack (sur les problèmes relatifs à la situation des provinces et des communes), Harmegnies (qui parle des indemnités de milice et des finances provinciales et communales), De Man (qui critique le budget et le maintien de groupes mobiles de secours et parle du traitement des échevins et bourgmestres), Derbaix (sur la réorganisation des finances communales) et Van Steenberge (qui émet quelques observations sur la politique suivie par le gouvernement), D. 655. — Reprise de la discussion. Discours de MM. Yernaux, rap., (sur les barêmes des fonctionnaires communaux, l'O.N.I.G. et les bons de rééquipement ménager), Lagae (sur l'insuffisance du personnel provincial, les traitements des bourgmestres, l'urbanisation et l'O.N.I.G.), Minnaert (qui parle de la crise des logements, des commissions d'assistance publique, du ravitaillement, de l'épuration et de la gendarmerie), Taillard (qui s'intéresse aux finances communales et au transfert des corps des disparus de 1940), De Bruyne (qui parle de l'autonomie des communes, de l'intervention communale dans l'assistance-chômage et de l'impôt sur le mobilier), de Dorlodot (sur les ressources des commission d'assistance publique). Vanhonsebrouck (au sujet de la sécurité civile), Moulin (au sujet de la suppression du secours civil), Buisseret, m.i. (qui déclare que toutes les questions posées ne sont pas de sa compétence et répond aux diférents orateurs), p. 678.

La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans discussion.

L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 3 abstentions, p. 764 (22 avril 1947). — Se sont abstenus: MM.

L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 3 absten-tions, p. 764 (22 avril 1947). — Se sont abstenus : MM. Schot, Zurstrassen et de Dorlodot. — Le projet est sou-mis à la sanction du Prince Régent.

Justice.

 Nº 206: Projet transmis par la Chambre des Repré-Nº 258: Rapport de M. Lohest.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1200
 (1er juillet 1947).
 Renvoi à la commission de la

justice.

Dépôt du rapport de M. Lohest p. 1319 (15 juillet 1947)
Discussion générale. Discours de M. Lohest, rapporteur, (sur la situation des ministres des cultes et les œuvres s'occupant du patronage des enfants de justice), Melle Baers (sur la protection de l'enfance, les écoles de service social, la situation des femmes de détenus et d'inciviques condamnés), MM. Bouilly (qui s'associe aux paroles de M. Lohest), Nothomb (sur les justiciables de l'arrondissement d'Arlon), De Vocht (sur le retard dans la nomination des juges de paix dans le Limbourg, l'augmentation du nombre de magistrats), Fonteyne (qui parle de l'augmentation des crédits, des abus, de la question des condamnés résidant à l'étranger, du per-

Budgets, EXERCICE 1947 (suite)

fectionnement et de l'amélioration des services du « Mo-niteur »), Lilar (qui parle du nouveau barême des ma-gistrats), Rolin (sur l'incivisme), Struye, m. j. (qui ré-pond aux sénateurs), p. 1529. La discussion est close. Les articles sont adoptés sans observation, p. 1542.

L'ensemble du projet est adopté par 106 voix contre 14 et 11 abstentions, p. 1601 (31 juillet 1947). — Se sont ab-stenus: Mme Ciselet, MM. Van Eyndonck, Buisseret, Catteau, de Dorlodot, Dierckx, Leclercq, Lilar, Masson-net, Motz et Gillon. — Le projet est soumis à la sanc-tion du Prince Régent.

Non-Valeurs et des Remboursements.

Doc. — Nº 148: Projet transmis par la Chambre des Représentants Nº 238: Rapport de M. Van Laeys.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 888
 420 mai 1947) — Renvoi à la commission des finances et du budget.

Pas de discussion générale, p. 1470. Les articles sont adoptés sans observation.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1494 (24 juillet 1947).
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Doc. - Nº 140: Rapport de M. Doutrepont.

— Transmis par la Chambre des Représentant, p. 698 (27 mars 1947). — Renvoi à la commission des Finances.

nances.

Discussion générale. Discours de M. Glineur (qui fait quelques observations), Mme Ciselet (qui s'intéresse au sort des veuves d'ouvriers au service de l'Etat), De Haeck (qui parle du problème de la réadaptation des pensions de retraite), Jauniaux (qui s'intéresse aux bénéficiaires et aux veuves des salariés), Doutrepont, rapp. (qui demande un budget mieux documenté, parle des diverses pensions, des abus et répond aux orateurs), Merlot, m. b. (qui répond à M. Doutrepont, parle des abus, de la fixation du cadre de la revision), Leurquin (qui parle de la fluctuation du taux des pensions), Harmegnies (au sujet de l'arrêté relatif aux indemnités de milice), Merlot, m. b. (qui répond à M. Harmegnies, p. 888. — La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observation, p. 899.

L'ensemble du projet est adopté par 117 voix et 11 abstentions, p. 930 (29 mai 1947). — Se sont abstenus : MM. de Dorlodot, Godding, Leurquin, Lilar, Massonet, Motz, Tack, Buisseret, Catteau, Mme Ciselet et M. Gillon.

lon.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Ravitaillement.

Doc. - Nº 107: Projet transmis par la Chambre des Représentants Nº 176: Rapport de M. Logen.

— Transmis par la Chambre, p. 606 (4 mars 1947). — Renvoi à la commission du ravitaillement (Importations).

Renvoi à la commission du ravitaillement (Importations).

Discussion générale. Discours de MM. Logen, rap., (qui développe certains points de son rapport), Leurquin (sur l'affaire De Winter, le prix du lait et la fourniture de la viande), De Boodt (sur le prix du lait), Mme Degeer-Adère (sur la hausse des prix), p. 1111.

Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Sobry (qui regrette la politique suivie par le département), Nihoul (qui estime les prix de revient mal évalués), Petit (qui parle en faveur des producteurs). Boulanger (qui relève certaines critiques de M. De Boodt), Nothomb (sur la nomination de contrôleurs du ravitaillement), P. Desmedt (sur le prix des chicorées), Van Peteghem (qui proteste contre la dimination du prix du lait), d'Aspremont Lynden (qui répond à M. Boulanger et parle des conventions commerciales du ministère), Vergeylen (qui défend la politique du département), de Dorlodot (qui critique la politique du P. S. C.), Leysen (sur l'apiculture), Bouilly (qui répond à M. De Boodt), de Dorlodot (pour fait personnel), Orban de Xivry (sur le commerce du miel et les cultivateurs sinistrés) et Decoene (sur la production laitière et les livraisons de viande), p. 1130. — Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Logen (qui tire quelques conclusions du débat), Moens de Fernig, m. r., (qui répond aux différents orateurs), Mullie (sur la politique des prix), Nothomb (qui parle des contrôleurs du ravitaillement), de Dorlodot (qui dépose un amendement) et Moens de Fernig, m. r. (qui répond à MM. de Dorlodot et Nothomb), p. 1161. — La discussion générale est close.

Discussion des articles. Art. 1er. L'amendement de M. de Dorlodot n'est pas appuyé. — Les articles 1à 37 sont adoptés. — Art. 37. Un amendement de M. de Dorlodot n'est pas appuyé. — Les articles 18 à 37 sont adoptés. — Art. 37. Un amendement de M. de Dorlodot n'est pas appuyé. — Les articles 18 à 37 sont adoptés. — Art. 37. Un amendement de M. de Dorlodot n'est pas appuyé. — Les articles 18

L'ensemble du projet est adopté par 100 voix contre 12 et 18 abstentions, p. 1188 (26 juin 1947). Se sont abstenus : MM. Boulanger, De Boodt, Mme Degeer-Adère, MM. Depotte, Duchaine, Fonteyne, Glineur, Goossens, Leur-quin, Levecq, Libois, Marion, Minnaert, Sironval, Sobry, Stamps, Struvay et Taillard. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Recettes et dépenses extraordinaires.

- Nº 170: Projet transmis par la Chambre des Re-

N° 10: Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 N° 211: Rapport de M. Logen.
 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 938 (3 juin 1947).
 Renvoi à la commission du budget extraordinaire.

extraordinaire.

Dépôt du rapport de M. Logen, p. 1158 (24 juin 1947).

La discussion est jointe à celle du budget des travaux publics pour l'exercice 1947.

L'ensemble du projet est adopté par 115 voix contre 9 et 16 abstentions, p. 1232 (3 juillet 1947). Se sont abstenus: MM. Boulanger, Coenen (Fél.), Mme Degeer-Adère, MM. Depotte, Duchaine, Fonteyne, Glineur, Goosens, Levecq, Libois, Marion, Minnaert, Sironval, Stamps, Struvay et Taillard. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Recettes et dépenses pour ordre.

Doc. - Nº 237: Rapport de M. Doutrepont.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 888
 (20 mai 1947).
 Renvoi à la commission des finances et du budget.

Dépôt du rapport de M. Doutrepont, p. 1277 (9 juillet 1947).

Dépôt du rapport de M. Doutrepont, p. 1277 (9 juillet 1947).

(sur la présentation du Budget), Merlot, m.b. (qui répond à M. Doutrepont), p. 1468. — La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans discussion.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1494 (24 juillet 1947).

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent. Reconstruction.

- N° 201 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

months.

M° 241: Rapport de M. Maquet.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 1145

(19 juin 1947). — Renvoi à la commission de la reconstruction.

construction.

Dépôt du rapport de M. Maquet, p. 1319 (15 juillet 1947). —

La discussion est ajournée, p. 1590.

Discussion générale. Discours de M.M. Maquet, rap., (qui souligne quelques points de son rapport), Sironval (sur les comités locaux de reconstruction), Nothomb (sur les démarches requises d'un sinistré pour entamer la reconstruction), et De Man, m. r. (qui répond aux différentes critiques sur le budget), p. 1614. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1621.

L'ensemble du projet est adopté par 94 voix contre 21 et 1 abstention, p. 1654 (7 août 1947). — S'est abstenu: M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Santé Publique et de la Famille.

- Nº 178 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 183: Rapport de M. Moulin.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 1000 (10 juin 1947). — Renvoi à la commission de la santé publique.

(10 juin 1947). — Renvoi à la commission de la santé publique.

Dépôt du rapport de M. Moulin, p. 1158 (24 juin 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Mondelaers (qui parle de la modification à apporter au règlement sur l'inspection des viandes), Massonnet (qui désire savoir les intentions du département à l'égard des commisions médicales provinciales), Jauniaux (qui parle du conflit entre médecins et pharmaciens), Vanhonsebrouck (qui demande pour les médecins la priorité pour l'achat d'automobiles, parle de l'inspection scolaire et de la lutte contre l'alcoolisme), Baers (qui défend la cause de la femme), Lagae (qui parle de l'éducation physique), p. 1359. — Reprise de la discussion générale. Discours de M. Van Peteghem (sur le problème du logement), MMmes Ciselet (sur les dépenses d'administration et les crédits pour le développement de la médecine), della Faille d'Huysse (sur l'inspection médicale scolaire et la poliomyélite), MM. Jacobs (sur le problème du logement et sur l'eau potable), Moulin, rap (qui développe certains points de son rapport), p. 1373.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Duchaine (sur les assurances sociales et la politique des subsides), Coeckelbergh (qui approuve les conclusions du rapporteur), Jauniaux (sur les pharmaciens, l'O.N.E. et les subsides), Glineur (sur la distribution d'eau potable, l'O.N.E. et l'assistance publique), Vergeylen (au sujet des subsides alloués aux sociétés de gymnastique) et Verbist, m.s.p., (qui répond aux différents orateurs), p. 1381. La discussion générale est close.

Discussion des articles. Art. 1er. Discours de Melle Baers (qui regrette une intervention de M. Moulin) et de M. Moulin (qui répond à Melle Baers). Les différents articles sont adoptés, p. 1395.

L'ensemble du projet est adopté par 103 voix contre 22, p. 1496 (24 juillet 1947).

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Travail et Prévoyance sociale.

Doc. - Nº 163 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N°184 : Rapport de M. Mertens.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 938
 (3 juin 1947). — Renvoi à la commission du Travail et de la Prévoyance sociale.

(3 juin 1947). — Renvoi à la commission du Travail et de la Prévoyance sociale.

Dépôt du rapport de M. Mertens, p. 1126 (19 juin 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Neels (qui parle du problème de la sécurité sociale et de l'enseignement technique libre), Jauniaux (qui parle de la réforme générale de la législation sur la sécurité sociale), Delmotte (qui fait quelques remarques relatives aux dispositions légales de la loi du 28 août 1946 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré). Bertrang (qui défend la cause des intéressés de la province du Luxembourg), Melle Baers (qui parle de la réglementation en matière de pensions et de l'éducation technique de la femme), Moulin (ç'u signale quelques points de détail), Troclet, m.p.s., (qui répond aux orateurs), p. 1323. — Reprise de la discussion générale. Discours de Mme Ciselet (qui fait une critique d'ordre général, aborde trois questions : la politique de plein emploi, le travail féminin et la sécurité sociale), Coeckelbergh (qui fait quelques observations d'ordre général), Van Laerhoven (qui parle de la situation des bénéficiaires de la Convention franco-belge et de la lenteur apportée à l'examen des dossiers de pensions de vieillesse). Glineur (qui parle de la sécurité sociale, des allocations familiales, des prix, des salaires, du rééquipement ménager, des jours fériés, du doublement des pécules de vacances, de la mobilisation civile et des réformes de structure, p. 1340. — Reprise de la discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 1350. La discussion générale est close.

contre la Cour des comptes), p. 1350. La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans discussion, p. 1359. L'ensemble du projet est adopté par 127 voix et 9 absten-tions, p. 1390 (17 juillet 1947). — Se sont abstenus MM. Tack, Buisseret, Catteau, Mme Ciselet, MM. Dierckx, Leclercq, Leurquin, Massonnet et Gillon. Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Travaux Publics.

Doc. - Nº 106: Projet transmis par la Chambre des Repré-

Noc. — N° 106: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 187: Rapport de M. Van Belle.

Inn. — Transmis par la Chambre, p. 636. — Renvoi à la commission des travaux publics.

Dépôt du rapport de M. Van Belle, p. 1001 (10 juin 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Behogne, m.t.p. (qui répond à quelques questions posées par le rapporteur et expose la politique qu'il compte suivre), Logen, rapp. (qui complète son rapport), Godding (qui exprime des réserves sur le budget présenté), Missiaen (sur la « loi Vanderpoorten »), Van Steenberge (sur le port de Gand et sur l'urbanisme), Van Peteghem (sur différents travaux dans le Nord de la Flandre Orientale), Boulanger (qui se déclare d'accord avec M. Van Peteghem), Van den Storme (sur les canaux de Gand), de Dorlodot (qui pose deux questions au ministre), Van Belle, rap. (sur l'inscription de certains crédits et sur les locaux du Sénat), Orban de Xivry (en faveur du Luxembourg) et Behogne, m.t.p. (qui répond aux différents orateurs), p. 1201. — La discussion générale est close, p. 1213.

Les différents articles des budgets sont adoptés sans observations, p. 1234.

L'ensemble du projet est adopté par 115 voix contre 9 et 16 abstentions, p. 1233 (3 juillet 1947). Se sont abstenus: MM. Boulanger, Coenen (Fél.), Mme Degeer-Adère, MM. Depotte, Duchaine, Fonteyne, Glineur, Goossens, Levecq, Libois. Marion, Minnaert, Sironval, Stamps, Struvay et Taillard. — Le projet est soumis à la sançtion du Prince-Régent.

Voies et Mouens.

Doc. - Nº 37: Rapport de M. Vermeylen.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 248
 (17 décembre 1946). — Renvoi à la commission des finances.

finances.

Discussion générale. Discours de MM. Vermeylen, rap., (qui développe le point de vue de la commission des finances), Van Zeeland (qui examine le poids excessif du budget et le financement des dépenses). Doutrepont (sur la comptabilité de l'Etat), Harmegnies (qui parle des finances provinciales et communales), Dierckx (qui présente quelques réserves à la politique financière du gouvernement). Taillard (qui précise les aspects de certains problèmes soulevés par le budget) et Schot (qui

Budgets, EXERCICE 1947 (suite)

critique le budget présenté), p. 313 — Reprise de la discussion. Discours de MM. Vauthier, m.f., (qui expose la politique suivie par son département), Ronse (qui estime que le budget se présente beaucoup moins favorablement que ne le trouve la majorité), Allewaert (sur la perception des impôts), Dierckx (qui demande comment le gouvernement va couvrir les dépenses), Merlot, m. b. (qui répond aux divers orâteurs), Van Zeeland (qui déclare que le budget ne le satisfait pas et Vermeylen, rap., (qui affirme l'objectivité de la majorité), p. 335. — La discussion générale est close, p. 349. Les articles sont adoptés sans discussion, p. 350.

L'ensemble du projet est adopté par 83 voix contre 82, p. 363 (24 décembre 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Catastrophes et accidents.

ACCIDENT D'AVIATION EN ECOSE.

M. le Président rend hommage aux aviateurs belges tués en service commandé en Ecosse, p. 755.

Ann. — M. de Fraiteur, m.d.n., annonce qu'un accident s'est produit au camp de Beverloo. — M. le Président rend hommage aux victimes, p. 1001.

CATASTROPHE DE TEXAS-CITY

Ann. — M. le Président rend hommage aux victimes de la catastrophe de Texas-City, p. 755.

INCENDIE DU MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

nn. — Par motion d'ordre, M. Pholien annonce au Sénat l'incendie du ministère de l'instruction publique et pro-pose de lever la séance. — Observations de MM. le président et Rolin, p. 1157.
 Discours de MM. le Président et Huysmans, m.i.p. (qui rendent hommage aux victimes), p. 1160.

Certificat de civisme. — V. Epuration civique.

Chambres législatives. - Sénat.

BUREAU DEFINITIF.

— Formation: Président du Sénat: M. Struye propose la réélection de M. Gillon, p. 3. M. Gillon est proclamé président du Sénat, p. 3.

Premier vice-président: M. Mertens présente la candida-ture de M. Matagne. M. Matagne est proclamé Premier Vice-Président, p. 3.

Deuxième Vice-Président : M. Struye propose la réélection de M. Pholien. M. Pholien est proclamé deuxième Vice-Président, p. 4.

Troisième Vice-Président : M. Struye propose la réélection de M. Mullie. M. Mullie est proclamé troisième vice-président, p. 4.

Secrétaire du Sénat : Melle Baers,, MM. Hanquet, Bouilly, Orban, Taillard et Missiaen sont proclamés secrétaires

 p. 4.
 M. De Boodt est proclamé secrétaire du Sénat en remplacement de M. Orban devenu membre du Gouvernement, p. 803.

Ann. — M. le Président fait part de la composition de la commission chargée de l'examen de la proposition de modification du règlement due à l'initiative de M. Bouilly, p. 309.

M. le Président annonce la désignation des membres suppléants de la commission mixte chargée de l'étude du problème militaire, p. 309.

M. le Président fait part de la composition d'une commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937, p. 539.

Motion de M. Van Eyndonck demandant l'envoi d'une commission parlementaire au Congo. Discours de MM. Godding (qui déclare que c'est au parlement à désigner les membres de cette commission) et de Dorlodot (qui justifie son vote d'abstention), p. 929. La motion est adopté par assis et levé.

M. le Président fait part des modifications proposées dans la composition des commissions, p. 956.

DECES.

nn. — M. le Président rend hommage à la mémoire de M. Servais, Ministre d'Etat, p. 156.
Annonce du décès de M. Cornet d'Elzius de Peissant, ancien sénateur, p. 248.
Annonce du décès de M. Vandewiele, ancien questeur du Sénat, p. 524.
Annonce du décès de M. Melein, ancien sénateur, p. 570.
M. le Président rend hommage à la mémoire de M. le sénateur Lenger, p. 755.

Chambres législatives - Sénat, DECES (suite)

Annonce du décès de M. le baron Delvaux de Fenffe, ancien

sénateur, p. 756.

Annonce du décès de M. Toussaint Van Boelare, fonctionnaire du Sénat, p. 803.

Annonce du décès de M. Gaston Bossuyt, ancien sénateur,

p. 816.
Annonce du décès de M. Mahieu, ancien sénateur, p. 1125.
Annonce du décès de M. Debersé, ancien sénateur, p. 1148.
M. le Président rend hommage à la mémoire de M. Hubin, ministre d'Etat, p. 1544.

DEMISSIONS.

Ann. — M. le Président annonce la démission de M. Piérard, sén. prov. du Hainaut, p. 796.

M. le Président annonce la démission de M. Depage, sén. de l'arr. de Bruxelles, p. 888.

M. le Président annonce la démission de M. Houben, sénateur coopté, p. 1319.

M. le Président annonce la démission de M. Delbouille, sénateur coopté, p. 1500.

INCIDENTS

nn. — Fait personnel de M. Dierckx, qui répond aux critiques de M. Van Steenberge sur son attitude vis à vis des budgets financiers, p. 119.

Fait personnel de M. Vos, m.i.p., qui précise son attitude dans l'affaire Meeuwissen, p. 200.

Fait personnel de M. de Dorlodôt (qui proteste contre l'affirmation de M. Harmegnies, disant qu'il négligeait les travaux du Sénat pour se livrer à la propagande électorale communale). L'incident est clos, p. 257.

Fait personnel de M. Jespers (qui affirme sa sympathie envers M. Matagne). — Observation de M. Libois, p. 428.

Manifestation des prisonniers de guerre à Bruxelles.

Discours de MM. le Président (qui regrette les violences commises dans la zone neutre), Buisseret, m.i. (qui s'associe aux paroles du Président). Struye (qui tout en regrettant les violences commises, estime que les mesures en fayeur des victimes de la guerre ont subi trop de retard dans leur application), Huysmans, p. m. (qui déclare ne pas comprendre les revendications des prisonniers de guerre, Piérard (qui reconnait la légitimité des revendications des prisonniers de guerre), Glineur (qui dénonce les agissements de certains provocateurs), Mazereel (qui demande que le problème des victimes de la guerre soit résolu d'urgence), Mertens (qui critique l'attitude de la droite) et Moreau de Melen (qui expose le point de vue des prisonniers de guerre et insiste pour que les provocateurs soient recherchés et punis), p. 590.

Fait personnel de M. de Dorlodot au sujet d'une déclaration de M. Rolin, p. 654.

Fait personnel de M. De Boodt qui relève certaines paroles de M. Bouilly à son égard lors de la discussion du budget du ravitaillement, p. 1156. — L'incident est clos. Fait personnel de M. Rolin qui donne des précisions sur une consultation sur la Banque d'Emission, p. 1552.

Fait personnel de M. de Dorlodot (qui déclare que les parlementaires ne remplissent pas leurs obligations), p. 1605. Manifestation des prisonniers de guerre à Bruxelles. -

Fait personnel de M. Libois au sujet d'une parole de M. Spaak à son égard, p. 1656. — Interventions de M. le Président et de M. Jauniaux. L'incident est clos.

JUBILE PARLEMENTAIRE.

Jubilé parlementaire de Mme Spaak et de MM. Broeckx, Casterman, De Nauw, Ronvaux, Van Belle, Van Over-bergh, Van Roosbroeck, Verbrugge et Simonis.

— Discours de MM. le Président et le Premier ministre (qui félicitent les jubilaires) et de MM. Van Roosbroeck en Van Overbergh (qui remercient le Sénat et le Gouvernement), p. 445.

LISTES.

N° 1: Liste alphabétique des membres du Sénat.
 N° 2: Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
 N° 3: Liste des Projets et Propositions de loi dont le Sénat est saisi.
 N° 4: Liste des Commissions permanentes.
 N° 5: Liste des Budgets réimprimés par le Sénat.

OUVERTURE DE LA SESSION.

— M. le président doyen d'âge Van Overbergh déclare ouverte la session ordinaire 1946-1947, p. 3.

Doc. — N° 27: Feuilleton n° 1. N° 298: Feuilleton n° 2.

— M. De Boodt donne lecture d'une pétition de M. Van Dieren, ancien sénateur. La pétition est renvoyée à la commission de la justice, p. 1719.

REGLEMENT

Revision du Règlement.

Doc. - Nº 18: Proposition de M. Bouilly.

Dépôt d'une proposition de revision du règlement par M. Bouilly, p. 157 (3 décembre 1946).

Chambres législatives -- Sénat (suite)

VERIFICATION DES POUVOIRS.

RIFICATION DES POUVOIRS.

Inn. — Vérification des pouvoirs de M. Massonnet, sénateur suppléant de l'arr. d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchateau-Virton, appelé à faire partie du Sénat à titre effectif en remplacement de M. Lenger, décédé. Dépôt et lecture en français et flamand par M. De Boodt, du rapport de la commission qui conclut à la validation des pouvoirs, p. 757.

Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Massonet est proclamé membre du Sénat. — M. Massonet prête serment, p. 757.

Vérification des pouvoirs de M. Moyersoen appelé à faire partie du Sénat à titre de sénateur coopté en remplacement de M. Houben démissionnaire. Dépôt et lecture du rapport de M. De Boodt qui conclut à la validation des pouvoirs. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 1500. — M. Moyersoen prête serment, p. 1500.

Vérification des pouvoirs de M. Allard appelé à faire partie du Sénat à titre de sénateur coopté en remplacement de M. Delbouille, démissionnaire. Dépôt et lecture du rapport de M. Mullie qui conclut à la validation des pouvoirs. — Les conclusions du rapport sont adoptés. — M. Allard prête serment, p. 1682.

Chambre Nationale des Métiers et Négoces. — V. Commerce et Industrie, Métiers et Négoces.

Charbonnages. - V. Commerce et Industrie.

Chemins de fer. - V. Affaires étrangères.

Chevrons de front. - V. Guerre.

Chicorée. - V. Interpellations, d'Aspremont Lynden-Desmedt.

Clôture des opérations. — V. Budgets.

Code électoral. - V. Loi électorale.

Code pénal. — V. Droit pénal.

Code pénal. V. aussi Armée, Grades militaires.

BUDGETS COLONIAUX.

Exercice 1939. — Projet de loi portant approbation de l'ar-rêté royal du 30 mars 1940 ordonnant des virements de crédits au Budget des Dépenses ordinaires du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exer-

- N° 95 : Rapport de M. Van Remoortel.

Exercices 1942, 1943 et 1944. — Budget des Recettes et Dé-penses extraordinaires du Congo Belge et du Vice-Gou-vernement Général du Ruanda-Urundi pour les exer-cices 1942, 1943 et 1944.

Doc. - Nº 95: Rapport de M. Van Remoortel.

Exercice 1945. — Budget des Recettes et des Dépenses extra-ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1945.

N° 95 : Rapport de M. Van Remoortel.
 N° 119 : Amendements présentés par le gouvernement.

Projet de loi rattachant des recettes supplémentaires, rédui-sant certains crédits ouverts et ouvrant des crédits sup-plémentaires au budget ordinaire du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1945.

 $\it Doc. - N^{\circ}$ 95 : Rapport de M. Van Remoortel. N° 120 : Amendements présentés par le Gouvernement.

Exercice 1946. — Budget ordinaire du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1946.

Doc. - Nº 80: Amendement présenté par le Gouvernement.

 N° 122 : Amendements présentés par le Gouvernement. N° 196 : Amendements présentés par le Gouvernement. N° 316 : Amendements présentés par le Gouvernement.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires de Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1946.

Doc. — N° 121 : Amendements présenté par le Gouvernement. N° 317 : Amendements présentés par le Gouvernement.

Exercices 1947. — Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1947.

Doc. - Nº 227: Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Wigny, m. c., p. 1095 (17 juin 1947).

CONSEIL COLONIAL

Nomination d'un membre du conseil colonial.

Ann. - M. Laude est réélu membre du conseil colonial, p. 517.

Colonies (suite)

CRETS. — PROJETS DE DECRETS DEPOSER SUR LE BUREAU PENDANT TRENTE JOURS, CONFORMEMENT A L'ARTICLE 15 DE LA LOI SUR LE GOUVERNEMENT DECRETS. DU CONGO BELGE.

Projet de décret approuvant une convention intervenue de 12 septembre 1944 avec la Société internationale jores-tière et minière du Congo (Forminière) et relative à un échange de terrains sis respectivement à Yanda et aux chutes Rogge II sur le Kasai.

- Transmis par M. le Ministre des Colonies, p. 76.

Projet de décret octroyant deux permis d'exploitation à la «Compagnie minière de l'Urega» (Minerga) pour les polygones dénommés «Kiangala Mptoto» et «Kela-Est». Projet de décret prorogeant les droits miniers dérivant de la convention conclue avec M. Michael Moses et approuvée par décret du 21 décembre 1939.

- Transmis par M. le ministre des Colonies, p. 184.

Projet de décret renouvelant et prorogeant les droits mi-niers dérivant de la convention du 3 mars 1927 conclue entre la colonie et MM. Schlugneit, Neefs et consorts et approuvée par décret du 3 mai 1927.

- Transmis par le Ministre des Colonies, p. 368.

Projet de décret prorogeant les droits de recherches minières exclusives dérivant de la convention conclue entre le Ruanda-Urundi et M. Henrion et approuvée par décret du 23 décembre 1937.

Projet de décret approuvant la convention conclue le 12 octobre 1946 entre la Compagnie des Chemins de Fers du Congo supérieur aux Grands Lacs africains et la Société Symétain.

Ann. — Transmis par le ministre des Colonies, p. 539.

Projets de décret :

Octroyant 3 permis d'exploitation délivrés à la société « Symétain » pour les polygônes dénommés « Katanta Kalina 11-12 bis » et « Kalima 11-42 »;

Approuvant une convention intervenue le 14 février 1947 avec la compagnie du Congo belge et relative à la con-cession de 4.000 hectares à choisir dans le territoire de

- Transmis par le ministre des Colonies, p. 1001. Projets de décret :

1) Octroyant deux permis a exploitation à la Compagnie minière de l'Urega (Minerga) pour les polygones dénom-més « Kiangala-Mptoto » et « Kela-Est ».

Accordant une concession minière à la Société de recherches et d'Exploitations aurifères du Katanga (Sorekat).

- Transmis par le Ministre des Colonies, p. 757.

Projet de décret approuvant une convention intervenue le 3 décembre 1946 avec la Sté anonyme belge pour le com-merce du Haut-Congo (S. et B.) et relative à la con-cession d'un terrain de 22 hectares 40 ares 58 centiares sis à Likete.

Ann. — Transmis par le ministre des colonies, p. 1028.

Projet de décret approuvant une convention intervenue le 30 décembre 1946 avec la société « Compagnics réunies des Huileries du Congo belge et Savonnerie Lever frères » (Huilever) et relative à la concession d'un terrain de 10 hectares, sis à Mokakoria.

Ann. — Transmis par le ministre des Colonies.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Remoortel, p. 579.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Remoortel, p. 579.

Discussion générale. Discours de MM. Van Remoortel, rapp.
(qui développe certains points de son rapport), De
Bruyne (qui parle de la politique à suivre en matière
coloniale), Levecq (qui pose deux questions au
ministre), p. 817. — Reprise de la discussion. —
Discours de MM. Pholien (qui s'étend sur la nouvelle
politique coloniale à suivre), Van Eyndonck (qui s'intéresse à la population indigène), Wigny, m. c. (qui
répond à M. Pholien, parle de la réforme administrative, du statut des agents de la colonie, de la question
linguistique, des conventions internationales relatives
au travail, du problème des transports et de l'uranium),
Doutrepont (qui s'étend sur l'article 13 des crédits
supplémentaires), Debruyne, Edg., (qui rectifie une de
ses interruptions), Rolin (qui voudrait voir créer une
nation congolaise, parle de l'insuffisance des salaires
payés aux indigènes et réclame un recrutement d'élites),
Godding (qui répond à certaines observations émises
et déclare que le groupe libéral votera les budgets coloniaux), Wigny, m.c. (qui répond aux orateurs), p. 832.

Les articles des quatre projets sont adoptés sans discussion,

Les articles des quatre projets sont adoptés sans discussion, p. 858.

L'ensemble des projets est adopté par 131 voix et 2 abstentions, p. 929 (29 mai 1947). Se sont abstenus : MM. Levecq et Libois. — Les projets sont transmis à la Chambre.

Colonies. - V. aussi Affaires étrangères, Travail. Commercants. - V. Interpellations, de Dorlodot.

Commerce et industrie

ACTIVITES DE L'ECONOMIE.

Projet de loi portant organisation d'une représentation offi-cielle des activités de l'Economie.

Doc. - Nº 146: Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Duvieusart, m.a.é. et c.m., p. 843 (14 mai 1947).

CHARBONNAGES

Projet de loi instituant le Conseil National des Charbonnages ainsi que l'Institut National de l'Industrie Charbonnière.

- Nº 180 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. Nº 235 : Rapport de M. Spreutel.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1088 (17 juin 1947). — Renvol à la commision du travail et de la prévoyance sociale.

(17 juin 194/). — Renvoi à la commision du travail et de la prévoyance sociale.

Dépôt du rapport de M. Spreutel, p. 1251 (8 juillet 1947).

Discussion genérale. Discours de MM. Spreutel, rap., (qui rappelle les lignes directrices du projet), Meurice (qui expose la portée des amendements qu'il avait présentés), Van Buggenhout (qui déclare que le projet n'est pas au point), p. 1368. — Reprise de la discussion générale. Discours de MM. De Smet, P. (qui fait part de sa déception devant le projet), Guinotte (qui rappelle les principes qui régissent la matière et demande le renvoi en commission), Delattre, m.c. et e., (qui répond à M. Guinotte), Boulanger (qui définit la position du parti communiste), De Block (qui insiste sur l'urgence du projet), Meurice (qui se declare d'accord avec M. De Block), Vanhonsebrouck (sur le problème des compensations), Van Laerhoven (qui demande pour les ouvriers le droit de contrôle de la gestion financière), Delattre, m.c. et e., (qui répond aux diférents orateurs), Van Buggenhout (qui répond à M. Delattre), p. 1401. La discussion génerale est close.

Les articles sont adoptés sans observations. L'ensemble du projet est adopté par 127 voix contre 1, p. 1495 (24 juillet 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

MAGASINS: GRANDS MAGASINS.

Proposition de loi portant prorogation de la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail.

— N° 24: Proposition de M. Servais. N° 88: Rapport de M. De Smet (P.).

Dépôt de cette proposition par M. Servais, p. 228
 (11 décembre 1946).

Prise en considération. Discours de M. Servais (qui déclare

(11 decembre 1946).

Prise en considération. Discours de M. Servais (qui déclare que si le ministre compétent règle le question par arrêté-loi, il retirera sa proposition). La proposition est prise en considération et renvoyée en commission, p. 248 (17 décembre 1946).

M. Servais retire sa proposition, p. 250.

Prise en considération et renvoi à la commission des affaires économiques, p. 389.

Dépôt du rapport par M. P. De Smet, 526.

Discussion générale. Discours de MM. Servais (qui insiste sur l'urgence de la question), De Block (qui émet quelques remarques), Buisseret m. i. (qui déclare que le gouvernement ne fait pas obstacle à l'adoption d'une telle proposition) et P. De Smet, rap., (qui répond à M. De Block), p. 540.

L'article unique est adopté, p. 542.

L'ensemble du projet est adopté par 115 voix et 23 abstentions, p. 544 (20 février 1947). — Se sont abstenus MM. Clays, Craeybeckx, De Block, De Bruyne (Victor), De Nauw, Donvil, Harmegnies, Laurens, Logen, Machtens, Maquet, Mertens, Ohn, Van Belle, Van Eyndonck, Van Graefschepe, Van Roosbroeck, Verbrugge, Vergeylen, Versieren, Wijn, Bernard (Louis) et Bouilly. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

METIERS ET NEGOCES

Proposition de loi concernant l'organisation professionnelle

des métiers et négoces.

Doc. — N° 84: Proposition de M. Houben.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Houben, p. 533
(11 février 1947).

Prise en considération, p. 539 (20 février 1947).

OFFICE DE COOPERATION.

Proposition de loi instituant l'Office National de la Coo-

pération Belge.

N° 63: Proposition de M. Logen.

Dépôt de cette proposition par M. Logen, p. 420 (16 janvier 1947). Prise en considération, p. 539 (20 février 1947).

Commerce et industrie. - V. aussi Recensement de la popu-

Commission d'entérinement des diplômes académiques. — V. Enseignement, Enseignement supérieur, Collation des grades académiques.

Communes

ECHEVINS

Projet de loi augmentant le nombre d'échevins pour certaines villes.

- Nº 65 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. Nº 75: Rapport de M. De Bruyne, V.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 478
 (23 janvier 1947). — Renvoi à la commission de l'intérieur.

M. De Bruyne dépose et donne lecture de son rapport, p. 516.

M. De Bruyne dépose et donne lecture de son rapport, p. 516.
Pas de discussion générale.
Discussion de l'article unique. Discours de MM. Piérard (qui regrette que la ville de Liège ne figure pas au nombre des villes citées dans le projet) et Buisseret, d.i. (qui déclare se rallier à l'avis de la commission). L'article unique est adopté, p. 520.
L'ensemble du projet est adopté par 130 voix contre 9 et 3 abstentions, p. 520 (6 fèvrier 1947). — Le projet est transmis à la Chambre de Représentants.

LOI COMMUNALE.

Proposition de loi portant modification de l'article 81 de la loi communale.

Doc. - Nº 60: Rapport de M. Maquet.

— Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946). — Renvoi à la commision de l'intérieur.

Pas de discussion générale. L'article unique est adopté sans discussion, p. 503.

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 517 (6 février 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.

onditions d'électorat. - V. Loi électorale

Confirmation d'arrêtés royaux. - V. Pouvoirs spéciaux et extraordinaires

Conseils de discipline d'appel. - V. Organisation judiciaire, Avocats

Conseils de guerre. — V. Armée. Juridictions militaires.

Conseil National des Charbonnages. - V. Commerce et Industrie, Charbonnages.

Contingent. - V. Armée.

Contrainte morale. — V. Droit civil, Contrats.

Contrat de louage des domestiques. — V. Travail.

Contribution nationale de crise. — V. Impôts, Impôts directs.

Coopération. — V. Commerce et Industrie, Office de coopération.

Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation. — V. Occupation allemande de la Belgique.

Cour des comptes.

DISSENTIMENTS ENTRE LA COUR DES COMPTES ET DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS.

— Par dépêche du 6 novembre 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat, avec les pièces annexées au dossier, copie de trois délibérations prises par le conseil des ministres et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères des colonies, des communications et des affaires économiques, p. 5. — Renyoi à la commission des finances, (12 novembre 1946)

Renvoi à la commission des finances, (12 novembre 1946).

Par dépêches du 13 novembre 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat, avec les pièces annexées au dossier, copie de quatre délibérations prises par le conseil des ministres et relatives à des dépenses faites en marge des budgets pour compte des ministères de l'intérieur, de l'agriculture et des affaires économiques, p. 44.—

Renvoi à la commission des finances (19 novembre 1946).

Par dépêche du 20 novembre 1946, la cour des Comptes transmet au Sénat, avec les pièces annexées au dossier, copie de la délibération prise par le Conseil des Ministres et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics.—

Renvoi à la commission des finances, p. 96 (26 novembre 1946).

Par dépêche du 27 novembre 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat la délibération prise par le conseil des ministres, le 8 novembre dernier, sous le n° 111 relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires économiques.—

Renvoi à la commission des finances, p. 156 (3 décembre 1946).

Par dépêche du 4 décembre 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat la délibération prise par le conseil

1946). Par dépêche du 4 décembre 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat la délibération prise par le Conseil des ministres le 14 novembre écoulé et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires économiques, p. 228. — Renvoi à la commission des Finances (11 décembre 1946).

Cour des comptes (suite)

Par dépêche du 11 décembre 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat les délibérations prises par le Conseil des ministres les 29 octobre, 21, 25 et 28 novembre 1946, sous les nº 110bis, 114, 115, 116, 117, 119, 120 et 121 et relatives à des dépenses faites en marge du budget, pour compte des ministères de l'instruction publique, des communications, des affaires économiques, des finances, des travaux publics. — Renvoi à la commission des finances, p. 248. (17 décembre 1946).

Par dépêches des 27 décembre 1946 et 9 janvier 1947, la Cour des Comptes transmet au Sénat les délibérations prises par le Conseil des Ministres et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères de l'intérieur, de la santé publique et de la famille, de l'instruction publique, de l'agriculture, du travail et de la prévoyance sociale et des communications. — Renvoi à la commission des finances, p. 368 (14 janvier 1947).

Par dépêche du 22 janvier 1947, la Cour des comptes

Par dépêche du 22 janvier 1947, la Cour des comptes transmet au Sénat la délibération prise par le Conseil des ministres, le 23 décembre dernier, sous le n° 132, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de la défense nationale, budget des pensions. — Renvoi à la commission des finances, p. 498 (30 janvier 1947).

- get des pensions. Renvoi à la commission des finances, p. 498 (30 janvier 1947).

 Par dépêches du 31 janvier 1947, la Cour des Comptes transmet au Sénat les délibérations prises par le conseil des ministres, le 10 janvier dernier, sous les non 140 et 141, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de la Défense nationale. Renvoi à la commission des finances, p. 506 (6 février 1947).

 Par dépêches des 29 janvier et 5 février 1947, la Cour des Comptes transmet au Sénat les délibérations prises par le conseil des ministres les 31 décembre 1946, 10 janvier et 20 janvier 1947, sous les non 134, 139, 142, 143 et 145, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères de la justice, de l'instruction publique, de la santé publique et de la famille, du travail et de la prévoyance sociale, p. 524. Renvoi à la commission des finances (11 février 1947).

 Par dépêche du 5 février 1947, la Cour des comptes, par application de l'article 14, dernier alinéa de la loi du 29 octobre 1846, modifiée par celle du 20 juillet 1921, fait savoir au Sénat que, désormais, elle communiquera mensuellement aux chambres législatives le relevé des créances dont elle aura reconnu l'exactitude et qui, par suite d'insuffisance ou d'absence de crédits budgétaires, ont été soumises à son examen en vue de leur paiement par avance du Trésor. Ce relevé ne comprendra pas toutefois les créances auxquelles le comptable des dépenses engagées aura donné son visa en vertu d'une délibération du conseil des ministres prise en vertu de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1921 précité, et dont, pour le mois de janvier 1947, une amplication a été transmise aux Chambres législatives.

 La Cour annexe à la présente le relevé des avances du trésor du mois de janvier 1947, la même Cour transmet au Sénat la délibération prise par le Conseil des

La Cour annexe à la présente le relevé des avances du trésor du mois de janvier 1947.

Par dépêche du 12 février 1947, la même Cour transmet au Sénat la délibération prise par le Conseil des ministres le 20 janvier dernier sous le nº 144 et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de l'intérieur, p. 539. — Renvoi à la commission des finances. (20 février 1947.)

Par dépêches du 26 février 1947, la Cour des comptes transmet au Sénat:

1º La 'délibération prise par le Conseil des ministres, le 10 février dernier, sous le nº 146, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de la santé publique et de la famille.

2º La délibération prise le 19 août 1946, sous le nº 96bis, par le Conseil des ministres, concernant des dépenses autorisées en marge du budget, à l'effet d'augmenter la participation de l'Etat dans la communauté d'intérêts formée entre les pouvoirs publics et la société concessionnaire des tramways unifiés de Liège et extensions.

3º Un exposé ainsi qu'une ampliation de la délibération du conseil des ministres, intervenue le 10 février 1947, au sujet du dissentiment intervenu entre son collège et M. le ministre du Budget, concernant l'application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal nº 16 du 15 octobre 1934, aux fonctions ascessoires ayant cessé au cours de la carrière et auxquelles le bénéfice de l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844 a été attribué, p. 606. — Renvoi à la commission des finances (4 mars 1947).

Par dépêche du 9 avril, nº A 0979, 658 1, 3-bis, la\$ Cour des comptes.

1947).

Par dépêche du 9 avril, n° A 0979, 658 1, 3-bis, la.

Cour des comptes, en suite de sa lettre du 5 février dernier, transmet au Sénat le relevé des créances dont elle a reconnu l'exactitude pendant le mois de mars 1947, en vue de leur paiement par avance du trésor, p. 756. — Renvoi à la commission des finances. (22 avril 1947).

Par dépêche du 14 mai 1947, la Cour des comptes transmet au Sénat la délibération prise par le conseil des ministres le 14 mai dernier, sous le n° 150, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministre de l'intérieur, p. 888. — Renvoi à la commission des finances (20 mai 1947).

Cour des comptes (suite)

- Par dépêche du 7 mai 1947, n° A0979.658 L. 4bis, la Cour des Comptes en suite de sa lettre du 5 février dernier, transmet au Sénat le relevé des créances dont elle a reconnu l'exactitude pendant le mois d'avril 1947, en vue de leur paiement par avance du Trésor.
 Par dépêche du 28 mai, la Cour des Comptes transmet également la délibération prise par le Conseil des ministres le 9 mai dernier, sous le n° 152, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de l'intérieur. Renvoi à la commission des finances, p. 938 (3 juin 1947).
 Par dépêche du 4 juin 1947, n° A 0978658 L. 6bis, la Cour
- dépêche du 4 juin 1947, n° A 0979658 L, 6bis, la Cour des Comptes transmet au Sénat le relevé des créances dont elle a reconnu l'exactitude pendant le mois de mai 1947 en vue de leur paiement par avance du trésor, p. 1088. Renvoi à la commission des finances. (17 juin 1947) juin 1947).
- pi 1047).

 Par dépêche du 18 juin 1947, la Cour des Comptes transmet au Sénat la délibération prise par le conseil des ministres le 31 mai dernier, sous le n° 153, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de l'intérieur, p. 1148. Renvoi à la commission des finances (24 juin 1947).

 a) En exécution du 4e alinéa de l'article 14 modifié de la loi du 29 octobre 1846, la Cour des comptes transmet au Sénat les délibérations prises par le Conseil des ministres le 27 juin dernier, sous les n° 155, 156, 157, 158 et 159, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères du budget (budget annexe), de la justice, des travaux publics, de la santé publique et de la famille.

 b) En exécution de l'article 9 de la loi du 7 juin 1926, la Cour transmet également le compte des opérations du Fonds d'amortissement de la dette publique pour l'année 1945, p. 1318. Renvoi à la commission des finances (15 juillet 1947).

 Par dépêche du 9 juillet 1947, n° A 0979658L, 7bis, la Cour

Par dépêche du 9 juillet 1947, n° A 0979658L, 7bis, la Cour des comptes transmet au Sénat le relevé des créances dont elle a reconnu l'exactitude pendant le mois de juin 1947 en vue de leur paiement par avance du Trésor, p. 1340. — Renvoi à la commission des finances (16 juillet 1947).

exécution du quatrième alinéa de l'article 14 modifié de la loi du 29 octobre 1846, la Cour des comptes transmet au Sénat la délibération prise par le Conseil des ministres le 20 juin écoulé sous le n° 154 et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des communications, p. 1429. — Renvoi à la commission des finances.

a la commission des finances.

En exécution du 4e alinéa de l'article 14 modifié de la loi du 29 octobre 1846, la Cour des comptes transmet au Sénat trois délibérations prises par le conseil des ministres les 11 et 18 juillet dernier, sous les nº 160, 164, et 165, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères du travail et de la prévoyance, sociale, du budget (département du combustible et de l'énergie), des affaires économiques et des classes moyennes, p. 1614 (5 août 1947). — Renvoi à la commission des finances.

RETRIBUTION DES MEMBRES

Projet de loi relatif à la rétribution des Membres de la Cour des Comptes.

Doc. - Nº 281: Rapport de M. Doutrepont.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400 (22 juillet 1947). Dépôt du rapport de M. Doutrepont, p. 1404 (22 juillet 1947).

Pas de discussion générale, p. 1470. — Discussion des arti-cles. Art. 2. Interventions de MM. Mazereel et Doutre-pont, rap., p. 1470. — L'article 2 est adopté. — Les autres articles sont adoptés sans discussion. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1494 (24 juillet 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Conventions entre l'Etat et des communes. - V. Finances. Crédits provisoires. - V. Budgets.

Crédits supplémentaires. — V. Finances.

Crimes contre la sûreté de l'Etat. — V. Droit pénal.

Crimes contre l'humanité. — V. Droit pénal.

Crimes de guerre. -Militaires. V. Guerre. — V. aussi Armée, Juridictions

Crimes et délits contre les personnes. — V. Droit pénal.

TRAITEMENTS DES MINISTRES DU CULTE.

Projet de loi fixant les traitements des Ministres du culte Catholique.

- N° 312 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Déblocage. — V. Finances, Avoirs bloqués ou temporairement indisponibles.

Délais de paiement. - V. Procédure civile, Expropriation.

Dentistes. — V. Enseignement, Enseignement supérieur.

Documents de Lisbonne. - V. Interpellations, Orban-Moreau de Melen.

Dommages de guerre

DOMMAGES AUX BIENS PRIVES

Projet de loi relatif à la réparation des dommages aux biens privés.

- Nº 259 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

 N° 307 : Amendements présentés par le Gouvernement. N° 287 : Rapport de M. Ronse.

N° 287: Rapport de M. Ronse.

Ann. — Tranmis par la Chambre des Représentants, p. 1400 (22 juillet 1947). — Dépôt du rapport de M. Ronse, p. 1647 (7 août 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Ronse, rapp. (qui fait l'analyse du projet) Gribomont (qui critique le projet), Buisseret (qui craint que la loi soit inefficace), Servais (qui définit, à son sens, la portée du projet), Bouilly (qui estime que le projet est logique) et Baltus (qui s'associe aux paroles de M. Gribomont), p. 1682. — Reprise de la discussion. — Discours de MM. De Man, m. rec., (qui expose la politique suivie par son département), Sobry (sur les dommages aux terres labourées), Nothomb (qui se déclare adversaire du projet), Van Steenberge (sur les dépenses engagées par' le projet), Sironval (sur la position des communistes devant le projet), de Dorlodot (sur la réparation intégrale), Verbaet (qui espère une adaptation ultérieure du projet), Orban de Xivry (qui demande l'aide indispensable au redressement du Luxembourg), Eyskens, m.f., (qui donne quelques éclaircissements au sujet de l'aspect financier du projet), Dierckx (sur la réparation intégrale) et de Dorlodot (sur un emprunt belge à la Suisse), p. 1701. — La discussion générale est close. belge à lest close.

sujet de l'aspect financier du projet), Dierckx (sur la réparation intégrale) et de Dorlodot (sur un emprunt belge à la Suisse), p. 1701. — La discussion générale est close.

Discussion des articles. Art. 1. Interventions de MM. Moyersoen, Ronse, Van Remoortel. Buisseret, De Man. L'art. 1 est adopté, p. 1722. — Art. 2. Interventions de MM. de Dorlodot, Ronse, Moulin, le baron Moversoen. L'article 2 est adopté, p. 1724. — Art. 3. Interventions de MM. Buisseret. Bouilly, Eyskens et Ronse. L'article 3 est adopté, p. 1725. — L'article 4 est adopté, p. 1725. — Art. 5. Interventions de MM. de Dorlodot, Ronse, De Boodt, Fonteyne, d'Aspremont Lynden, Ancot, Eyskens, Sironval, De Man. Verbaet, Kluyskens, Van Laeys. L'art. 5 est adopté, p. 1734. — Les articles 6, 7, 10 et 11 sont adoptés, p. 1735. — Art. 12. Interventions de MM. de Dorlodot, Ronse, Buisseret, De Man. L'art. 12 est adopté, p. 1737. Les articles 13, 14 et 15 sont adoptés. — Art. 16. Intervention de M. Ronse. L'article 16 est adopté p. 1737. — Les articles 17 et 18 sont adoptés. p. 1738. — Art. 19. Interventions de MM. Moyersoen, Ronse, Catteau, L'art. 19 est adopté, p. 1738. — Les articles 20 à 23 sont adoptés, p. 1738. — Art. 24. Interventions de MM. Moeyersoen, Ronse, Catteau, L'art. 19 est adopté, p. 1738. — Art. 29. Interventions de MM. De Man, p. 1739. L'article 24 est adopté, p. 1740. — L'article 25 est adopté, p. 1740. — Art. 26. Interventions de MM. De Man, p. 1739. L'article 24 est adopté, p. 1740. — L'article 25 est adopté, p. 1740. — Art. 27. Est articles 34 est 35 sont adoptés, p. 1742. — Les articles 34 est 35 sont adoptés, p. 1742. — Les articles 36 à 44 sont adoptés, p. 1744. — Art. 27 est adopté, p. 1742. — Les articles 39 est supprimé, p. 1742. — Les articles 36 à 44 sont adoptés, p. 1745. — Art. 51. Intervention de M. De Man, p. 1745. — Art. 51. Intervention de M. De Man, p. 1748. — Les articles 53 et 54 sont adoptés, p. 1744. — Les articles 56 à 60 sont adoptés, p. 1744. — Les articles 51 est adopté, p. 1745. — Les articles 50 est adopté

adopté, p. 1781. — Art. 12. Interventions de MM. Schot, Eyskens, Buisseret, Spaak, p. 1781. L'article 12 est adop-

té, p. 1785. L'ensemble du projet est adopté par 111 voix contre 16 et 5 abstentions, p. 1787 (13 août 1947). — Se sont abstenus MM. Kluyskens, Nihoul, Sironval, Sobry et

Le projet est renvoyé à la Chambre des Représentants.

FONDS DE REPARATION.

Proposition de loi sur la création d'un fonds de réparation des dommages de guerre.

-- Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946). -- Renvoi à la commission des dommages de guerre.

PREUVE TESTIMONIALE.

Projet de loi relatif à la preuve testimoniale en matière de dommages causés aux personnes, résultant de la guerre de 1940.

Doc. - Nº 210: Rapport de M. Nothomb.

Noc. — N° 210: Rapport de M. Nothomb.
Nnn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1000 (10. juin 1947). — Renvoi à la commission de la défense nationale. Dépôt du rapport de M. Nothomb, p. 1190 (26. juin 1947).
Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans discussion. p. 1303.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 134 membres présents, p. 1389 (17. juillet 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Domestiques. — V. Travail, Contrat de louage des domestiques. Douanes et Accises. - V. Impôts.

Droit civil

ASSURANCE EN CAS D'ACCIDENT.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance destinée à garantir la responsabilité civile des propriétaires de véhicules automobiles en cas d'accident.

Doc. - Nº 285: Proposition de M. de Dorlodot.

CONTRATS.

Contrainte morale. — Projet de loi établissant une pré-somption légale au profit de certaines personnes victi-mes de contrainte morale.

N° 57: Projet de loi réamendé par la Chambre des Représentants.
 N° 117: Rapport de M. Pholien.

— Transmis par la Chambre des Représentants et ren-voi à la commission de la justice, p. 416 (16 janvier 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Pholien, rap. (qui formule des réserves quant à l'amendement voté par la Chambre) et Fonteyne (qui appuie M. Pholien), p. 748. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 133 membres présents, p. 751 (28 mars 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

ENFANTS ILLEGITIMES.

Projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles peu-vent être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par suite de la guerre, dans l'impossibilité de contracter mariage.

N° 40: Exposé des motifs et projet du gouvernement.
 N° 197: Rapport de Mme Ciselet.

- Dépôt de ce projet par M. Lilar, m. j., p. 365.

Dépôt du rapport de Mme Ciselet, p. 1095. Discussion générale. Discours de Mme Ciselet, rapp., (qui demande que le projet soit voté d'urgence), p. 1279. La discussion egénérale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 1281.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 138 membres présents, p. 1300 (10 juillet 1947).

Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 1318 (15 juillet 1947). — Renvoi à la commission de la justice.

INDIGENAT.

Projet de loi modifiant l'article 18bis des lois coordonnées sur la nationalité (loi du 30 juillet 1934 et arrêté-loi du 6 mai 1944).

 Nº 78: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 213 : Rapport de M. Rolin.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentans, p. 506 (6 février 1947). — Renvoi à la commission de la justice.

Dépôt du rapport de M. Rolin, p. 1190 (26 juin 1947).

Droit civil (suite)

Discussion générale. Discours de MM. Struye, m. j. (qui présente certaines objections au projet), Rolin, rapp. (qui se déclare disposé à envisager la modification du projet), Struye, m. j., (qui répond à M. Rolin), Fonteyne (qui se déclare d'accord sur les principes), p. 1298. Le projet de loi est rejeté, p. 1300.

LOYERS.

Dispositions exceptionnelles. — Proposition de loi complé-tant l'arrêté-loi du 12 mars 1945, portant des dispo-sitions exceptionnelles et temporaires en matière de baux à loyer.

Doc. - Nº 64: Rapport de M. Lohest.

nn. — Prise en considération, p. 59, (20 novembre 1946).
Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés sans discussion, p. 521.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

- Nº 247 : Projet amendé par la Chambre des représentants. Nº 262: Rapport de M. Lohest.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 1318 (15 juillet 1945). — Renvoi à la commission de la jus-

tice.

Dépôt du rapport de M. Lohest, p. 1359 (16 juillet 1947).

Discussion générale. Discours de M. Lohest, rapp. (qui insiste sur l'urgence du projet), p. 1503.

La discussion générale est close.

Discussion des articles. Art. 4. Intervention de M. Struye, p. 1504. — Art. 10. Interventions de M. Fonteyne, Lohest, Rolin, Lilar, Struye, Dierckx, p. 1506. — Art. 11. Interventions de MM. Fonteyne, Rolin, Lohest, p. 1510. — Art. 12. Interventions de MM. Dierckx, Lohest, Struye, Fonteyne. — Art. 39. Intervention de M. Fonteyne, p. 1517.

L'ensemble du projet est adonté par 71 voix et 16 absten-

1517.
L'ensemble du projet est adopté par 71 voix et 16 abstentions, p. 1525 (29 juillet 1947). Se sont abstenus MM. Fonteyne, Goossens, Leveeq Libois, Lilar, Massonnet, Minnaert, Nihoul, Sironval, Tack, Taillard, Van Laeys, Boulanger, Coenen (F.), de Dorlodot et Gillon.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Réegent.

Projet de loi modifiant et complétant l'arrêté-loi du 12 mars 1945 portant des dispositions exceptionnelles et tem-poraires en matière de baux à loyer.

N° 82: Projet du gouvernement.
 N° 158: Rapport de M. Lohest.
 N° 177: Amendement présenté par le gouvernement au texte présenté par la commission.
 N° 185: Amendement présenté par le gouvernement.

Dépôt de ce projet par M. Lilar, m. j., p. 525 (11 février 1947).

N° 185: Amendement présenté par le gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Lilar, m. j., p. 525 (11 février 1947).

Dépôt du rapport de M. Lohest, p. 929 (29 mai 1947).

Dépôt du rapport de M. Lohest, p. 929 (29 mai 1947).

Discussion générale. Discours de M. Hanquet (qui parle de la nécessité d'encourager l'effort de la reconstruction), Mme Ciselet (qui réclame le retour à la liberté des conventions entre propriétaires et locataires), Van Laevs (qui défend la cause des petits propriétaires), de Dorlodot (qui parle de la situation des petits propriétaires), Fonteyne (qui demande la continuation du débat), Struve, m. j. (qui demande la continuation du débat), Rolin (qui fait une observation), et Lohest, rapp. (qui demande l'adoption du proiet tel qu'il est présenté), p. 966. — Reprise de la discussion. Discours de MM. Fontevne (qui demande de voter la loi sans augmentation), Rolin (qui fait quelques observations), Machtens (qui demande de surseoir, pour un temps indéterminé, à l'augmentation des loyers), Lohest, rapp. (qui attire l'attention du Sénat sur les quatre errata), Struye m. j. (qui répond aux orateurs), p. 976.

La discussion générale est close.

Discussión des articles. Art. 2 Discours de MM. Moreau de Melen (qui défend l'amendement déposé), Fontevne (qui demande l'adoption de l'amendement proposé), Lohest, rapp. (qui trouve l'amendement tustifié), Rolin (qui demande de maintenir les cheffres fixés par le proiet), Ancot (qui demande la diminution de tous les chiffres proposés), p. 983.

Reprise de & discussion des articles. Art. 2. Discours de MM. Fonteyne, Struve, m. j., Verbaet, Mazereel, n. 1049. — L'amendement de M. Ancot modifiant les chiffres de l'article 2 est releté. — Amendement de M. Van Laevs. Discours de MM. Fonteyne, Derbaix, Ancot Lohest, Rolin, Mazereel. Les amendements sont rejetés, p. 1051.

Art. 4. Discours de MM. Lohest, Fonteyne, Rolin, Moreau de Melen, Lilar, Struve, m. i., Verbaet, Machtens, p. 1052. — Art. 8. Discours de MM. Fonteyne, Derbaix, Ancot, Lohest, Rolin, Miver

Droit civil, LOYERS (suite)

Art. 26. MM. Allewaert, Lohest, p. 1078. — Art. 39. M. Fonteyne, p. 1080. — Art. 40. Discours de MM. Fonteyne, Lohest, Rolin, p. 1082. — Art. 43. MM. Ancot, Struye, Lohest, p. 1081. — Art. 42. MM. Fonteyne, Lohest, Rolin, p. 1082. — Art. 43. MM. Ancot, Struye, Lohest, Fonteyne, Rolin, p. 1083.

L'ensemble du projet est adopté par 92 voix contre 2 et 22 abstentions, p. 1084 (12 juin 1947). — Se sont abstenus : MM. Ancot, Boulanger, De Boodt, De Clercq, baron de Dorlodot, Mme Degeer-Adère, MM. Depotte, Duchaine, Fonteyne, Glineur, Goossens, Huart, Levecq, Libois, Marion, Michot, Minnaert, Moulin, Sironval, Stamps, Struyay et Van In.

Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Exécutions. cutions. — Projet de loi suspendant temporairement cer-taines exécutions en matière de baux à loyer.

N° 125: Projet du gouvernement.
 N° 128: Rapport de M. Lohest.

Dépôt de ce projet par M. Struye, m.j., p. 758 (22 avril 1947).

M. Lohest donne lecture du rapport en français, M. Van Roosbroeck donne lecture du rapport en flamand, p.

Pas de discussion générale.

Discussion des articles. Art. 1. Discours de M. Fonteyne (qui demande qu'en aucune manière il ne soit procédé à des expulsions avant que la nouvelle législation sur les loyers soit entrée en vigueur), p. 719,

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 774 (24 avril 1947).

Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi prorogeant la loi du 12 mai 1947 suspendant temporairement certaines exécutions en matière de baux à loyer.

Doc. — N° 200 : Rapport de M. Lohest.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 1145 (19 juin 1947).

Dépôt du rapport de M. Lohest, p. 1131 (19 juin 1947).
Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1150.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 131 membres présents, p. 1188 (26 juin 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi portant interprétation de l'article premier de la loi du 12 mai 1947 suspendant temporairement cer-taines exécutions en matière de baux à loyer.

- Nº 160 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 165: Rapport de M. Fonteyne.

N° 165: Rapport de M. Fonteyne.
linn. — Transmis par la Chambre des Représentans, p. 923 (29 mai 1947). — Renvoi à la commission de la justice.
Discussion générale. Discours de MM. Struye, m.j. (qui interprête un terme du projet voté par la Chambre) et Fonteyne (qui répond à M. Struye, sur l'interprétation d'un terme du projet voté par la Chambre), p. 923. — La discussion générale est close. — L'article unique est adopté sans observations, p. 924.
L'ensemble du projet est adopté par 123 voix et 1 abstention, p. 931 (29 mai 1947). S'est abstenu M. de Dorlodot.
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Sanctions. — Proposition de loi sanctionnant pénalement les infractions aux dispositions légales limitant le taux des lovers.

Doc. - Nº 11: Rapport de M. Lohest.

Dépôt du rapport par M. Lohest, p. 60 (20 novembre

Discussion générale. Discours de MM. Van Laeys (qui critique la proposition de loi), Lohest et Hanquet (qui demandent l'ajournement). Lilar, m.j., (qui propose d'attendre qu'un projet gouvernemental soit déposé), Fonteyne (qui s'étonne de la proposition du ministre), Dierckx (qui se rallie à la proposition d'ajournement), Struye (qui demande formellement l'ajournement), Mertens (qui déglare s'aproposer à l'ajournement) et Chinaure tens (qui déclare s'opposer à l'ajournement) et Glineur (qui demande la discussion immédiate), p. 436. — La proposition d'ajournement est adoptée, p. 439.

MARIAGE.

Annulation. — Projet de loi complétant le chapitre IV du titre V du livre I du Code civil relatif aux demandes en nullité de mariage.

 $\it Doc. -N^{\circ}$ 50 : Exposé des motifs et projet du Gouvernement. N° 233 : Rapport de Mme Ciselet.

— Dépôt de ce projet par M. Lilar, m. j. p. 423 (16 janvier 1947).

Dépôt du rapport de Mme Ciselet, p. 1251 (8 juillet 1947).
Pas de discussion générale. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 1565.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 115 membres présents, p. 1597 (31 juillet 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Droit civil (suite)

RESPONSABILITE DES COMMUNES.

Projet de loi tendant à exonérer les communes, dans cer-tains cas, de la responsabilité prévue par le décret du 10 vendémiaire an IV.

Doc. - Nº 76: Rapport de M. Lagae.

No venembate the No.
No. — No. 76: Rapport de M. Lagae.
Inn. — Discussion générale. Discours de MM. de Dorlodot (qui présente un amendement), Vermeylen (qui se déclare d'accord pour que le débat soit reporté) et Lagae, rap., (qui regrette la proposition de M. de Dorlodot), p. 245. — Reprise de la discussion. Discours de MM. Kluyskens (qui présente un amendement à l'article ler et demande le renvoi du projet en commission), Buisseret, m.i. (qui considère inutile le renvoi en commission), Ronse (qui appuie la proposition de M. Kluyskens), Harmegnies (qui demande l'examen immédiat du projet), Orban (qui demande l'examen immédiat du projet), Orban (qui demande le renvoi en commission), Buisseret, m.i. (qui suggère que la commission réexamine le projet d'urgence), de Dorlodot (qui se rallie è l'avis du ministre) et Vermeylen (qui se déclare d'accord pour le renvoi en commission), p. 249. — Le projet est renvoyé en commission, Discours de MM. Orban (qui présente deux amendements), Ronse (qui expose la portée d'un amendement), Lohest (qui appuie l'argumentation de M. Ronse), Buisseret, m.i., (qui combat l'amendement), de Dorlodot (qui critique le travail des commissions), Lagae, rap., (qui estime que les amendements ne sont pas justifiés) et Rolin (qui appuie les conclusions de M. Lagae), p. 543. La discussion générale est close.
L'art. ler est adopté, p. 549. — Art. 2 Discours de MM.

est close.

est close.

tt. ler est adopté, p. 549. — Art. 2 Discours de MM.
Ronse (qui retire son amendement), Lohest (qui justifie son vote), p. 562. — L'ensemble du projet est adopté
par 95 voix contre 63 et 1 abstention, p. 563 (25 février
1947). S'est abstenu M. Struye. Le projet est transmis
à la Chambre des Représentants.

TAUX.

Projet de loi portant modification de certains taux en ma-tière civile et commerciale.

Doc. — N° 274 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400
 (22 juillet 1947). Ann.

TESTAMENTS OLOGRAPHES.

Proposition de loi concernant les testaments olographes des personnes décédées aux mains de l'ennemi.

Doc. — N° 208: Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 1163
(25 juin 1947).

Prise en considération, p. 1227 (3 juillet 1947). — Renvoi
à la commission de la justice.

Droits d'enregistrement. - V. Impôts.

Droit constitutionnel.

POUVOIR EXECUTIF.

Sanction et promulgation des lois. — Proposition de loi modifiant la formule de sanction et de promulgation des lois.

— Nº 139: Proposition de M. de Dorlodot.

- Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 796 Ann. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 796 (30 avril 1947).
Prise en considération, p. 817 (13 mai 1947). — Observations

de MM. de Dorlodot et Dierckx, p. 817.

Droit fiscal.

PRESCRIPTIONS ET DECHEANCES.

Projet de loi abolissant des prescriptions et déchéances et prorogeant certains délais en matière fiscale.

— Nº 255 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 275 : Rapport de M. Ronvaux.

Droit pénal.

CRIMES CONTRE LA SURETE DE L'ETAT.

Proposition de loi modifiant l'article 123ter du Code pénal.

N° 14: Rapport de M. Rolin.
N° 48: Amendements présentés par le Gouvernement.
N° 243: Rapport complémentaire de M. Rolin.
N° 295: Texte adopté au premier vote.
N° 299: Second rapport complémentaire de M. Rolin.

Ann. - Dépôt du rapport de M. Rolin, p. 1295 (10 juillet 1947). nn. — Depot du rapport de M. Rolin, p. 1295 (10 juillet 1947).
Discussion générale. Discours de MM. Fonteyne (qui ne se déclare pas d'accord sur cette proposition), Rolin (qui demande le rejet du second amendement), Struye, m. j. (qui répond à M. Fonteyne), p. 1546. Discours de MM. Fonteyne (qui déclare que la proposition porte atteinte à l'œuvre d'épuration faite par les tribunaux), Doutrepont (qui se déclare d'accord avec M. Rolin), Pholien Droit civil (suite)

(qui défend l'amendement proposé par MM. Struye et Eyskens), Rolin (qui répond à M. Pholien), De Boodt (qui appuie M. Pholien), p. 1550.

La discussion générale est close. — Discussion des articles. Art. 1. Interventions de MM. Schot, Struye, Fonteyne, p. 1552. — L'article 1 est adopté, p. 1553.

Les autres articles sont adoptés sans observation, p. 1554.

M. Rolin dome lecture du 3e rapport sur ce prôjet de loi. Les articles sont définitivement adoptés, p. 1597.

L'ensemble du projet est adopté par 117 voix contre 15 et 1 abstention, p. 1600 (31 juillet 1947), — S'est abstenu : M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

CRIMES CONTRE L'HUMANITE.

Proposition de loi réprimant certains crimes contre l'huma-

Doc. - Nº 207: Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par (25 juin 1947).

Prise en considération, p. 1270 (9 juillet 1947). — Renvoi à la commission de la justice.

CRIMES ET DELITS CONTRE LES PERSONNES.

Projet de loi tendant à modifier l'article 443, alinéa 2, du Code pénal.

Doc. - Nº 234: Rapport de Mme Ciselet.

- Dépôt du rapport de Mme Ciselet, p. 1251 (8 juillet 1947)

Pas de discussion générale.

Pas de discussion generale.

Discussion de l'article unique. Discours de MM. Struye, m.j.

(qui défend les amendement proposés), Rolin (qui se rallie, sous certaines réserves, à l'amendement du gouvernement), Kluyskens (qui pose une question d'interprétation), Fonteyne (qui demande le renvoi en commission), p. 1546.

Le renvoi en commission est prononcé, p. 1546. — La discussion est ajournée, p. 1625.

INTERNEMENTS.

Projet de loi relatif à l'imputation des internements ordon-nés en vertu de l'arrêté-loi du 12 octobre 1918 sur la durée des peines privatives de liberté prononcées du chef de certaines infractions.

Doc. - Nº 224 : Rapport de M. Ancot.

oc. — N° 224 : Rapport de M. Ancot.

nn. — Discussion générale. Discours de M. Ancot, rapp.

(qui rappelle l'objet du projet de loi), p. 1301.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1302.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 134

membres présents, p. 1389 (17 juillet 1947). — Le projet
est soumis à la sanction du Prince-Régent.

PEINES.

Peine capitale. — Projet de loi complétant l'article 9 du Code pénal.

- N° 53 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. Nº 189 : Rapport de M. Mazereel.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants et renvoi à la commission de la justice, p. 416 (16 janvier 1947).
 Dépôt du rapport de M. Mazereel, p. 1070 (12 juin 1947).

Discoussion générale. Discours de MM. Struye, m.j., (qui juge la proposition inutile, le parquet étant armé pour éviter la fublicité autour d'une exécution), Rolin (qui regrette que les familles des victimes du condamné soient averties) et Lilar (qui se rallis au point de vue du ministre), p. 1182. — L'article unique est rejeté, p. 1182 (26 juin 1947).

Projet de loi modifiant la législation relative à la libération conditionnelle et aux condamnations conditionnelles.

- Nº 77: Projet amendé par la Chambre des Repré-Nº 230: Rapport de M. Lohest.

— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 506 (6 février 1947). — Renvoi à la commission de la justice.

Deput au rapport de M. Lohest, p. 1227 (3 juillet 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Lohest (qui déclare, qu'à son sens, le projet défini par le Sénat correspond à la meilleure formule), Struye, m.j. (qui trouve le texte de la Chambre des représentants plus précis), Lohest (qui défend le point de vue de la commission du Sénat), Rolin (qui fait quelques remarques), p. 1297. La discussion générale est close. Dépôt du rapport de M. Lohest, p. 1227 (3 juillet 1947).

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 1298.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 137 membres présents, p. 1300 (10 juillet 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Droit public

CONSEIL d'ETAT.

Projet de loi portant création d'un conseil d'Etat.

— Discussion générale. Discours de MM. Buisseret (qui fait l'historique du projet), Van Remoortel, rapp. (sur les modifications apportées au projet initial), Kluyskens (qui trouve que le projet n'est pas encore au point), Rônse (qui suggère quelques améliorations), et Fonteyne (qui examine les trois amendements du groupe communiste), p. 171.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Orban (qui expose sa conception sur la responsabilité de l'Etat), Pholien (qui critique certains articles du projet), Rolin (qui répond aux observations de divers orateurs) et Lohest (qui demande une amélioration du projet), p. 184. — La discussion générale est close.

répond aux observations de divers orateurs) et. Lohest (qui demande une anélioration du projet), p. 184. — La discussion générale est close.

Discussion des articles. Art. ler. Discours de M. Van Remoortel (qui demande que le projet présenté ne soit plus amendé), p. 200. — Article 2 et amendements, p. 202. — Les articles, 2, 3, 4 et 5 sont adoptés, p. 203. — Art. 6. Discours de M.M. Van Remooffel (qui répond aux observations de M. Rolin sur cet article) et Rolin (qui marque son accord avec M. Van Remoortel). — L'article 6 est adopté, p. 204. — Art. 7. Discours de MM. Lohest (qui regrette la suppression du Conseil des Mines), Pholien (qui appuile les observations de M. Lohest) et Van Remoortel (qui défend l'article 7 ainsi présenté). L'amendement de M. Lohest est repoussé. Discours de M. Pholien (qui déclare que le § 1er risque d'avoir des conséquences fâcheuses) et Van Remoortel (qui répond à M. Pholien), p. 204. Les articles 7 et 8 sont adoptés. — Art. 9. Discours de MM. Pholien (qui défend un amendement). Van Remoortel (qui appuile les conclusions de M. Van Remoortel (qui appuile les conclusions de M. Van Remoortel), Dierckx (qui répond à M. Pholien), Buisseret, m.i., (qui appuile les conclusions de M. Van Remoortel), Dierckx (qui répond à M. Pholien), Buisseret, m.i., (qui appuile les conclusions de M. Pholien et Ronse sont rejetés. L'article 9 est adopté, p. 208. — Les articles 10 à 19 sont adoptés, p. 212. — Art. 20. Discours de MM. Kluyskens (qui défend son amendement), Van Remoortel et Rolin (qui combattent l'amendement, van Remoortel et Rolin (qui combattent l'amendement, van Remoortel et Rolin (qui combattent l'amendement, van Remoortel et Rolin (qui présente un amendement), van Remoortel (qui demande que cet amendement et Res MM. Ronse (qui présente un amendement), van Remoortel (qui d

Proposition de loi suprimant la formule religieuse dans les serments en justice.

Doc. — N° 89: Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 533

Prise en considération. Discours de MM. Struye (qui regrette le dépôt de cette proposition) et Glineur (qui déclare qu'une telle proposition n'est pas une provocation), p. 539. La proposition n'est pas prise en considération, p. 540 (20 février 1947).

Eaux minérales. - V. Interpellations, Van Buggenhout.

Echevins. - V. Communes.

Ecole Royale Militaire. - V. Armée.

Economie (activités de 1'). — V. Commerce et industrie.

Elections provinciales. — V. Loi électorale.

Electorat. - V. Loi électorale, Conditions d'électorat.

Emploi des langues en matière judiciaire. — V. Organisation judiciaire, Langues.

Enfance.

PRESERVATION MORALE.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Doc. — N° 236: Proposition de M. Lagae.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M

— Dépôt de cette proposition par M. Lagae, p. 1260 (8 juillet 1947).

Prise en considération, p. 1401 (22 juillet 1947).

Enfance (suite)

PROTECTION DE L'ENFANCE.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la Protection de l'Enfance.

Doc. - Nº 179: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1000
 (10 juin 1947).
 Renvoi à la commission de la justice.

Enfants illégitimes. — V. Droit Civil.

Enquête parlementaire. — V. Occupation allemande de la Belgique, Travail.

Enseignement.

ENSEIGNEMENT_MOYEN.

Bureaux d'administration. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 13 de la loi sur l'enseignement moyen.

Doc. - Nº 190: Proposition de M. Missiaen.

Prise en considération, p. 1088 (17 juin 1947).
 Renvoi à la commission de l'instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Proposition de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.

Doc. - Nº 302: Proposition de M. Missiaen.

Proposition de loi modifiant la loi sur l'enseignement pri-

- Nº 308: Rapport de M. Bouweraerts.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Missiaen, p. 1617 (5 août 1947).

Dépôt du rapport de M. Bouweraerts, p. 1719.

Traitements. — Projet de loi fixant le traitement légal du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire.

N° 34 : Rapport de M. Matagne.
N° 45 : Amendements présentés par le gouvernement.
N° 58 : Amendement présenté par le Gouvernement.
N° 62 : Texte adopté par le Sénat au premier vote.

N° 58: Amendement présenté par le Gouvernement.
N° 62: Texte adopté par le Sénat au premier vote.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Matagne, p. 284 (19 décembre 1946).

Discussion générale. Discours de MM. Matagne, rap. (qui attire l'attention du Sénat sur l'urgence du projet présenté), Jespers (qui demande une solution complète de la question), p. 390. Reprise de la discussion. Discours de MM. Leysen (qui attire l'attention sur les revendications contenues dans le rapport), Harmegnies (qui plaide la cause des institutrices froebeliennes), Hanquet (qui fait l'éloge de la commission et parle des pensions), Libois (qui critique la lenteur mise à donner satisfaction aux membres du personnel enseignant), Piérard (qui défend le point de vue du groupe libéral), Mazereel (qui réfute certaines allégations d'orateurs), p. 416. — Discours de M. Bouweraerts (sur les répercussion financières du projet), p. 429.

Discussion des articles. Discours de MM. Missiaen (qui justifie le vote de son groupe), Piérard (qui déclare que le groupe libéral se rallie au projet), et Dierckx (qui donne connaissance d'une lettre de M. Catteau), p. 439. Art. ler et amendements. Discours de M. Vos, m. i. p. (qui combat l'amendement de M. Jespers), p. 447. L'amendement n'est pas adopté. — Les articles 1 à 4 et les amendements du gouvernement sont adoptés, p. 444. — Le projet est renvoyé en commission. — L'ensemble du projet est adopté par 84 voix et 82 abstentions, p. 484. (23 janvier 1947). Se sont abstenus les membres du groupe P.S.C. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Bourses d'études. — Projet de loi modifiant le régime des bourses d'études à accorder aux élèves qui fréquentent les cours des établissements d'enseignement supérieur.

- N° 157: Rapport de M. Libois.

Ann. — Dépôt du rapport de M. Libois, p. 907 (21 mai 1947).

Pas de discussion générale. L'article unique est adopté sans observation, p. 1104.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 1129 (19 juin 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Collation des grades académiques. — Projet de loi modifiant la constitution de la Commission d'entérinement des diplômes académiques.

Doc. — Nº 19: Rapport de M. Baur.

Ann. — 1946). Dépôt du rapport par M. Baur, p. 171 (4 décembre

Discussion générale. Discours de MM. Baur, rap., (qui pré-sente un amendement de la comission) et Vos, m.i.p., (qui déclare que le gouvernement accepte l'amendement

Enseignement, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (suite)

de la commission), p. 433. La discussion générale est

close.
L'article unique amendé est adopté, p. 433.
Le projet est adopté à l'unanimité des 159 membres présents et est transmis à la Chambre des Représentants, p. 445 (21 janvier 1947).

Dentistes. — Proposition de loi tendant à instaurer un régime transitoire en faveur des mécaniciens-dentistes belges pour l'obtention du diplôme de dentiste.

Doc. - Nº 240: Proposition de M. Van Eyndonck.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Van Eyndonck, p. 1251 (8 juillet 1947.

Prise en considération, p. 1401 (22 juillet 1947).

Enseignement vétérinaire. — Projet de loi attribuant le carac-tère de grade académique aux titres conférés par les écoles de médecine vétérinaire de l'Etat et par les Insti-tuts agronomiques de l'Etat ou agréés par celui-a.

N° 7: Projet du gouvernement.
 N° 46: Rapport de M. De Smet (P.)

— Dépôt de ce projet, par M. Vos, m.i.p., p. 26 (14 novembre 1946).

novembre 1946).
Dépôt du rapport sur ce projet par M.P. De Smet, p. 391.
Discussion générale. Discours de M. P. De Smet, rap., (qui demande l'adoption du projet et des amendements), p. 450. La discussion générale est close.

Les articles et les amendements de la commission sont adoptés sans discussion, p. 456.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 164 membres présents, p. 485 (23 janvier 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi concernant la révision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire.

Doc. - Nº 311: Proposition de M. Mullie.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Mullie, p. 1680 (7 août 1947).

Traitements. — Projet de loi concernant le réajustement des traitements du personnel enseignant des Universités de l'Etat.

— N° 86 : Amendements présentés par le Gouvernement. N° 300 : Rapport de M. Mazereel. Doc. -

- Dépôt du rapport de M. Mazereel, p. 1607 (31 juillet 1947).

Université coloniale. - Projet de loi autorisant l'Université Coloniale de Belgique, à Anvers, à conférer les grades et diplômes de candidature et àe licence en sciences coloniales et administratives.

- Nº 101: Projet du Gouvernement.

— Dépôt de ce projet par M. Godding, m. c., p. 593 (27 février 1947).

ESNSEIGNEMENT SUPERIEUR ET MOYEN.

Projet de loi modifiant les lois organiques de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement moyen.

Doc. - Nº 6: Projet du gouvernement.

 N° 85 : Amendements présentés par le Gouvernement. N° 151 : Rapport de M. Bertrang. N° 195 : Amendement du Gouvernement au texte de la commission à l'article premier du projet.

Dépôt de ce projet par M. Vos, m.i.p., p. 26 (14 novembre 1946).

vembre 1946).

Dépôt du rapport de M. Bertrang, p. 842 (14 mai 1947).

La discussion générale est ajournée, p. 920.

Discussion générale. Discours de MM. Bertrang, rapp. (sur le certificat de fin d'études moyennes), Huysmans, m.i.p. (qui se déclare d'accord avec M. Bertrang), Baur (sur l'équivalence des diplômes), Missiaen (sur l'enseignement froebelien), Huysmans, m.i.p. (qui répond à M. Missiaen), p. 1100. — L'amendement du gouvernement et les articles 1 à 4 sont adoptés, p. 1129.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 1129 (19 juin 1947). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi modifiant les lois organiques de l'enseignement supérieur et moyen. (Projet amendé par la Chambre des Représentants).

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400
 (22 juillet 1947). — Renvoi à la commission de l'instruction publique.

Epuration civique.

Projet de loi relatif à l'épuration civique.

N° 215: Exposé des motifs et projet de loi.
 N° 291: Rapport de M. Ancot.
 N° 304: Rapport complémentaire de M. Ancot.

Dépôt de ce projet par M. Struye, m.j., p. 1190 (26 juin 1947).

Discussion générale. Discours de M. Struye, m.j. (qui marque son accord sur les textes présentés par la commission) p. 1586. La discussion générale est close. Les articles ont adoptés sans observation, p. 1587.

Vote. Discours de M. Fonteyne (qui regrette que le projet ait été porté à l'ordre du jour), Rolin (qui propose le renvoi en commission), Baur (qui s'oppose à l'ajourne-nement), Vermeylen, m.i., (qui explique sa position), p. 1598. Le vote est ajourné. — Reprise de la discussion. Discours de MM. Ancot, rap., (qui donne lecture du rapport complémentaire), Fonteyne (qui déclare que son groupe votera contre le projet), et Rolin (qui remercie la commission, le rapporteur et le ministre de leur compréhension), p. 1625.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1628.

L'ensemble du projet est adopté par 90 voix contre 16 et 1 abstention, p. 1655 (7 août 1947). — S'est abstenu: M. Baur. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

CERTIFICAT DE CIVISME.

Proposition de loi tendant à la suppression du « certificat de civisme ».

- Nº 81: Rapport de Mme Ciselet.

nn. — Discussion générale. Discours de Mme Ciselet (qui résume son rapport), MM. Orban (qui rend hommage aux membres de la commission), Buisseret, m.i. (qui déclare accepter l'ordre du jour proposé), et Rolin (qui déclare qu'aucun doute ne doit subsister quant à la portée de l'ordre du jour déposé), p. 559.

La discussion générale est close. L'ordre du jour est adopté à l'unanimité. p. 564.

à l'unanimité, p. 564.

RECOURS CONTRE LES DECISIONS NON-JUDICIAIRES.

Proposition de loi organisant un recours contre certaines décisions prises sur pied des arrêtés-loi des 8 mai 1944, 21 décembre 1944 et 19 septembre 1945.

Doc. — N° 13: Rapport de M. Ancot.

N° 49: Amendements présentés par le Gouvernement au texte de la commission de la Justice du Sénat.

N° 105: Rapport complémentaire de M. Ancot.

nn. — Dépôt du rapport par M. Ancot, p. 257. Dépôt du rapport complémentaire par M. Ancot, p. 593 (27 février 1947).

Estropiés et mutilés. — V. Assurances sociales.

Etablissements de vente en détail. - V. Commerce et Industrie. Etablissement du revenu des propriétés immobilières. — V. Im-

Evasions d'inciviques. - V. Interpellations. Buisseret.

Exécutions capitales. - V. Droit pénal, Peines.

Expropriation. - V. Procédure civile.

Femmes et enfants. — V. Travail.

Finances.

AVOIRS BLOQUES OU TEMPORAIREMENT INDISPONI-

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre.
oc. — N° 17: Proposition de M. de Dorlodot.
N° 251: Rapport de M. Dè Clercq.

nn. — Prise en considération, p. 184 (5 décembre 1946). —
Renvoi à la commission des finances.
Dépôt du rapport de M. De Clercq, p. 1315 (10 juillet 1947).
Proposition de loi allégeant pour certaines catégories de citoyens le régime des mesures de blocage des fonds prescrit par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Doc. — N° 110: Proposition de M. Bouweraerts. Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Bouweraerts, p. 608

(4 mars 1947).

Prise en considération, p. 758 (22 avril 1947). — Renvoi à la commission des finances.

Dépôt du rapport de M. De Clercq, p. 1172.

Proposition de loi autorisant la cession des titres et droits

sur titres bloqués.

Doc. - Nº 222: Rapport de M. De Clercq.

no. — Nº 222: Rapport de M. De Clercq.
 nn. — Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946). — Renvoi à la commission, des finances.
 Dépôt du rapport de M. De Clercq, p. 1172. Discussion générale. Discours de MM. de Dorlodot (qui défend sa proposition), Eyskens, m.f. (qui parle des conséquences funestes de la proposition), p. 1311.
 L'article premier de cette proposition n'est pas adopté. L'ensemble de la proposition est donc rejeté, p. 1388 (17 juillet 1947).

Proposition de loi tendant à obliger l'Etat à déduire de toute somme au'il réclame à un débiteur le montant de ses avoirs bloqués.

Doc. — Nº 223: Rapport de M. De Clercq.

Ann. — Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946). — Renvoi à la commission des finances. Dépôt du rapport de M. De Clercq, p. 1172.

Finances, AVOIRS BLOQUES (suite)

Discussion générale. Discours de M. de Dorlodot (qui demande que le Sénat ne suive pas la commission), Eyskens, m.f. (qui répond à M. de Dorlodot), p. 1313. L'article ler de cette proposition n'est pas adopté. L'ensemble de la proposition est donc rejeté, p. 1388 (17

juillet 1947).

Proposition de loi relative à la libération du solde des avoirs temporairement bloqués.

Doc. — N° 225 : Rapport de M. De Clercq.

- Dépôt du rapport de M. De Clercq, p. 1172 (25 juin

Discussion générale. Discours de MM. de Dorlodot (qui déclare être prêt à retirer sa proposition), De Clercq, rapp. (qui fait une mise au point), Eyskens, m.f. (qui répond à M. de Dorlodot), p. 1313.

COMPTABILITE DE L'ETAT.

Projet de loi portant modification de l'article 113 de la soi provinciale.

N° 41 : Exposé des motifs et projet du Gouvernement.
 N° 61 : Rapport de M. Crommen.
 N° 87 : Rapport complémentaire.

Nº 87: Rapport complementaire.
Inn. — Dépôt de ce projet par M. Buisseret, m.i., p. 365 (24 décembre 1946).
Dépôt du rapport de M. Crommen, p. 478. Discussion générale. Discours de MM. Taillard (qui précise la portée d'une amendement du groupe communiste) et Buisseret m.i. (qui répond à M. Taillard), p. 542. La discussion générale est close.
L'article unique est adopté, p. 543. L'ensemble du projet est adopté par 160 voix et 1 abstention, p. 562 (25 février 1947). — S'est abstenu M. Taillard. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi portant dérogation temporaire à la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat. Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1938.

Ann. — Discussion générale. Discours de M. Doutrepont (qui développe certains points de son rapport), p. 165. —
Les articles sont adoptés sans discussion, p. 166. L'ensemble des projets est adopté par 158 voix et 1 abstention, p. 188 (5 décembre 1946). — Les projets sont soumis à la sanction du Prince Régent.

Clôture des opérations. — Projet de loi reportant au 31 juillet 1947 la clôture des opérations relatives à l'exercice 1946.

Doc. — Nº 123: Rapport de M. Doutrepont.

— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 698 (27 mars 1947). — Renvoi à la commission des Finan-

Dépôt du rapport par M. Doutrepont, p. 698 (27 mars 1947).

Pas de discussion générale. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 751.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des membres présents, p. 751 (28 mars 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi renortant au 31 décembre 1947 la clôture des opérations de liquidation des ordonnances des dépenses relatives à l'exercice 1946.

- Nº 261 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 280: Rapport de M. Doutrepont.
 nn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400
 (22 juillet 1947).

Dépôt du rapport de M. Doutrepont. p. 1404 (22 juillet 1947).

Pas de discussion générale, p. 1470. — Les articles sont adoptés sans observation.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1494 (24 juillet 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

CONVENTION ENTRE L'ETAT ET DES COMMUNES.

Projet de loi approuvant les conventions conclues le 30 janvier 1939 entre l'Etat belge et la ville d'Anvers.

Doc. - Nº 167: Rapport de M. Ronse.

— Pas de discussion générale. — L'article unique est adopté sans discussion, p. 1011.

L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 1 abstention, p. 1070 (12 juin 1947). — S'est abstenu M. de Dòrlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

MONNAIE.

Proposition de loi tendant à accorder un nouveau délai pour l'échange des pièces d'argent de 20 et de 50 francs démonétisées depuis le 31 décembre 1946.

Doc. - Nº 188: Proposition de M. de Dorlodot.

nn. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 1049.
 Prise en considération, p. 1088 (17 juin 1947). — Renvoi à la commission des finances,

Finances (suite)

REGULARISATIONS

Projet de loi autorisant des régularisations, réduisant cer-tains crédits ouverts pour l'exercice 1945 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rappor-tant aux exercices 1944 et antérieurs et à l'exercice 1945.

Nº 30 : Projet transmis par la Chambre des Repré-Nº 38: Rapport de M. Vermeylen.

Ann. — Transmis par la Chambre, p. 248 (17 décembre 1946)
 — Renvoi à la commission des finances.

Discussion générale. Discours de MM. Vermeylen (sur la question du franc symbolique et de crédits demandés par le ministère de la défense nationale), Doutrepont (sur certains errements de l'administration), Schot (qui donne les raisons pour lesquelles le groupe P.S.C. ne votera pas le projet) et Merlot, m.b., (qui répond à M. Doutrepont), p. 352. — La discussion générale est close p. 360

close, p. 360.

Les articles du projet sont adoptés, p. 360. L'ensemble du projet est adopté par 83 voix contre 82, p. 363 (24 décembre 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Finances. - V. aussi Interpellations, Motz.

Fonctionnaires. - V. Interpellations, de la Vallée Poussin.

Fonctions publiques. — V. Administrations publiques.

Fonctions publiques. — V. aussi Occupation allemande de la Belgique.

Fonctionnaires. - V. Pensions

Fonds National de la Littérature. — V. Arts, Sciences et Lettres.

Forces britanniques en Belgique. - V. Affaires Etrangères.

Formule de sanction et de promulgation des lois. — V. Droit constitutionnel. Pouvoir exécutif.

Frais de procédure. — V. Procédure civile, Accidents du travail.

Gares de chemins de fer. - V. Interpellations, Harmegnies.

Gens de mer. - V. Loi électorale.

Glorification du travail. - V. Travail.

Grades militaires. - V. Armée.

Greffiers. — V. Traitements, Rétribution des membres de l'ordre judiciaire.

Guerre.

CHEVRONS DE FRONT.

Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 1932 relative à l'octroi des chevrons de front.

Doc. - Nº 305: Proposition de M. Donvil.

CRIMES DE GUERRE.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 5 août 1943 conférant compétence exceptionnelle aux juridictions belges con-cernant certains crimes ou délits commis en temps de guerre hors du territoire national.

Doc. — Nº 114: Rapport de M. Rolin.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 506.
 (6 février 1947). — Renvoi à la commission de la justice.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 762. L'ensemble du projet de loi est adopté par 132 voix et 1 abstention, p. 765 (22 avril 1947). — S'est abstenu : M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

EVACUES.

Proposition de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux evacués.

Doc. - Nº 284: Rapport de M. Van Steenberge.

DOC. — Nº 284: Rapport de M. Van Steenberge.
Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Neels (sur le cas de certains évacués), Sobry (qui expose la portée de la proposition), Nothomb (sur les dates indiqués dans le projet), De Man (qui déclare que la question de M. Nothomb est d'interprétation, non d'extension), Doutrepont (sur les répercussions financières de la proposition), Neels et Eyskens, m.f. (qui demandent le renvoi de la proposition en commission), p. 1582. — La proposition du renvoi en commission est adoptée, p. 1583.

Guerre (suite)

MEMORIAL NATIONAL DU FORT DE BREENDONCK.

Projet de loi créant le Mémorial National au Fort de Breen-

Doc. — Nº 94 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. Nº 168: Rapport de M. Tobback.

— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 538 (20 février 1947). — Renvoi à la commission de la défense nationale.

Discussion générale. Discours de M. de Fraiteur, m.d.n. (qui annonce que le gouvernement se rallie aux amendements de la commission), p. 1031.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1033.

L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 1 abstention, p. 1070 (12 juin 1947). — S'est abstenu M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

PRISONNIERS DE GUERRE.

Projet de loi réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945

N° 205 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 242 : Rapport de M. Mazereel.

Transmis par la Chambre des Représentans, p. 1200 (1er juillet 1947). — Renvoi à la commission de la défense nationale.

Dépôt du rapport de M. Mazereel, p. 1298 (10 juillet 1947).
Discussion générale. Discours de MM. Levecq (qui se réjouit de voir le projet déposé), Moreau de Melen (qui souscrit aux paroles de M. Levecq), Mazereel, rapp. (qui demande la création de la médaille du prisonnier), de Fraiteur, m.d.n. (qui répond à M. Mazereel), p. 1319. —
La discussion générale est close. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervention de M. Fonteyne, p. 1320.—
L'article 1 est adopté. Les autres articles sont adoptés sans discussion, p. 1323.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 139 membres présents, p. 1389 (17 juillet 1947). — Le projet de loi est soumis à la sanction du Prince-Régent.

PRISONNIERS POLITIQUES.

Projet de loi organisant le Statut des Prisonniers Politiques et leurs ayants-droits.

— N° 36 : Rapport de M. Derbaix. N° 51 : Texte adopté par le Sénat au premier vote (articles amendés).

N° 59 : Rapport complémentaire. N° 72 : Second rapport complémentaire.

- Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 284 (19 décem-

17. Depôt du rapport par M. Derbaix, p. 284 (19 décembre 1946).
Discussion générale. Discours de MM. Derbaix, rapp. (qui résume brièvement les idées maitresses du projet), Piérard (qui déclare ne pouvoir se rallier aux amendements déposés), Glineur (qui demande que le projet soit voté sans retard), Lohest (qui s'intéresse au cas des veuves et orphelins), Harmegnies (qui préconise l'adoption du projet), Melle Baers (qui appuie les amendements présentés), Mme Spaak (qui demande le vote immédiat du projet), Renard (qui se rallie au point de vue de Mme Spaak), Moulin (qui désire quelques explications), Terfve, m. r. (qui 'sétend sur le projet présenté et répond aux orateurs), p. 368 à 379. La discussion générale est close.
Discussion des articles. Art. 1 Discours de M. Meurice (qui relève une parole prononcée par M. le ministre de la Reconstruction au sujet d'un amendement déposé par le P.S.C. à l'article 1er). — L'article 1 est réservé. — Les articles 2 à 36 sont adoptés, p. 385. — Les différents amendements aux articles sont adoptés, p. 394 (15 janvier 1947). — Le projet est renvoyé en commission, p. 395.
Dépôt du rapport complémentaire par M. Derbaix, p. 457.

p. 395.
Dépôt du rapport complémentaire par M. Derbaix, p. 457.
Reprise de la discussion des articles amendés. Discours de
MM. Ronse (qui demande l'ajournement de la question),
Harmegnies (qui regrette le temps perdu), Vermeylen
(qui déclare que le Sénat doit prêter attention à l'opinion des groupements de prisonniers politiques). Lohest (qui déclare que le Sénat doit prêter attention à l'opinion des groupements de prisonniers politiques), Lohest (qui demande un nouveau délai), Glineur (qui approuve l'ajournement), Terfve, m. r., (qui demande que cet ajournement), Terfve, m. r., (qui demande que cet ajournement soit le dernier), Fonteyne (sur sa proposition concernant les loyers), Dierckx (qui appuie la demande d'ajournement), p. 499. — Observations de MM. Terfve, m. r., Mertens et Dierckx, p. 502. Reprise de la discussion. Discours de MM. Derbaix (qui donne lecture de son second rapport complémentaire), de Dorlodot (qui demande si ce statut s'applique également aux étrangers) et Ronse (qui répond à M. de Dorlodot), p. 507. — La discussion générale est close. Les articles amendés par la commission sont adoptés, p. 514. Vote. Mme della Faille d'Huysse et Melle Baers justifient leur vote, p. 516. — L'ensemble du projet est adopté par 151 voix et 5 abstentions, p. 516 (6 février 1947). — Se sont abstenus : Melle Baers, MM. Baert, Baur, Coekelbergh et Desmedt R., — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Guerre, PRISONNIERS POLITIQUES (suite)

Etrangers. — Projet de loi organisant le Statut des étrangers Prisonniers Politiques.

Doc. — N° 35 : Rapport de M. Derbaix.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 284 (19 décembre

1946).

Discussion générale. Discours de M. Derbaix, rap. (qui donne lecture des conclusions de son rapport). La discussion générale est close, p. 389. — Les articles sont adoptés sans discussion, p. 390. — L'ensemble du projet est adopté par 163 voix et 1 abstention, p. 395 (15 janvier 1947). S'est abstenu: M. Harmegnies. — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

SINISTRES.

Proposition de loi tendant à exempter temporairement les sinistrés de guerre non indemnisés du paiement de certains impôts.

tains impôts.

Nos. — N° 69: Proposition de M. de Dorlodot.

N° 226: Rapport de M. De Clercq.

Inn. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 499

(30 janvier 1947).

Prise en considération, p. 539 (20 février 1947).

Dépôt du rapport de M. De Clercq, p. 1172. — L'article

ler de cette proposition n'est pas adopté. L'ensemble

de la proposition est donc rejeté, p. 1328 (17 juillet

1947). 1947)

SOLDAT INCONNU.

Proposition de loi tendant à l'inhumation solennelle, aux côtés du Soldat Inconnu de 1914-1918, au pied de la Colonne du Congrès, du corps non identifié d'un soldat et d'un « Résistant » de 1940-1945.

nn. — Prise en considération, p. 368 (14 janvier 1947).

Guerre. — V. aussi Administrations Publiques, Invalides, etc.

Guerre. — V. aussi Droit Civil, Enfants illégitimes.

Guerre. - V. aussi Dommåges de guerre.

Huiles minérales. — V. Impôts, Douanes et accises.

Importation de viande. — V. Interpellations,, d'Aspremont-Lynden-Desmedt.

Impôts.

BENEFICES EXCEPTIONNELS.

Proposition de loi tendant à modifier la loi sur les impôts extraordinaires frappant les revenus, bénéfices et profits exceptionnels de guerre et affectant d'un coefficient 4 les avoirs libellés en francs au 1er janvier 1940 dans le calcul des éléments considérés pour l'établissement de

l'impôt.

Doc. — № 248: Proposition de M. de Dorlodot.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 1295

(10 juillet 1947).

Proposition de loi tendant à modifier la loi sur les impôts extraordinaires frappant les revenus, bénéfices et profits exceptionnels de guerre et visant à compter au prix de « remplacement » la valeur d'une tête de bétail au lieu du prix de « réquisition ».

Doc. - Nº 249: Proposition de M. de Dorlodot.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 1295 (10 juillet 1947).

DOUANES ET ACCISES.

Projet de loi concernant les accises et les douanes.

Doc. — Nº 115 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

Nº 150: Rapport de M. Mullie.
Transmis par la Chambre des Représentants, p. 668
(11 mars 1947). — Renvoi à la commission des finances. Ann.

(11 mars 1947).— Renvoi à la commission des finances.

Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans discussion, p. 919.
Le projet est adopté à l'unanimité des 115 membres présents, p. 1597 (31 juillet 1947).— Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi relatif au tarif des douanes.

Doc.— N° 137: Rapport de M. Mullie.

Ann.— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 668
(11 mars 1947).— Renvoi à la commission des finances.
Dépôt du rapport de M. Mullie, p. 836 (14 mai 1947).

Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 907.

L'ensemble du projet est adopté par 123 voix et une abstention, p. 931. (29 mai 1947). S'est abstenu M. de Dorlodot.
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi relatif au tarif des douanes.

Doc.— N° 278: Rapport de M. Mullie.

Ann.— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1318
(15 juillet 1947).— Renvoi à la commission des finances.

Impôts, DOUANES ET ACCISES (suite)

Dépôt du rapport de M. Mullie, p. 1403 (22 juillet 1947).
Discussion générale. Discours de M. Mullie, rapp. (qui déclare que le projet n'est que l'aboutissement de discussions ayant déjà eu lieu avant guerre), p. 1573.

La discussion générale est close. Les articles sont approuvés sans observation. p. 1573.

Le projet est adopté à l'unanimité des 115 membres présents, p. 1597 (31 juillet 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi concernant les accises. cc. — N° 231 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 279 : Rapport de M. Mullie.

Trasmis par la Chambre des Représentants, p. 1248
 (8 juillet 1947). — Renvoi à la commission des Finan-

ces.

Dépôt du rapport de M. Mullie, p. 1403 (22 juillet 1947).

Discussion générale. Discours de M. Mullie, rap., (qui signale que le projet s'apparente à la convention douanière hollando-belgo-luxembourgeoise), p. 1671. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1679.

L'ensemble du projet est adopté par 107 voix contre 7 et 15 abstentions, p. 1687 (12 août 1947). — Se sont abstenus: MM. Levecq, Libois, Marion, Minnaert, Sironval, Stamps, Struvay, Taillard, Boulanger, Mme Degeer-Adère, MM. Depotte, Duchaine, Fonteyne, Glineur et Goossens. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent. Prince-Régent.

Huiles minérales. — Projet de loi concernant le régime fis-cal des huiles minérales.

Doc. - N° 256: Projet transmis par la Chambre des Re-

— N° 200: Projet transmis par la Chambre des 201-présentants. N° 277: Rapport de M. Mullie. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1318 (1b juillet 1947). — Renvoi à la commission des finan-

ces.
Dépôt du rapport de M. Mullie, p. 1403 (22 juillet 1947).
Discussion générale. Discours de M. Mullie, rapp. (qui
propose l'adoption du projet), p. 1574.
La discussion générale est close. Les articles sont adoptés
sans observations, p. 1575.
Le projet est adopté à l'unanimité des 115 membres présents,
p. 1597 (31 juillet 1947). — Le projet est soumis à la
sanction du Prince-Régent.

DROITS D'ENREGISTREMENT.

Projet de loi portant modification aux lois sur les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe, de succession, de timbre et les taxes assimilées au timbre et majorant les amendes pénales.

Doc. - Nº 68: Projet transmis par la Chambre des Repré-N° 138 : Rapport de M. Logen. N° 244 : Rapport de M. Rolin.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 498
 (30 janvier 1947). — Renvoi à la commission des finan-

ces.

Pas de discussion générale. — Discussion des articles. Art.

1. Discours de MM. Fonteyne (qui déclare ne pouvoir marquer son accord sur l'ensemble du projet tel qu'il a été transmis par la Chambre!, Eyskens, m. f. (qui déclare que les taux sont normalement péréquatés), et Rolin (qui regrette qu'on ait pas songé à examiner l'incidence de cette loi, sur le coût des procédures judiciaires), p. 905.

La proposition de M. Fonteyne demandant le renvoi en commission est adoptée par assis et levé, p. 906.

Dépôt du rapport de M. Rolin, p. 1295 (10 juillet 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Doutrepont (qui demande le renvoi en commission si M. Fonteyne maintient son amendement), Eyskens, m. f. (qui insiste pour qu'on examine le projet sans plus tarder), p. 1472.

Discussion des articles. Art. 1 L'amendement de M. Fonteyne est rejeté. — Art. 5. Intervention de M. Eyskens, m. f. L'article 5 est adopté. — Les autres articles sont adoptés sans discussion.

L'ensemble du projet est adopté par 112 voix contre 8 (24 intillet 1942).

L'ensemble du projet est adopté par 112 voix contre 8 (24 juillet 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi relatif aux droits d'enregistrement, de greffe, de succession et de timbre et aux taxes assimilées au timbre.

- Nº 118: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 173 : Rapport de M. Van Oudenhove.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 668
 (11 mars 1947).
 Renvoi à la commission des Finan-

ces.
Discussion générale. Discours de M. Van Gerven, rapp. (qui donne quelques éclaircissements au sujet du rejet en commission de l'article 12), p. 1013.

Discussion des articles. Art. 12. Discours de M. Eyskens, m.f. (qui insiste sur le maintien de l'article 12 tel qui fut présenté dans le projet), Van Oudenhove (qui explique la raison du rejet de l'article 12 en commission),

Impôts, DROITS D'ENREGISTREMENT (suite)

Eyskens, m.f. (qui répond au rapporteur), p. 1013. — L'art. 12 est réservé. — Les autres articles sont adoptés sans observations, p. 1024. L'ensemble du projet est adopté par 102 voix contre 23, p. 1495 (24 juillet 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi modifiant l'article 72 du Code des droits d'en-registrement, d'hypothèque et de greffe, concernant les échanges d'immeubles ruraux non bâtis.

- Nº 260 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

sentants. N° 303 : Rapport de M. Delmotte. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400 (22 juillet 1947).

(22 juillet 1947).
Dépôt du rapport de M. Delmotte, p. 1614 (5 août 1947).
Discussion générale. Discours de M. Orban de Xivry (qui demande qu'il soit tenu compte des nécessités agricoles dans l'application de la loi), p. 1680. — La discussion

générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1680.

L'ensemble du projet est adopté par 121 voix contre 10, p. 1687 (12 août 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi relatif à la codification des lois sur le droit de timbre.

Doc. - Nº 143: Rapport de M. Van Oudenhove.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants et renvoi à la commision des finances, p. 416 (16 janvier

Discussion générale. Discours de M. Schot (qui critique le projet et déclare ne pas voter celui-ci), p. 906. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 907.

L'ensemble du projet est adopté par 104 voix et 1 abstention, p. 930 (29 mai 1947). S'est abstenu M. Guinotte.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Taxes assimilées au timbre. — Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre.

Doc. — Nº 27: Projet transmis par la Chambre des Repré-

Nº 283 : Rapport de M. Van Oudenhove.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 1318 (15 juillet 1947). — Renvoi à la commission des finances.

Pas de discussion générale. Les différents articles sont adoptés, p. 1579. Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 115 membres présents, p. 1597 (31 juillet 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

ETABLISSEMENT DU REVENU DES PROPRIETES **IMMOBILIERES**

Proposition de loi relative à l'établissement du revenu des propriétés immobilières bâties et non bâties.

Doc. — Nº 252 : Rapport de M. De Clercq.

 Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946).
 Renvoi à la commission des finances. Dépôt du rapport de M. De Clercq, p. 1315 (10 juillet 1947).

IMPOT COMPLEMENTAIRE PERSONNEL

Exemption. — Projet de loi mettant fin à partir de l'échéance du 1er avril 1946 à l'exemption de l'impôt complémentaire personnel attachée aux intérêts de la Dette coloniale 4 % 1936.

Doc. - Nº 192 : Rapport de M. Vos.

Ann. — Dépôt du rapport de M. Vos, p. 1110 (18 juin 1947).

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1173.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1189 (26 juin 1947).

— Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

IMPOTS DIRECTS

Projet de loi apportant des modifications : a) aux lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise : b) aux lois et arrêtés relatifs aux taxes spéciales assimilées aux impôts directs.

- N° 232 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 265 : Rapport de M. Vos.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1265
 (8 juillet 1947). — Renvoi à la commission des finances.

(8 juillet 1947). — Renvoi à la commission des finances.

Dépôt du rapport de M. Vos, p. 1373 (17 juillet 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Harmegnies (qui parle du problème des finances communales et provinciales), Allewaert (qui réclame le dégrèvement des taxes). De Smet (qui fait apparaître certaines conséquences fiscales critiquables), Taillard (sur la fraude fiscale), Schot (qui parle de la politique familiale), Logen (qui demande quelques précisions), Doutrepont (qui répond à M. De Smet), p. 1555. — Eyskens, m. f. (qui répond aux différents orateurs), p. 1559.

La discussion générale est close.

Impôts IMPOT COMPLEMENTAIRE PERSONNEL (suite)

Discussion des articles. Art. 21. Intervention de M. Eyskens, m.f. — L'article 21 est adopté. — Les autres articles sont adoptés sans observation, p. 1562.

L'ensemble du projet est adopté par 98 voix contre 3 et 21 abstentions, p. 1601 (31 juillet 1947). — Se sont abstenus MM. Nothomb, Ronse, Servais, Taillard, Van In, Van Kerckhoven, Van Loenhout, Zurstrassen, Allewaert, Melle Baers, MM. Baert, Baur, De Boodt, de Dorlodot, de Kerckhove d'Exaerde, De Smet (Pierre), Estienne, Huart Leysen et Moreau de Melen. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

PRESCRIPTIONS ET DECHEANCES

Projet de loi abolissant des prescriptions et déchéances et prorogeant certains délais en matière fiscale.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 1318
 (15 juillet 1947). — Renvoi à la commission des finances.

Pas de discussion générale.
Les différents articles sont adoptés, p. 1582.
Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 115 membres présents, p. 1597 (31 juillet 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi portant majoration de la redevance sur les postes récepteurs radio-électriques.

Doc. — N° 39 : Amendement présenté par le Gouvernement. N° 96 : Rapport de M. De Block.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Block, p. 545.

Linn. — Dépôt du rapport par M. De Block, p. 545.
Discussion générale. Discours de MM. De Block, rapp., (qui demande le vote immédiat du projet), Stamps (qui désapprouve le projet), De Block (qui répond à M. Stamps) et Van Acker, m.c. (qui demande de voter le projet), p. 771.
La discussion générale est close.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 772.
L'ensemble du projet est adopté par 87 voix contre 18 et 1 abstention, p. 774. (24 avril 1947). — S'est abstenu: M. Hanquet.
Le projet est transmis à la Chambre de Représentants.

REVENUS.

ai — Projet de loi prorogeant les délais prévus à l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les re-venus, en tant qu'ils se rapportent aux revenus des années 1940 et 1944.

Doc. — N° 268 : Rapport de M. De Bruyne (V).

 Transmis par la Chambre des représentants, p. 1318
 (15 juillet 1947). — Renvor à la commission des finances.

Dépôt du rapport de M. V. De Bruyne, p. 1385 (17 juillet

Pas de discussion générale, p. 1486. Les articles sont adoptés sans discussion. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1494 (24 juillet 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

TAXE PROFESSIONNELLE

Projet de loi apportant des modifications au montant de la taxe professionnelle, de la contribution nationale de crise et de l'impôt complémentaire personnel.

- Nº 22. Projet transmis par la Chambre des Représentants.
Nº 129: Rapport de M. De Smet (P.)

— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 245 (11 décembre 1946.) — Renvol à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 773 (24 avril 1947).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles. Art. 7. Discours de M. Eyskens, m.f. (qui demande de voter le projet tel qu'il a été présenté), Harmegnies (qui demande l'adoption de son amendement)

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 102 mem-bres présents, p. 813 (30 avril 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Impôts. - V. aussi Guerre, sinistrés.

Incivisme. - V. Interpellations, Buisseret.

Industrie de la chaussure. — V. Interpellations, Baert.

V. aussi Interpellations, Bouilly.

V. aussi Interpellations, Boulanger.

. V. aussi Interpellations, Spreutel.

Industries. — V. Commerce et Industrie.

Instituts agronomiques. — V. Enseignement, Enseignement supé-

Institut National de l'Industrie Charbonnière. — V. Commerce et Industrie, Charbonnages.

Internés. - V. Guerre, chevrons de front.

Internement. - V. Droit Pénal.

Interpellations.

BAERT

mn. — Adressée à M. le ministre des affaires économiques. Demande d'interpellation, p. 552.
Demande l'urgence pour son interpellation, p. 607.
Développe son interpellation « au snjet de certaines mesures déraissonnables imposées par les arrêtés-lois du 16 février 1947 et relatives à la baisse du prix des marchandises, à la fixation des prix maxima des prestations, et plus spécialement au sujet de la baisse des prix des produits textiles, p. 642. — M. Allewaert parle de l'industrie de la chaussure, p. 644.

BALTUS et ZURSTRASSEN

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'instruction publique. Demande d'interpellation, p. 564.

Ann. — V. Interpellation, Spreutel.

Adressée à M. le ministre de l'agriculture « sur les récentes nominations à l'office national du lait ». Discours de MM. Bouilly (qui développe son interpellation), De Boodt (qui déclare que les nominations doivent se faire d'après la valeur des candidats), Boulanger (qui s'associe aux paroles de l'interpellateur), Doutrepont (qui demande un dosage politique dans les commissions consultatives) et Orban, m.a., (qui répond aux différents orateurs) p. 950. — L'incident est clos.

Demande l'urgence pour son interpellation au sujet de la situation dans l'industrie de la chaussure au Borinage, p. 607.

de la situation dans l'industrie de la chausais a-Borinage, p. 607.

Adressée à M. le ministre des affaires économiques. —
Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 1025.

M. Bouilly développe son interpellation « sur la situation dans l'industrie de la chaussure », p. 1124. — Discours de MM. Allewaert (qui appuie M. Bouilly) et Duvieusart, m.a.é. (qui répond aux orateurs), p. 1126.

BOULANGER

Ann. — Adressée à M. le ministre des affaires économiques. Demande d'interpellation, p. 536.
Demande l'urgence pour son interpellation, p. 607.
Discours de MM. Liebaert, m.a.é., (qui s'étonne de voir différentes interpellations inscrites à l'ordre du jour), Bouilly, Boulanger et Baert (qui insistent sur l'urgence de leur interpellation), p. 637.
M. Boulanger développe son interpellation « sur les infractions qui ont été tolérées et même organisés par son département aux prix maxima des chaussures, tels qu'ils ont été fixés par l'arrêté ministériel du 4 juillet 1946 », p. 638.

ont ete fixes par l'affete infinistre de la justice. Demande d'linter-pellation, p. 1194. Adressée à M. le ministre de la justice. — Demande d'inter-pellation, p. 1200.

BUISSERET

Inn. — Interpelle le ministre de la justice « au sujet : 1° des conditions dans lesquelles le détenu Herman Borms, définitivement condamné à vingt ans de travaux forcés pour avoir perpétré des crimes contre la sûreté de l'Etat, s'est évadé de la prison; 2° des mesures qui ont du être prises par le gouvernement pour rechercher et faire châtier les complices de l'évasion et pour éviter la réitération de tels faits ». — Discours de MM. De Booût (qui demande le retrait de l'interpellation), Buisseret (qui demande la discussion immédiate de l'interpellation), Sironval (qui déclare que le groupe communiste appuie la demande de M. Buisseret), De Bruyne (qui fait deux observations), de Dorlodot (qui déclare renoncer à prendre la parole), le Président (qui précise la position du bureau), Buisseret (qui développe son interpellation), Struye, m.j. (qui répond à l'interpellateur), Buisseret (qui ne se déclare pas satisfait des explications fournies), Fonteyne (qui appuie les considérations émises par M. Buisseret), Lilar (qui demande des éclaircissements complets), p. 1283.

L'incident est clos, p. 1288.

Adressée à M. le ministre de la santé publique. — Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 1682.

— Adressée à M. le premier ministre. Demande d'interpellation, p. 1605.

Coenen développe son interpellation « sur la politique économique, et en particulier sur la suppression de certains subsides et sa répercussion sur le coût de la vie, p. 1630. — Discours de MM. Motz (qui regrette la division entre pauvres et riches), de Dorlodot (qui proteste contre la division entre économiquement faibles).

agk. p.m. (qui répond aux orateurs), et Coenen (qui ne

Spaak, p.m. (qui répond aux orateurs), et Coenen (qui ne se déclare pas entièrement satisfait des explications du premier ministre), p. 1632. — L'interpellation est close, p. 1637.

D'ASPREMONT LYNDEN (Cte)

nn. — Adressée à M. le ministre de la Reconstruction et à M. le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur. Demande d'interpellation, p. 579.
 Adressée à M. le ministre du ravitaillement et des importations. — Demande d'interpellation, p. 836.

Interpellations (suite)

Adressée à M. le ministre du Ravitaillement. Demande d'interpellation, p. 924.

D'ASPIREMONT LYNDEN-DESMEDT

D'ASP. LEMONT LYNDEN-DESMEDT

Ann. — Interpellent M. le ministre du Ravitaillement et des importations « sur le régime des importations de viandes argentines et sur certaines améliorations à apporter aux méthodes du ravitaillement »; 2° « Concernant la crise qui sévit au marché de la chicorée et qui menace nos anciens débouchés extérieurs en bloquant pratiquement la vente des stocks de cossettes disponibles » M. d'Aspremont Lynden développe son interpellation, p. 986.

Discours de MM. Desmedt (qui développe son interpellation), Petit (qui fait une brève déclaration), Nihoul (qui pose une question au ministre du ravitaillement), Boulanger (qui émet quelques critiques sur la répartition de la viande), Devaux (qui défend la cause des petits cultivateurs), Bouilly (qui appuie les observations des orateurs précédents), de Dorlodot (qui réclame des actes), Moens de Fernig, m.r. et i (qui répond aux différents orateurs), p. 986.

986

p. 986. L'incident est clos.

DE DORLODOT (Bon)

— Afressée à M. le ministre de la Défense nationale. Demande d'interpellation, p. 524.

Adressée à M. le ministre des affaires étrangères. Demande d'interpellation, p. 552. Adressée à M. le ministre des Affaires économiques. Demande d'interpellation, p. 560.

Demande d'interpellation, p. 560.

Développe son interpellation « sur les mesures arbitraires et anti-économiques prises par le gouvernement à l'égard des commerçants », p. 645. — Discours de MM. Steyaert (sur la baisse des prix) et Van Kerchoven (qui parle des petits commerçants), p. 645.

Adressée à M. le ministre des colonies. Demande d'interpellation, p. 1107.

Adressée à M. le premier ministre et à M. le ministre de l'agriculture. Demande d'interpellation, p. 1401.

Adressée à MM. les ministres du ravitaillement, de l'agriculture et de l'intérieur. Demande d'interpellation, p. 1401.

Adressée à M. le premier ministre. Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 1617. — L'urgence n'est pas adoptée, p. 1617.

DE LA VALLEE POUSSIN

Ann. — M. de la Vallée Poussin développe son interpellation sur les nominations faites par divers départements en violation des régles édictées par l'A.R. du 2 octobre 1937 établissant le statut des agents de l'Etat. Discours de MM. Doutrepont (qui demande la revision du Statut des fonctionnaires) et Merlot, m.b., (qui parle de certaines lacunes dans ce statut), p. 146. Reprise de la discussion. Discours de MM. Merlot, m.b. (qui parle des lacunes du Statut des agents de l'Etat), de la Vallée Poussin (sur les traitements, les agents temporaires, et les diplômes exigés), et Doutrepont (sur l'application des règles du statut), p. 159. — L'incident est clos, p. 164.

Adressée à M. le Ministre des Communications. Demande d'interpellation, p. 698.

DE MAN.

 n. — Adressée à M. le ministre des communications. Demande d'interpellation, p. 666.
 dressée à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale. Demande d'interpellation, p. 666. Ann.

DERBAIX.

— Adressée à M. le ministre de l'Instruction Publique. Demande d'interpellation, p. 272. — Développe son interpellation « à l'occasion de la nomination, à laquelle il vient de procéder, d'un professeur aux écoles techniques de Morlanwelz, au mépris des droits incontestables d'un candidat grand invalide de guerre présenté par la commission administrative de cet établissement ». Discours de MM. Vos, m.i.p., (qui répond à l'interpellateur), Piérard (qui déclare partager le point de vue de M. Derbaix) et Derbaix (qui déclare que les explications du ministre ne le satisfont pas), p. 426. — L'incident est clos.

DESMEDT, R.

Adressée à M. le ministre du ravitaillement et des importations. Demande d'interpellation, p. 845.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'agriculture. Demande d'interpellation, p. 936.

FONTEYNE

n. — Adressée à M. le ministre de la justice. Demande d'interpellation, p. 836.
m. Fonteyne développe son interpellation ∢ sur les attaques calomnieuses dirigées par un substitut militaire à l'audience du Conseil de guerre de Bruxelles contre les parlementaires; sur les attaques politiques dirigées

Interpellations (suite)

contre un pays ami de la Belgique; sur l'utilisation de ses fonctions à des fins politiques partisanes.)

Observations de MM. de la Vallée Poussin et le Président, Discours de MM. de la Vallée Poussin et le Président, Discours de MM. Struye, m. j. (qui répond à M. Fonteyne), Fonteyne (qui ne se déclare pas entièrement satisfait des explications du ministre), d'Asprement Lynden (qui critique le régime soviétique), Baur (qui commente une de ses interruptions), et Glineur (qui proteste contre les propos injurieux de certains membres de la droite), p. 1192. — L'incident est clos.

Adressée à M. le ministre de la Défense nationale. Demande d'interpellation, p. 1405.

M. Fonteyne développe son interpellation « sur les attaques politiques dirigées contre le communisme, contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et « contre le maréchal Stallne, par le périodique «L'armée, la Nation», publié par le département de la défense nationale, les sanctions et réparations que ces attaques rendent nécessaires ». Discours de M. de Fraiteur, m.d.n., (qui répond à l'interpellateur), p. 1639. — L'interpellation est close.

M. Fonteyne développe son interpellation « au sujet du licenciement d'agents invalides par la mission économique de Londres », p. 1639. — Discours de M. Moens de Fernig, m. r.i. (qui répond à l'interpellateur), p. 1640. — L'interpellation est close.

HARMEGNIES

Ann. — Adressée à M. le ministre des communications. Demande d'interpellation, p. 757.
M. Harmegnies développe son interpellation sur le retard apporté dans la reconstruction des gares de chemin de fer en Wallonie et tout particulièrement au chef-lieu de la Province du Hainaut s, p. 1154. — Discours de MM. Levecq (qui s'associe aux paroles de M. Harmegnies) et Van Acker, m.c., (qui déclare que les travaux seront bientôt entrepris), p. 1155. — L'incident est clos.

LEURQUIN

Ann. — Adressée au premier ministre. Demande d'interpellation, p. 899.
— Adressée au Gouvernement « Au sujet de la tornade qui a ravagé la commune d'Orp-le-Grand » M. Leurquin développe son interpellation, p. 924. Observations de M. le Président et discours de M. Hans (qui pose quelques questions), p. 924.
L'incident est clos.

L'incident est clos.

Adressée à M. le ministre du ravitaillement. Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 1617. — L'urgen n'est pas adoptée, p. 1617.

M. Leurquin développe son interpellation « pour demander au gouvernement s'il ne juge pas indispensable de faire bénéficier de l'arrêté du 22 juillet dernier, publié au Moniteur, n° 213, à la date du lere août, les petits artisans, commerçants et cultivateurs », p. 1641. — Discours de Melle Baers (sur les petits rentiers) et M. Spaak, p.m. (qui répond aux orateurs), p. 1692. — L'interpellation est close.

LOHEST et BOUWERAERTS

Adressée à M. le Ministre de la Reconstruction. De-mande d'interpellation, p. 366.

LOHEST-HOUBEN-SERVAIS

Adressée à M. le ministre des affaires économiques.
 Demande d'interpellation, p. 677.

MEURICE—DE SMET

- Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 641. Ann. -

Ann.

mn. — Adressée à M. le ministre des finances. Demande d'interpellation, p. 945.

M. Motz développe son interpellation sur « la politique de crédit actuellement suivie en Belgique et sur l'arrêté du 5 février 1946 prescrivant aux banques de détenir pour un certain temps un pourcentage de leurs encaisses des certificats de trésorerie et de Fonds publics », p. 1115. Discours de MM. Bouilly (sur les privilèges des banques), Schot (qui se rallie au point de vue de M. Motz) Eyskens, m.f., (qui répond aux divers orateurs), et Motz (qui ne se déclare pas entièrement satisfait des réponses du ministre), p. 1119. — L'incident est clos.

MOULIN

Ann. — Adressée à M. le ministre des affaires économiques. Demande d'interpellation, p. 552.

NIHOUL

nn. — Adressée à M. le ministre de l'agriculture. Demande d'interpellation, p. 901. Adressée au gouvernement et en particulier, à M. le ministre de l'agriculture e sur les dispositions qu'il compte prendre pour soulager les victimes d'une trombe d'eau s'est abattue, le samedi 10 mai sur la région de Hannut-Landen ». Discours de MM. Nihoul (qui développe son

Interpellations (suite)

interpellation), Glineur (qui émet quelques observations), Estienne (qui appuie les vues de l'interpellateur), Orban, m.a. (qui répond aux orateurs), Leurquin (qui fait part de sa déception devant les paroles prononcées par le ministre), Nihoul (qui fait encore quelques observations), Hans (qui demande de remédier à la situation des inondâtions), Orban, m.a. (qui marque son accord sur les précisions données), p. 927.

L'incident est clos.

ORBAN et MOREAU DE MELEN

Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre, M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre de la Justice. Demande d'interpellation, p. 366.

MM. Orban et Moreau de Melen développent leur interpellation « au sujet de l'authenticité de documents déterminés, publiés récemment par la presse et échangés entre des membres du gouvernement belge à Londres et certains compatriotes se trouvant à ce moment à l'étranger, et au sujet de la corrélation entre ces documents et la répression économique actuellement appliquée ainsi que la concordance de leur contenu avec les déclarations faites par le gouvernement au cours de la séance de la Chambre des représentants le 11 juin 1946 », p. 399. —
Discours de MM. Spaak, m.a.é. (qui répond aux interpellateurs), de Dorlodot (qui parle de la calomnie de la presse) et Rolin (sur les fournitures à l'ennemi), p. 408. — L'incident est clos.

ORBAN

Adressée à M. le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur. Demande d'interpellation, p. 677.

Ann. — Adressée à M. le ministre des affaires économiques.
 Demande d'interpellation, p. 552.
 Développement leur interpellation sur « la situation de l'industrie de la chaussure et les dispositions qui ont été prises récemment qui peuvent avoir pour résultat d'augmenter le chômage qui sévit déjà dans cette industrie », p. 639

STRUYE

Ann. — Adressée à M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur. Demande d'interpellation, p. 5.

M. Struye regrette l'absence de M. le Premier ministre et demande une suspension de séance.

Cette proposition est rejetée, p. 8. — M. Struye développe son interpellation sur « l'abus de pouvoir commis. par le gouvernement en faisant usage des pouvoirs spéciaux; — auxquels sa déclaration ministérielle d'août dernier annonçait déjà l'intention de renoncer — et ce en une matière d'ordre politique étrangère au cadre des pouvoirs exceptionnels et qui faisait d'ailleurs l'objet d'une proposition de loi soumise à la discussion du Parlement », p. 9. — Discours de M. Buisseret, m.i. (qui explique les motifs qui ont poussé le gouvernement à agir par arrêté-loi), p. 13. — Une phrase de M. Buisseret provoque un violent incident. M. Buisseret retire ses paroles, p. 15. — Discours de MM. Rolin (qui parle du retard apporté à l'examen de sa proposition de loi), Huysmans, p.m. (sur le cas Delwaide), Fonteyne (qui expose la thèse communiste sur les pouvoirs spéciaux), Dierckx (qui critique les pouvoirs spéciaux) et Struye (qui déclare que les explications du gouvernement ne le satisfont pas et dépose un ordre du jour de méliance), p. 17.

M. Catteau amende l'ordre du jour de M. Struye. Cet amendement et l'ordre du jour de confiance est adopté par 82 voix contre 76, p. 31 (14 novembre 1946).

VAN BUGGENHOUT

nn. — Adressée à M. le ministre des affaires économiques. —
Demande d'interpellation, p. 1288.

Développe son interpellation « sur la situation actuelle de l'industrie des eaux minérales, dont les producteurs se voient dans l'obligation d'arrêter leur activité par suite des bas prix et des charges trop grandes qui les grèvents. Discours de MM. Van Steenberge (qui parle de la situation désastreuse des brasseries), Duvieusart, m.a.é., (qui répond aux orateurs), n. 1288.

L'incident est clos. p. 1290.

L'incident est clos, p. 1290.

Invalides de guerre, Combattants, Membres de la Résistance, etc.

— V. Administrations publique.

Jeunesse. - V. Enfance.

Jonction Nord-Midi. - V. Transports, Chemins de fer. Juridictions militaires. — V. Armée.

Langues. - V. Organisation judiciaire.

Libération conditionnelle. — V. Droit pénal, Sursis.

Listes. - V. Chambres législatives.

Littérature. — V. Arts, Sciences et Lettres, Fonds National de \cdot a la Littérature.

Loi communale. — V. Communes. Loi électorale.

CONDITIONS D'ELECTORAT

Propositio. de loi modifiant les conditions d'électorat et d'éligibilité à la province et à la commune.

N° 74: Proposition de M. Fonteyne.

N° 212: Rapport de M. Lagae.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 503 (30 janvier 1947).

Prise en considération, p. 539, (20 février 1947).

Dépôt du rapport de M. Lagae, p. 1190 (26 juin 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Fonteyne (qui développe les arguments en faveur de sa proposition), Lagae (qui fait un exposé sur la proposition déposée), Vermeylen, m.i. (qui se raille à la majorité des membres de la commission), p. 1307.

L'ensemble de la proposition de loi est rejeté par 122 voix contre 16, p. 1388 (17 juillet 1947).

ELECTIONS PROVINCIALES

Proposition de loi modifiant et complétant l'article 176, alinéa 3 du Côde électoral, et l'article 20, alinéa B de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

oc. — N° 12: Rapport de M. De Man.

nn. — Dépôt du rapport par M. De Man, p. 119 (27 novembre 1946)

1946).

1946).

Discussion générale. Discours de MM. Catteau (qui parle du quorum électoral), Hanquet (qui critique la proposition), De Man, rap. (qui explique sa position), Harmegnies (qui déclare que la proposition actuelle est en réalité celle de M. De Man), Pholien (qui insiste sur le danger de voter une telle proposition à la hâte), Vermeylen (sur son rapport de Londres) et Buisseret, m.i. (qui répond à MM. Hanquet et De Man), p. 228. La discussion générale est close, p. 241.

Discussion des articles. Le vote sur l'art. 1 est remis. — Art. 2. Discours de MM. Bouweraerts (qui présente un amendement), Dierckx (qui remarque que le P.S.C. approuve cette proposition) et Struye (qui répond à M. Dierckx), p. 241. — Vote. Discours de Mme Ciselet (qui justifie son vote). L'amendement de' M. Bouweraerts est rejeté. L'ensemble de la proposition est adopté par 83 voix contre 82, p. 254 (17 décembre 1946). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

Proposition de loi instituant la vérification préalable de l'éligibilité des candidats aux élections législatives, pro-

vinciales et communales.

nn. — Les articles réservés sont adoptés, p. 32.

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 82 voix contre 73 p. 33 (14 novembre 1946). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi organisant le vote des gens de mer.

Doc. — № 126: Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 765

(22 avril 1947).

Prise en considération, p. 817 (13 mai 1947).

Proposition de loi tendant à mettre à la disposition des citoyens les locaux nécessaires pour la propagande électroule.

citoyens les locaux nécessaires pour la propagande électorale.

Doc. — N° 204 : Rapport de M. Derbaix.

Ann. — Prise en considération, p. 59 (20novembre 1946).

Dépôt du rapport de M. Derbaix, p. 1158 (24 juin 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Derbaix, rapp. (qui développe son rapport), Fonteyne (qui demande l'adoption de la proposition), Vermeylen, m.i. (qui répond à M. Fonteyne), p. 1309.

L'ensemble de la proposition de loi est rejeté par 122 voix contre 16, p. 1388 (17 juillet 1947).

Loi provinciale. — V. Finances, Comptabilité de l'Etat.

Loyers. - V. Droit civil.

Magistrats. — V. Traitements, Rétribution des membres de l'Ordre judiciaire.

Magasins. — V. Commerce et industrie.

Magistrats suppléants. — V. Organisation judiciaire, Indemnités.

Manifestation à la glorification du Travail. — V. Travail, Glorification.

Manifestation des prisonniers de guerre. — V. Chambres légis-latives, Sénat : Incidents.

Marchandise. — V. Commerce et industrie.

Marins. — V. Loi électorale.

Mécaniciens dentistes. — V. Enseignement, Enseignement supé-

Mémorial National du Fort de Breendonk. — V. Guerre.

Métiers et négoces. — V. Commerce et Industrie.

Milice. - V. Armée.

Ministre du culte catholique. - V. Cultes.

Motions d'ordre.

ALLEWAERT

Ann. — Demande de voir se développer d'urgence l'interpella-tion de M. Bouilly, p. 607.

Ann. — Attire l'attention du Sénat sur le fait que le service de traduction ne fonctionnant pas, certains membres flamands ne peuvent suivre les débats, p. 1194.

BOULANGER

Ann. — Se plaint de la désinvolture des services auxquels il a adressé une demande d'interpellation, p. 559.

BOUILLY

Demande à connaître les intentions du ministre de l'agriculture au sujet du projet de loi sur le bail à ferme.
Observation de M. le Président, p. 768. Ann.

Demande que le ministre réexamine la question de l'industrie de la chaussure, p. 843. — Observations de M. Har-megnies. — Réponse de M. Duvieusart, m.a.é. et c.m.

Demande de fixer son interpellation, adressée au ministre de l'agriculture, à la suite des autres interpellations, p. 935.

p. 935.
Réitère sa demande précédente au sujet de la question de l'industrie de la chaussure, et demande des mesures énergiques pour combattre la présence d'un insecte nuisible qui ravage les jeunes plants de betteraves, p. 973.
— Observations de M. Orban, m.a., p. 991.
Demande que son interpellation au sujet de la situation dans l'industrie de la chaussure soit encore développée à la séance de ce jour, p. 1040.

BOUWERAERTS

Ann. — Demande la parole pour une rectification au C.R.A., p. 608.

BUISSERET

Ann. — Demande de mettre à l'ordre du jour de la semaine suivante la discussion du projet de loi réprimant les infractions à la réglementation des prix et à la fixation des traitements et salaires, p. 1559.

D'ASPREMONT LYNDEN

Ann. — Dépose une motion d'ordre saluant avec satisfaction la proposition d'aide à l'Europe du général Marshall, p. 1119. — Observations de MM. Taillard et Bouilly. — Le texte de la motion est adopté.

DE DORLODOT

Ann. — Demande que le Sénat ne siège pas quelques jours pour permettre aux sénateurs candidats aux élections communales de demeurer dans leur circonscription, p. 34.
 — Observations de MM. Mertens, Fonteyne et Van Overbergh, p. 35. — L'incident est clos.

Demande pourquoi la prise en considération de la proposi-tion d'enquête parlementaire de MM. Dierckx et Catteau ne se trouve pas à l'ordre du jour. — Observation de M. le Président, p. 432.

Demande si le ministre des affaires économiques est d'accord pour entendre son interpellation sur l'abaissement des prix par voie d'autorité, à la séance de ce jour, p. 593.

Fait part de son désir de voir joindre différentes interpella-tions à la sienne, p. 607.

Demande la publication des accords Eden-Spaak, p. 649. Au sujet de la règle à suivre en ce qui concerne le tour de

parole, p. 698. Demande au Président les dispositions qu'il compte prendre vis à vis des sénateurs qui doivent se trouver en commission et prendre en même temps la parole en séance, p. 1048. — Observations de MM. le Président,

Van Eyndonck, Van Belle, Rolin, Missiaen, Van Roosbroek,

Regrette que des réunions de commissions soient fixés à l'heure de la séance. — Observations de M. le Président, p. 1106.

déclare d'accord pour que le vote en seconde lecture de la proposition de loi tendant au remboursement de certaines amendes infligées au cours de l'occupation soit ajournée, p. 1612.

Motions d'ordre (suite)

Demande que la discussion du projet sur les dommages de guerre ne soit pas cloturée le même jour, p. 1682. — Interventions de MM. Ronse, le Président et De Block,

DE LA VALLEE POUSSAIN

Ann. — Regrette la lenteur mise par le 1er Ministre à donner suite à son interpellation au sujet du statut des fonc-tionnaires, p. 101. — Observations de M. Merlot, m.b.,

DE MAN

Ann. — Fait une rectification au rapport remis aux membres du Sénat concernant la dernière réunion de la com-mission de l'intérieur, p. 24.

nn. — Demande que la discussion d'une proposition de M. Fonteyne relative aux loyers soit reportée à une date ultérieure. Discours de MM. Fonteyne (qui estime sa proposition de loi d'une extrême urgence), Lilar, m.j. (qui déclare qu'un projet gouvernemental sera déposé), et Glineur (qui déclare que le groupe communiste est d'accord pour l'ajournement à quinzaine), p. 234. L'incident est clos.
Demande que sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire devienne une proposition, p. 388.

p. 388.

Demande une rectification d'un vote, au nom du groupe libéral, p. 788. Observations de M le Président.

DOUTREPONT

— Demande les intentions du gouvernement et en particulier du ministre des Finances pour venir en aide aux victimes de la tornade du 13 mai, p. 948.

nn. — Demande que sa proposition de loi sanctionnant pénalement les infractions aux dispositions légales limitant le taux des loyer soit examinée d'urgence. — Observations de MM. Hanquet et de Dorlodot, p. 113.
Demande la suspension de toute expulsion jusqu'au vote du projet de loi sur les loyers. Observations de M. Struye, p. 758.
Demande au souvernament de projet de loi sur les loyers.

p. 758.

Demande au gouvernement ce qu'il compte faire pour empêcher les conséquences fâcheuses d'une mauvaise interprétation de la loi sur les loyers. Observations de MM. Rolin et Pholien, p. 898.

Demande qu'une réunion de la commission de la justice soit contremandée, p. 1722.

ı. — Regrette l'attitude du P.S.C. et remercie, M. Bernard d'assister à la séance malgré son état de santé, p. 157.

HARMEGNIES

Ann. — Demande qu'il n'y ait pas de votes le jour de la Sainte Barbe ,p. 157. M. Van Buggenhout demande qu'il n'y ait pas de séance. Cette proposition est rejetée, p. 157.
Demande au ministre de l'intérieur, s'il compte tenir les promesses de son précécesseur. Discours de M. Vermeylen, m.i. (qui répond à M. Harmegnies), Buisseret (sur des nominations de bourgmestres) et Schot (qui déclare qu'il interpellera le ministre de l'intérieur si certaines nominations insolites ne sont pas rapportées), p. 765. — L'incident est clos.

nominations insolites ne sont pas rapportées), p. 765. —
L'incident est clos.

Demande la parole pour protester contre la modification de
l'ordre du jour. — Discours de MM. le Président (qui
répond à M. Harmegnies), de Dorlodot (qui appuie M.
Harmegnies), p. 1028.

L'incident est clos.

JESPERS.

Demande quelle politique suivra le gouvernement relativement à la grève du port d'Anvers. Discours de M. Troclet, m.t.p.s., (qui expose l'origine de la grève), p. 311.
 L'incident est clos.

Demande que les propositions de loi sur le bail à ferme soient examinées d'urgence, p. 780.
 Observations de M. le Président, p. 780.
 M. Orban, m.a., répond à M. Leurquin, p. 785.

LIBOIS

— Demande que le dépôt du rapport de M. Mazereel soit mentionné au Compte Rendu Analytique, p. 668. — Observations de MM. le Président, Bouweraerts, Missiaen et Baur, p. 669

LOHEST

Demande si le gouvernement donnera un statut à la presse clandestine. Observation de M. Buisseret, m.i.,
 p. 354.
 Discours de MM. Terfve, m.r., (qui dit que la presse clandestine bénéficie déjà du statut de la

Motions d'ordre (suite)

résistance civile) et Lohest (qui ne se déclare pas satisfait de la réponse du ministre), p. 365. — L'incident est

Demande que le projet de loi relatif au rajustement des traitements de l'Ordre judiciaire soit discuté d'urgence,

Demande à la Haute Assemblée de bien vouloir fixer à la semaine suivante la discussion des projets de loi sur les loyers, sur la rémunération des magistrats de l'Ordre judiciaire et sur le sursis en matière pénale. — Observations de MM. le Président et Jespers, p. 904.

MACHTENS

Ann. — Demande une discussion rapide du projet de loi sur les pensions de réparation, p. 1605. — Interventions de MM. Spaak, p.m., de Fraiteur, m.d.n., De Smet, P., Van Remoortel, Harmegnies, Taillard, Bouilly et Moreau de Melen. — L'incident est clos, p. 1609.

MARION

Ann. — Demande les intentions du gouvernement et en particulier du ministre des finances pour venir en aide aux victimes de la tornade du 13 mai, p. 947.

MERTENS

 Demande une suspension de séance pour que les membres puissent aller saluer le Prince-Régent de retour du Congo, p. 1705.
 Interventions de MM. Ronse, Orban de Xivry et Spaak, p.m., p. 1705.
 L'incident est clos. Ann.

MOREAU DE MELEN

Ann. — Au sujet du transfert de l'hopital militaire de Liège à Tongres. — Observation de M. de Fraiteur m.d.n., p. 352. — L'incident est clos.

MOULIN

Ann. — Regrette le renvoi de deux cents enfants anglais venus en Belgique pour passer leurs vacances, p. 1647. — Discours de MM. Duchaine (qui demande les mesures prises pour enrayer l'épidémie de poliomyélite) et Ver-bist, m.s.p., (qui répond aux orateurs), p. 1647. — L'in-cident est clos.

NIHOUL

Ann. — Demande les intentions du gouvernement et en particulier du ministre des finances pour venir en aide aux victimes de la tornade du 13 mai, p. 947. — Obser-vations de M. Delmotte et de M. Orban, m.a., p. 948.

NOTHOMB

Ann. — Désire qu'une rectification soit faite à la notice des-criptive des peintures de la salle des séances. — Ob-vations de MM. Hanquet et de la Barre d'Erquelinnes,

vations de Maria. La la p. 76.

Espère que le ministre des affaires étrangères de retour d'Amérique examinera les problèmes internationaux avec la commission des affaires étrangères. Observation de M. le Président, p. 352. — L'incident est clos.

ORBAN DE XIVRY

Ann. — Précise une remarque faite sur la coopérative de Waha, p. 498.

ROLIN

nn. — Begrette la publication par la presse d'une question de M. Houben, p. 20. — Discours de MM. Houben (qui affirme ne pas avoir remis sa question à la presse) et Lilar, m.j. (qui répond à M. Houben), p. 202. — L'incident est clos.
Demande que le résumé des travaux des commissions soit publié en annexe au Compte Rendu Analytique, p. 655.

Ann. — Demande la remise de votes, p. 227.

Déclare que la commission de la reconstruction a commencé l'étude du projet sur les dommages de guerre et demande que le Sénat ne se sépare pas avant d'avoir adopté ce projet, p. 1386.

SCHOT

Ann. — Se plaint de s'être vu refusé l'accès à la commission de la justice pour y entendre les délibérations au sujet des documents de Lisbonne, p. 621.

Ann. — Demande que sa proposition de loi portant nouvelle prorogation pour un an de la loi de cadenas relative à l'ouverture et à l'agrandissement de certains magasins soit renvoyée d'urgence à la commission des affaires économiques. — Observations de M. le Président, p. 368.

SOBRY

Ann. — Demande que le vote sur le budget de l'agriculture ne se l'asse pas à la prochaine séance, p. 622.

Motions d'ordre (suite)

SPREUTEL

Ann. — Demande l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine réunion du projet instituant le Conseil national des charbonnages, ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière, p. 1319.

STRUYE

— Précise l'attitude prise par le .P.S.C. après le rejet du budget des dommages de guerre, p. 157. Discours de MM. Rolin (qui se réjouit de voir un incident s'apai-ser) et Buisseret, m.i. (qui déclare que le gouvernement n'a rien commis de contraire à la Constitution), p. 158.

TAILLARD

— Proteste contre l'intrusion de gendarmes dans une séance privée du parti communiste, p. 1149. — Obser-vations de MM. Struye, m.j., Van Buggenhout et le Président, p. 1149.

Ann. — Demande l'ajournement de l'examen du projet relatif au contrat de louage de services manuels des travail-leurs domestiques et à la réglementation de leur travail, p. 1510.

VAN OVERBERGH

Ann. — Demande que six projets financiers ne donnent lien qu'à une seule discussion générale lors de la discussion des budgets des Voies et Moyens pour l'exercice 1945, et 1946, p. 44.

Nationalité. — V. Droit civil, Indigénat.

Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 70: Rapport de M. de la Barre d'Erquelinnes, Van Eyndonck, Tack.
 nn. — Par scrutin secret, le Sénat vote sur la prise en considération de cinq feuilletons de demandes de naturalisation, p. 518. — M. le Président donne le résultat du scrutin, p. 521.
 Discussion générale. Discours de M. de la Barre d'Erquelinnes rap (qui insiste sur le fait que la naturalisation)

nes, rap., (qui insiste sur le fait que la naturalisation est une faveur, non un droit). La discussion générale est close, p. 530. — L'ensemble des projets est adopté par 151 voix contre 6, p. 231 (11 février 1947). — Les projets sont soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projets de loi conférant la naturalisation.

Doc. — N° 290 : Rapport de MM. de la Barre d'Erquelinnes, Van Eyndonck et Tack.
 Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1248 (8 juillet 1947). — Renvoi à la commission des naturalisations.

lisations.

Discussion. Discours de M. de la Barre d'Erquelinnes, rapp., (qui développe son rapport), p. 1549.

Les articles des projets sont adoptés sans observation, p. 1603.

L'ensemble des projets est adopté par 104 voix contre 7 et 2 abstentions, p. 1605 (31 juillet 1947). — Se sont abstenus MM. de Dorlodot et Doutrepont. — Les projets sont soumis à la sanction du Prince-Régent, sauf trois projets amendés qui sont transmis à la Chambre des Représentants.

M. le Président annonce que les demandes de naturalisation ont été prises en considération, sauf trois, p. 1590.

Nominations. — V. Interpellations, Derbaix. V. aussi Interpellations, de la Vallée Poussin.

Occupation allemande de la Belgique.

AMENDES

Proposition de loi tendant au remboursement de certaines amendes infligées au cours de l'occupation allemande.

Doc. — N° 246 : Rapport de M. Guinotte. Ann. — Dépôt du rapport de M. Guinotte, p. 1301 (10 juillet 1947).

Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés sans observations, p. 1554.

Proposition de loi tendant à ne plus voir compter les amen-des et accessoires, infligés sous l'occupation, par la Cor-poration Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation et les juridictions administratives comme bénéfices pour l'établissement de l'impôt extraordinaire.

Doc. - Nº 250: Proposition de M. de Dorlodot,

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 1295 (10 juillet 1947).

Occupation allemande de la Belgique (suite)

FONCTIONS PUBLIQUES.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques.

Doc. - Nº 270: Rapport de M. Crommen.

TRAVAIL

Proposition tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les directives données par le Gouvernement belge et les contacts établis par celui-ci en matière de politique du travail pendant l'occupation.

Doc. - Nº 42 : Développements et proposition de M. Dierckx.

— MM. Dierckx et Catteau déposent une proposition de loi tendant à une enquête parlementaire sur les direc-tives données par le gouvernement belge sur la politique du travail pendant l'occupation, p. 366.

tives données par le gouvernement beige sur la politique du travail pendant l'occupation, p. 366.

Prise en considération, p. 388. (15 janvier 1947). — Par motion d'ordre M. Dierckx demande que sa proposition de loi devienne une proposition, p. 388.

Prise en considération. Discours de MM. Dierckx (qui précise la portée de sa proposition), Lilar, m.j., (qui estime qu'une enquête parlementaire n'est pas souhaitable), Struye (qui suggère que la commission de la justice soit désignée pour enquêter), de la Barre d'Erquellinnes (qui estime qu'une enquête ne pourrait qu'engendrer de nouvelles polémiques), et de Dorlodot (qui s'étonne des contradictions au sein des divers groupes), p. 478. — Discours de M. Rolin (qui explique la proposition du groupe socialiste), Fonteyne (qui déclare que les enquêtes judiciaires en matière de collaboration économique sont suffisantes), Struye (qui demande que le vote sur l'ordre du jour de M. Rolin soit remis), Lilar, m.j., (qui suggère que le vote se fasse le plus vite possible), Moreau de Melen (sur le mandat qui aurait été donné au comité Gérard-Colin-Blaise), d'Aspremont Lynden (sur le fond de l'affaire) et Spaak, m.a.é., (sur l'appréciation des documents de Lisbonne), p. 486. — L'ordre du jour de M. Rolin est adopté, p. 495.

Office National de la Coopération Belge. - V. Commerce et

Office National du Lait. - V. Interpellations, Bouilly.

Organisation Internationale du Travail. - V. Affaires étrangères, Travail.

Organisation Judiciaire.

AVOCATS

Conseils de discipline d'appel. — Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat instituant des conseils de discipline d'appel.

Doc. - Nº 289 : Exosé des motifs et projet de loi.

Dépôt de ce projet par M. Struye, m.j., p. 1500 (29 juillet 1947).

Projet de loi autorisant la femme à exercer la profession d'avoué. (1)

Doc. — N° 28 : Rapport de M. Vermeylen.

nn. — Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés sans discussion, p. 434.
Le projet est adopté à l'unanimité des 159 membres présents et est soumis à la sanction du Prince Régent, p. 455 (21 janvier 1947).

BARREAU.

Proposition de loi autorisant la femme à exercer les fonc-tions d'avocat à la Cour de Cassation.

— N° 10 : Proposition de M. Struye.
N° 29 : Rapport de M. Vermeylen.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Struye, p. 57 (19 novembre 1946).
Prise en considération, p. 146 (28 novembre 1946). — Renvoi à la commission de la Justice. — Discussion générale. Discours de M. Vermeylen, rap., (qui présente un amendement de la commission), p. 435. La discussion générale est close

Les articles et l'amendement de la commission sont adoptés sans discussion, p. 435.

Le projet est adopté à l'unanimité des 159 membres présents et est transmis à la Chambre des Représentants, p. 445 (21 janvier 1947).

COUR DE CASSATION.

Présentation de candidats.

N 313: Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation pour la place de conseiller, vacante à la dite Cour, par suite du décès de M. le conseiller Leperre.

[(1) Avoué]

Organisation judiclaire (suite)

LANGUES.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 relative à l'emploi des langues en matière judiciaire.

Doc. — N° 90 : Proposition de M. Struye. N° 155 : Rapport de M. Kluyskens.

— Dépôt de cette proposition par M. Struye, p. 525 (11 février 1947).

Prise en considération, p. 539 (20 février 1947). Dépôt du rapport de M. Kluyskens, p. 905. (21 mai 1947). Pas de discussion générale.

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1011.

L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 1 abstention, p. 1070 (12 juin 1947). — S'est abstenu M. de Dorlodot. - Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

MAGISTRATS.

Proposition de loi autorisant l'accès des femmes à la .magistrature.

Doc. — Nº 214: Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. - Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946). -Renvoi à la commission de la justice.

Renvoi a la commission de la justice.

Discussion générale. Discours de Mme Ciselet (qui présente trois arguments en faveur de l'adoption de la proposition), MM. Fonteyne (qui se félicite de voir aboutir cette réforme), Struye, m.j. (qui souhaite un vote unanime), p. 1295. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 1206.

L'ensemble de la proposition est adopté par 124 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1301 (10 juillet 1947). — S'est abstenu: M. de Dorlodot. Le projet de loi est transmis à la Chambre des Représentants.

Age. — Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats.

Doc. - Nº 288 : Exposé des motifs et projet de loi.

Ann — Depôt de ce projet par M. Struye, m.j., p. 1500 (29 juillet 1947).

MAGISTRATS SUPPLEANTS.

Projet de loi relatif aux indemnités à accorder aux ma-gistrats suppléants remplissant régulièrement des fonc-tions de magistrat effectif, par application de la loi du 5 mars 1935 concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre.

N° 174: Projet du Gouvernement.
 N° 314: Amendement présenté par le Gouvernement.

Dépôt de ce projet par M. Struye, m.j., p. 973 (4 juin 1947).
 Renvoi à la commission de la justice.

TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE.

Proposition de loi tendant à élever le Tribunal de première instance de Bruges à la première classe.

— Nº 43 : Proposition de M. Ancot. Nº 218 : Rapport de M. Van Roosbroeck.

Dépôt de cette proposition par M. Ancot, p. 365 (24 décembre 1946).

Prise en considération (15 janvier 1947) et renvoi à la commission de la justice, p. 389. Dépôt du rapport de M. Van Roosbroeck, p. 1177 (26 juin

Dépôt du rapport de M. Van Roosbroeck, p. 1177 (26 juin 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Struye, m. j., (qui demande l'ajournement de l'examen du projet), Van Roosbroeck, rapp (qui fait une rectification à son rapport et se déclare en son nom personnel, d'accord sur l'ajournement), Lilar (qui demande l'ajournement) et Ancot (qui fait quelques observations), p. 1281.

La proposition est ajournée, p. 1283.

Ouvriers militaires. - V. Armée.

Peine capitale. — V. Droit pénal, Peines.

FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES COMPTABLES.

Projet de loi portant modification à l'article 8 de l'arrêté royal nº 16 du 15 octobre 1934 et complétant le littéra A de l'article 6 de la loi du 21 juillet 1844.

Doc. - Nº 131: Projet transmis par la Chambre des Représentants. Nº 142: Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 776 (29 avril 1947).

Renvoi à la commission des Finances. Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 907.

L'ensemble du projet est adopté par 123 voix et 1 abstention p. 931 (29 mai 1947). S'est abstenu M. de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Pensions (suite)

PENSIONS DE GUERRE.

Frojet de loi modifiant l'article 3, a), de la loi du 21 juillet 1930, relative aux augmentations de certaines pensions et allocations visées aux titres II et III des lois coor-données sur les pensions militaires.

Doc. - Nº 103 : Rapport de M. Donvil.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 498 (30 janvier 1947). — Renvoi à la commission de la défense nationale.

Dépôt du rapport par M. Donvil, p. 593 (27 février 1947).

Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés sans observation, p. 770.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 774 (24 avril 1947).

Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

PENSIONS MILITAIRES.

Projet de loi modifiant ou complétant différents articles de la législation sur les pensions militaires.

Doc. - Nº 172: Rapport de M. De Smet (P.).

Ann. — Dépôt du rapport de M. De Smet, p. 981 (5 juin 1947).

Pas de discussion générale.

Les différents articles sont adoptés sans observations, p. 1110. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 135 mem-bres présents, p. 1129 (19 juin 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi apportant quelques modifications et additions aux dispositions de l'arrêté royal nº 255, du 12 mars 1936, unifiant le régime des pensions des veuves et or-phelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

Doc. - Nº 263: Rapport de M. Delmotte.

Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1088
 (17 juin 1947). — Renvoi à la commission de la défense nationale.

Pas de discussion générale, p. 1486.

Les articles sont adoptés sans discussion.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1494 (24 juillet 1947). Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

PENSIONS DE REPARATION.

Proposition de loi sur les pensions de réparations.

Doc. - Nº 44: Proposition de M. Piérard.

Dépôt de cette proposition par M. Piérard, p. 364 (24 décembre 1946).

Prise en considération (15 janvier 1947) et renvoi à la commission de la défense nationale, p. 389.

Projet de loi sur les pensions de réparation.

 N° 273 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 306: Rapport de M. De Smet.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400 (22 juillet 1947).

(22 juillet 1947).

Dépôt du rapport de M. P. De Smet, p. 1734. Discussion générale. Discours de MM. P. De Smet, rapp., (qui fait l'historique du projet et demande l'ajournement de la discussion), Spaak, p.m., (sur l'ajournement), Doutrepont (qui s'étonne de la proposition d'ajournement), Moeyersoen (qui se déclare partisan de l'ajournement), de Fraiteur, m.d.n., (qui insiste sur l'urgence de la loi), Logen (qui demande la discussion immédiate), Lohest (sur les avances aux invalides), Buisseret (qui donne lecture d'un télégramme de la F.N.I.), Taillard (qui estime qu'un retard serait préjudiciable aux intéressés), d'Aspremont Lynden (proposant l'ajournement), Van Remoortel (sur le désir des intéressés), p. 1788. — La proposition d'ajournement est rejetée, p. 1791. — Discours de M. Van Remoortel (qui demande l'adoption du projet), Spaak, p.m., (qui propose un mode de discussion), P. De Smet, rap., (qui expose son rapport), et de Fraiteur, m.d.n., (qui déclare que le projet sera améliore ultérieurement par vole d'amendement), p. 1792. La discussion générale est close.

Discussion des articles. Les articles 1 à 20 sont adoptés sans observation. Art 21. Interventions de M. Lohest, Melle Baers, M. de Fraiteur, m.d.n. L'art. 21 est adopté, p. 1803. — L'article 22 est adopté, p. 1804. Art. 23. Intervention de M. P. De Smet. L'art. 23 est adopté. — Les articles 24 à 58 sont adoptés.

L'ensemble du projet est adopté par 113 voix et 9 abstentions, p. 1814 (13 août 1947). — Se sont abstenus MM. Lohest, Moreau de Melen, Motz, Nothomb, Orban de Xivry, Ancot, Baert, d'Aspremont Lynden et de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Régent.

PENSIONS DE RETRAITE.

Péréquation. — Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pen-

Doc. - Nº 297: Proposition de M. Buisseret.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Buisseret, p. 1559 (30 juillet 1947).

PENSIONS SPECIALES.

Projet de loi majorant certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant à charge de ce dernier une pen-sion annuelle et viagère à la dame Renée-Catherine-Valentine Hubert, veuve de M. Victor Delaveleye, an-cien membre de la Chambre des Représentants et ancien

Doc. — Nº 253 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 254: Rapport de M. De Smet.

 nn. — Dépôt du rapport de M. De Smet, p. 1315.
 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1318 (15 juillet 1947). — Renvoi à la commission des finances.
 Pas de discussion générale, p. 1485. — Les articles sont adoptés sons discussion tés sans discussion.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 mem-bres présents, p. 1494 (24 juillet 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Péréquation permanente des pensions de retraite. — V. Pensions, ensions de retraite

Pétitions. - V. Chambres législatives, Sénat.

Plan Marshall. - V. Motions d'ordre, d'Aspremont Lynden.

Politique du gouvernement.

CABINET PRESIDE PAR M. HUYSMANS.

Déclaration gouvernementale à la suite de la non-adoption du budget des dommages de guerre pour l'exercice 1946.

— Discours de MM. Huysmans, p.m., (qui déclare que le vote négatif n'implique pas une attitude de défiance), Struye (demandant la démission du gouvernement), Huysmans, p. m., (qui cite des précédents) et Struye (qui déclare que si le gouvernement persiste dans son attitude le groupe P.S.C. quittera l'hémicycle). — Les membres P.S.C. quittent la salle des séances, p. 153.

M. de Dorlodot demande l'appel nominal. Le Sénat n'étant pas en nombre, la séance est levée, p. 154.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Huysmans, premier ministre, ennonçant la démission du gouverne-ment, p. 687 (12 mars 1947).

CABINET PRESIDE PAR M. SPAAK.

Déclaration du gouvernement formé le 20 mars 1947.

— M. Eyskens, m.f., donne lecture de la déclaration gouvernementale en flamand, p. 690. — M.Spaak, p.m., donne lecture de la déclaration gouvernementale en français, p. 693.

Discussion de la déclaration ministérielle.

Discussion de la déclaration ministérielle.

Discours de MM. Nothomb (sur la politique étrangère, la reconstruction, les réformes institutionnelles et la question royale), Ronse (qui se réjouit de la formation du nouveau cabinet), Dierckx (qui déclare ne pouvoir accorder sa confiance à la nouvelle formation), Glineur (qui expose les raisons de la démission des ministres communistes), Jauniaux (qui parle de la cogestion, de l'équilibre budgétaire et des assurances sociales), Rolin (sur la question royale et l'incivisme), Harmegnies (qui insiste sur l'importance de l'assainissement des finances communales), Missiaen (qui émet quelques observations du groupe socialiste au sujet de la politique gouvernementale), Bouilly (sur la politique agricole), et Doutrepont (qui parle des avances de trésorerie, de l'O.M.A., de la fraude fiscale, des pensions, de la consommation de l'alcool), p. 699. — Reprise de la discussion. Discours de MM. de Dorlodot (qui met le P.S.C. en garde contre les agissements du parti socialiste, parle de la Défense nationale, des impôts et de la question royale), Huart (qui expose pourquoi le P.S.C. est satisfait de la formule gouvernementale) et Motz (qui passe en revue les différents points de la déclaration gouvernementale et donne les raisons de l'opposition libérale), p. 721. — Discours de MM. Lohest (sur les problèmes wallons et flamands, l'enseignement technique libre et les classes moyennes), Servais (qui parle au nom des commerçants et des artisans), Yernaux (qui exprime des réserves), d'Aspremont Lynden (« sur le coq wallon » et le personnel du ministère du ravitaillement), De Smet (au sujet des mineurs et de la reconstruction), de la Vallée Poussin (qui regrette la carence de l'administration), et Spaak, p. m. (qui répond aux différents orateurs), p. 732.

Politique du gouvernement (suite)

L'ordre du jour de confiance au gouvernement est adopté par 125 voix contre 7 et 17 abstentions, p. 747 (28 mars 1947). — Se sont abstenus MM. Sironval, Stamps, Stru-vay, Taillard, Coenen, baron de Dorlodot, Mme Degeer-Adère, MM. Depage, Depotte, Fonteyne, Glineur, Goos-sens, Levecq, Libois, Marlon, Michot et Minnaert.

Population. - V. Recensement de la population.

Pouvoirs spéciaux.

CONFIRMATION D'ARRETES ROYAUX.

Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937.

Doc. - Nº 171: Rapport de M. Ronse.

Ann. — Dépôt du rapport de M. Ronse, p. 958 (4 juin 1947). linn. — Dépôt du rapport de M. Ronse, p. 958 (4 juin 1547).
Discussion générale. Discours de MM. Ronse, rapporteur, (qui estime qu'il faudra arriver à une meilleure délimitation des pouvoirs législatif et exécutif), de Dorlodot (qui critique la méthode de travail adoptée par le Sénat), p. 1033.
La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans observations, p. 1040.
L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 1 abstention, p. 1070 (12 juin 1947). — S'est abstenu M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

MODIFICATION.

Projet de loi portant modification à l'article premier de la loi du 7 septembre 1939 donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires.

- Nº 79 : Projet transmis par la Chambre des Représen-

Nº 104 : Rapport de M. Ronse.

N. 104: Rapport de M. Ronse.
Inn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 506 (6 février 1947). — Renvoi à la commission de la justice.
Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 593 (27 février 1947).
Discussion générale. Discours de MM. Ronse, rap., (qui demande l'adoption du projet transmis par la Chambre) et Lilar, m.j. (qui déclare se rallier au texte soumis à l'approbation du Sénat), p. 650.
L'article unique est adopté sans observations, p. 650.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 160 membres présents, p. 659 (6 mars 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

RATIFICATION.

Projet de loi portant ratification d'un certain nombre d'arrêtés royaux et d'arrêtés du Régent pris en vertu de la loi du 30 iuin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, et à l'exportation et au transit des marchandises.

Doc. - Nº 220: Rapport de M. Zurstrassen.

 Transmis par la Chambre des Représentants, p. 668
 (11 mars 1947). — Renvoi à la commission des affaires économiques.

economiques.

Dépôt et lecture du rapport de M. Zurstrassen, p. 1029 (11 juin 1947).

Pas de discussion générale.

L'article unique est adopté sans observation, p. 1028.

L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 1 abstention, p. 1070 (12 juin 1947). — S'est abstenu M. de Dorlodot. — Le projet est soumis à la sanction du Prince. ce-Régent.

Pouvoirs spéciaux. — V. aussi Interpellations, Struye.

Prescriptions et déchéances. - V. Droit fiscal.

Préservation de la jeunesse. — V. Enfance.

Président du Sénat

 M. Gillon est proclamé Président du Sénat, p. 3. M. Gillon prononce un discours en prenant possession du fauteuil présidentiel, p. 4.

M. le Président rend hommage à Lord Beveridge, p. 50.
Décès de M. Servais, Ministre d'Etat. Discours : Rend hommage à la mémoire du défunt, p. 156.

Motion d'ordre de M. Nothomb. Observations, p. 352.
Election de M. Auriol à la Présidence de la République française. Donne lecture d'un télégramme de félicitations, p. 432.

tions, p. 432.

Jublé parlementaire de 10 sénateurs. Discours : Félicite les jubilaires, p. 445.

Donne lecture d'un télégramme de M. Vincent Auriol, p. 506.

Donne lecture d'un télégramme de M. Vincent Auriol, p. 506.
Manifestation des prisonniers de guerre. Discours: Regrette les violences commises dans la zone neutre, p. 590.
Motion d'ordre de M. Libois au sujet du dépôt d'un rapport de M. Mazerel. Observations, p. 668.
Donne lecture d'une lettre de M. Huysmans, premier ministre, annonçant la démission du gouvernement, p. 687.
Donne lecture d'un message de l'Assemblée Constituante Italienne au Parlement Belge, p. 690.
Décès de M. Lenger, sénateur: Rend hommage à la mémoire de M. Lenger, p. 755.

de M. Lenger, p. 755.

Président du Sénat (sulte)

Décès de M. le baron Delvaux de Fenffe, ancien sénateur : Rend hommage à la mémoire du défunt,p. 756. Rend hommage aux aviateurs belges tués dans un accident d'aviation en Ecosse, p. 755. Rend hommage aux victimes de la catastrophe de Texas-City (E. U.), p. 756.

Motion d'ordre de M. Bouilly. Observations, p. 768.

Motion d'ordre de M. Leurquin. Observations, p. 780.

Motion d'ordre de M. Dierckx. Observations, p. 788.

Rend hommage à la mémoire de M. Toussaint Van Boelaere, fonctionnaire du Sénat, p. 803.

Rend hommage à la mémoire de M. Gaston Bossuyt, ancien sénateur, p. 816. Motion d'ordre de M. Lorfest. Observations, p. 904. Fait part au Sénat de la remise de la discussion des projets de loi:

de 101:

Créant un Fonds National de la littérature;

2º Modifiant les lois organiques de l'enseignement supérieur et moyen, p. 920.

Interpellation de M. Leurquin au gouvernement « au sujet de la tornade qui a ravagé la commune d'Orp-le-Grand ». Observations, p. 926.

Rend hommage à la mémoire de M. Longville, ancien sénateur p. 929.

teur, p. 938.

Fait part des modifications proposées dans la composition des commissions, p. 956.

Fait part du remplacement de M. Pholien au sein de la commission de la santé publique par M. Neels, p. 1001.

commission de la santé publique par M. Neels, p. 1001.
Accident de Beverloo. Rend hommage aux victimes, p. 1001.
Motion d'ordre de M. Harmegnies. Discours: Répond à M.
Harmegnies, p. 1028.
Motion d'ordre de M. le baron de Dorlodot. Observations, p. 1048.
Motion d'ordre de M. de Dorlodot. Observations, p. 1106.
Annonce le dépôt du rapport de la Commission d'information sur la question royale, p. 1125.
Rend hommage à la mémoire de M. Mahieu, ancien sénateur, p. 1125.
Rend hommage à la mémoire de M. Debersé, ancien sénateur, p. 1148.
Motion d'ordre de M. Taillard. Observations, p. 1149.
Motion d'ordre de M. Pholien. Observations, p. 1158.
Rend hommage aux victimes de l'incendie du ministère de l'instruction publique, p. 1160.
Interpellation de M. Fonteyne. Observations, p. 1183.
Interpellation de M. Buisseret sur l'évasion d'Herman Borms.
Discours: Précise la position du Bureau, p. 1284.
Motion d'ordre de M. de Dorlodot. Intervention, p. 1682.
Clôture de la session 1946-1947. MM. Vermeylen, De Bruyne,
Mertens, Glineur et Dierckx rendent hommage au Président, p. 1830. sident, p. 1830.

Preuve testimoniale. - V. Dommages de guerre.

Priorités pour l'accession aux emplois publics. — V. Administrations publiques, Invalides, etc.

Prisonniers. - V. Guerre, chevrons de front

Prisonniers de guerre. V. Guerre.

Prisonniers de guerre. — V. aussi Chambres législatives, Sénat.

Prisonniers politiques. - V. Guerre.

Procédure civile.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Proposition de loi complétant en ce qui concerne les frais de procédure, les lois coordonnées sur les accidents du travail.

Doc. - Nº 153: Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 893 (20 mai 1947).

Prise en considération, p. 923 (29 mai 1947).

EXPROPRIATION.

Délais de paiement. — Projet de loi concernant les délais de paiement et modifiant la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

Doc. - Nº 112: Rapport de M. Kluyskens.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Kluyskens, p. 648 (4 mars 1947).

Discussion générale. Discours de MM. Kluyskens (qui demande si le gouvernement approuve les amendements de la commission) et Struye, m.j. (qui déclare que le gouvernement marque son accord sur ces amendements),

a discussion génerale est close.

L'article unique, amendé par la commission est adopté, p. 761.

L'ensemble du projet est adopté par 132 voix et 1 absten-tion, p. 765 (22 avril 1947). — S'est abstenu M. de Dor-lodot. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Professions.

DROGUISTE.

Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1318 (15 juillet 1947). — Renvoi à la commission des finances.

Propagande électorale. — V. Loi électorale.

Propriété terrienne.

SOCIETE NATIONALE DE LA PETITE PROPRIETE TER-RIENNE.

Bilan et rapport du conseil d'administration de la Société de la Petite Propriété terrienne, faisant connaître la situation des affaires pour l'exercice 1946. nn. — Transmis par M. le ministre des finances, p. 923 (29

Prostitution.

Projet de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution.

nn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400 (22 juillet 1947).

Protection des grades militaires. - V. Armée.

Protection de l'enfance. — V. Enfance.

R

Ratification. - V. Pouvoirs spéciaux.

Ravitaillement.

ABATAGES CLANDESTINS.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages.

Doc. - Nº 203: Proposition de M. Ronse.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Ronse, p. 1125 (19 juin 1947).

Prise en considération, p. 1177 (26 juin 1947).

APPROVISIONNEMENT DU PAYS.

Réglementation. — Projet de loi tendant à modifier l'arrêté-loi du 18 mai 1946, concernant la répression des infrac-tions à la réglementation relative aux prix, à l'appro-visionnement du pays et à la fixation des traitements et salaires.

oc. — N° 269 : Rapport de M. Derbaix. N° 309 : Amendements du Gouvernement au texte présenté

No. 309: Amendements du Gouvernement au texte présenté par la Commission du Sénat.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 668

(11 mars 1947). — Renvoi à la commission de la justice.
Dépôt du rapport de M. Derbaix, p. 1338 (15 juillet 1947).
Discours de M. Struye, m.j. (qui demande l'ajournement), p. 1554. — La discussion est ajournée, p. 1555. — Un nouvel ajournement est décidé, p. 1616.
Discussion générale. Discours de MM. Derbaix, rap., (qui développe son rapport), Spaak, p.m. (qui explique la portée des amendements), Buisseret (sur les mesures favorables à la liberté), Van Remoortel (qui déclare que l'amendement n'est pas une innovation), p. 1814. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1819. — L'amendement du gouvernement est réjeté.

L'ensemble du projet est adopté par 109 voix contre 19, p. 1819 (13 août 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

CONFERENCE DES CEREALES.

2. — MM. Orban, m.a., et Moens de Fernig, m.r.i., annon-cent au Sénat les dispositions prises pour parer à une disette de céréales, p. 1527.

Recensement de la population.

Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recense-ment général de la population ainsi que d'un recense-ment de l'industrie et du commerce.

Doc. - Nº 310: Projet transmis par la Chambre des Repré-N° 315 : Rapport de M. De Block.

Reconstruction de gares. - V. Interpellations, Harmegnies.

Recours contre des décisions non-judiciaires. — V. Epuration

Redevance sur postes récepteure. - V. Impôts, Radiodiffusion.

Régie des services frigorifiques. — V. Services frigorifiques.

Régularisations. — V. Finances.

Responsabilité des communes. — V. Droit civil.

Responsabilité des propriétaires de véhicules automobiles. — V. Droit civil, Assurance en cas d'accident.

Revenu des propriétés immobilières. - V. Impôts.

Roi et famille Royale.

QUESTION ROYALE.

Ann. — M. le Président annonce le dépôt du rapport de la commission d'information, p. 1125.

Salaires. - V. Travail.

Sanction et promulgation des lois. — V. Droit Constitutionnel, Pouvoir exécutif.

Serment. — V. Droit public.

COMPTES DE PREVISION.

Ex. 1944 et 1945. — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Services frigorifiques de l'Etat Belge pour:

1º l'exercice financier 1944 (période du 1er novembre au 31 décembre 1944);

2º l'exercice financier 1945 (période du 1er janvier au 31 décembre 1945)

décembre 1945).

Doc. - Nº 54: Projet transmis par la Chambre des Repré-

oc. — N° 34 : Frojet transmis par la Chambre des Representants.

Exerc. 1946. — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Services frigorifiques de l'Etat Belge pour l'exercice financier 1946 (période du 1er janvier au 31 décembre 1946).

Doc. — Nº 55 : Projet transmis par la Chambre des Repré-

Exercices 1944, 1945, 1946. — Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de la Régie des Services frigorijiques de l'Etat belge pour les exercices 1944, 1945 et 1946.

Doc. — Nº 91. Rapport de M. De Block.

nn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 416
(16 janvier 1947). — Renvoi à la commission des affaires économiques.
Dépôt du rapport de M. De Block, p. 526.
Pas de discussion générale.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 774 (24 avril 1947).
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent. ...
Exercice 1947. — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1947.

Doc. - Nº 159: Rapport de M. De Block.

— Transmis par la Chambre des Représentants, p. 668 (11 mars 1947). — Renvoi à la commission des affaires économiques.

Discussion générale. Discours de M. De Block, rap., (qui rend hommage au corps de fonctionnaires s'occupant des ser-vices frigorifiques), p. 1466. La discussion générale est

close.

Les articles sont adoptés sans observations.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1494 (24 juillet 1947).

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Sinistres. — V. Guerre.

Subsides. — V. Interpellations, Coenen.

Sursis. — V. Droit pénal.

Taux en matière civile. - V. Droit civil.

Taxes assimilées au timbre. — V. Impôts, Impôts directs.

Taxe professionnelle. — V. Impôts, Impôts directs.

Télégraphes et Téléphones.

Comptes de prévision. — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice 1947.

Doc. - Nº 276: Rapport de M. De Block.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1000 (10 juin 1947). — Renvoi à la commission des commu-

Discussion générale. Discours de MM. De Block, rapp., (qui regrette que la régie soit en déficit), Jespers (sur la situation à Anvers) et De Block (qui répond à M. Jespers), p. 1583. La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans discussion, p. 1584. Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 115 membres présents, p. 1597 (31 juillet 1947). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Testaments olographes. - V. Droit civil.

Timbre. - V. Impôts.

Tornade. - V. Interpellations, Leurquin. V. aussi Interpellations, Nihoul.

Traitements.

RETRIBUTION DES MEMBRES DE L'ORDRE JUDICIAIRE.

Projet de loi concernant le traitement des Magistrats de l'Ordre judiciaire.

2. — N° 15: Projet du gouvernement.

N° 73: Rapport de M. Lohest.

N° 116: Rapport complémentaire de M. Lohest.

N° 199: Second rapport complémentaire de M. Lohest.

— Dépôt de ce projet par M. Lilar, m. j., p. 111 (26 novembre 1946)

lan. — Dépôt de ce projet par M. Lilar, m. j., p. 111 (26 novembre 1946).
Dépôt du rapport par M. Lohest, p. 507 (6 février 1947).
Discussion générale. Discours de MM. Struye, m.j., (qui insiste sur l'urgence du projet), Fonteyne (qui critique le projet présenté), p. 1150. — Reprise de la discussion générale. Discours de M. Lilar, m. j. (qui déclare que le groupe libéral votera le projet). La discussion générale est close, p. 1179.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1181.
L'ensemble du projet est adopté par 110 voix et 16 abstentions, p. 1189 (26 juin 1947). — Se sont abstenus: MM. Van Gerven, Boulanger, Mme Degeer-Adère, MM. Depotte, Duchaine, Fonteyne, Glineur, Goossens, Levecq, Libois, Marion, Minnaert, Sironval, Stamps, Struvay et Taillard. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.
Greffiers. — Projet de loi concernant le traitement des greffiers des Cours, Tribunaux et Justices de paix.
Doc. — Nº 83: Projet du gouvernement.

Doc. - Nº 83: Projet du gouvernement.

voye en commission.

Dépôt du deuxième rapport complémentaire de M. Lohest,
p. 1125 (19 juin 1947).

Pour la discussion, voir discussion du projet de loi concernant le traitement des magistrats.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1928 relative à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire.

tive à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire.

Inn. — Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946). —

Renvoi à la commission de la justice.

Dépôt du rapport par M. Lohest, p. 654 (6 mars 1947).

Pour la discussion voir : Projet de loi concernant les traitemets des magistrats.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1928 relative à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire et projets de loi concernant le traitement des magistrats de l'Ordre judiciaire et le traitement des greffiers des Cours, Tribunaux et Justices de paix.

Doc. — Nº 134 : Amendement du gouvernement au texte présenté par la commission de la justice.

Traitements. - V. aussi Cultes; Enseignement.

Transports.

CHEMINS DE FER.

Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de l'Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi pour les exercices 1946 et 1947.

Doc. - Nº 294: Rapport de M. de la Barre d'Erquelinnes.

Dôc. — N° 294: Rapport de M. de la Barre d'Erqueinnes.
lnn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 776 (29 avril 1947).
Renvoi à la commission des Communications.
Dépôt du rapport de M. le comte de la Barre d'Erquelinnes, p. 1510 (29 juillet 1947).
Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 1624.
L'ensemble du projet est adopté par 103 voix contre 7, p. 1655 (7 août 1947). — Les projets sont soumis à la sanction du Prince-Régent.

Travail (accidents). - V. Procédure civile.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Proposition de loi tendant à la modification des articles 40 et 42 de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales au profit des travailleurs salariés, coordonnée par l'arrêté royal en date du 19 décembre 1939, modifiée et complétée par les arrêtés du Régent en date des 29 décembre 1944, 22 novembre 1945, 23 novembre 1945, 21 août 1946 et 22 août 1946.

Travail (suite)

Ann.

inn. — Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946). Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance social.

Proposition de loi tendant à modifier les articles 40 et 42 de la loi du 4 août 1930, portant généralisation des allocations familiales au profit des salariés ainsi qu'à l'octroi d'allocations familiales exceptionnelles pour le dernier trimestre de 1946.

Inn. — Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946). — Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance sociale

sociale.

CONTRAT DE LOUAGE DES DOMESTIQUES.

Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

N° 23: Exposé des motifs et projet du Gouvernement.
 N° 164: Rapport de Mme Ciselet.

nn. — Dépôt de ce projet par M. Troclet, m.t.p.s., p. 207 (10 décembre 1946).
 Dépôt du rapport de Mme Ciselet, p. 1115 (18 juin 1947).

Prise en considération, p. 8 (13 novembre 1946).
 Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance

FEMMES ET ENFANTS.

Projet de loi modifiant l'article 5 des lois sur le travail des femmes et des enfants, coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919, modifiées et complétées par les lois des 14 juin 1921 et 7 avril 1936.

Occ. — N° 296: Exposé des motifs et projet de loi.

nn. — Dépôt de ce projet par M. Troclet, m.t.p.s., p. 1554 (30 juillet 1947).

GLORIFICATION.

Proposition de résolution tendant à voir le Gouvernement organiser en 1947, une manifestation nationale à la glorification du Travail par les artistes, les musiciens et les écrivains belges.

DOC. — N° 100: Proposition de M. Renard.

N° 191: Rapport de M. Van Kerckhoven.

Inn. — Dépôt de cette proposition par M. Renard, p. 564.

Dépôt du rapport de M. Van Kerkhoven, p. 1106 (18 juin 1947).

Doc.

Ann. — Depot de cette proposition par M. Renard, p. 502.
Dépôt du rapport de M. Van Kerkhoven, p. 1106 (18 juin 1947).
Pas de discussion générale.
Les articles amendés par la commission sont adoptés sans observations, p. 1174.
Jour férié. — Projet de loi instituant la journée du 1er mai comme jour férié légal.
Doc. — N° 132: Rapport de M. Crommen.
Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 776 (29 avril 1947). — Renvoi à la Commission de l'intérieur.
Dépôt du rapport de M. Crommen, p. 777 (29 avril 1947).
Pas de discussion générale.
L'article unique est adopté sans observation, p. 777.
L'ensemble du projet est adopté par 119 voix et 7 abstentions, p. 784 (29 avril 1947).
Se sont abstenus: MM. Dierckx, Leurquin, Massonet, Pierard, Tack, Buisseret, Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

SALAIRES

Proposition de loi tendant à supprimer certaines retenues sur les salaires des ouvriers mineurs et à augmenter certains salaires.

Doc. - Nº 124: Proposition de M. Schot.

Ann. — Prise en considération, p. 758 (22 avril 1947). — Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance sociale. Projet de loi donnant au Roi le pouvoir d'abroger, de modifier et de compléter les arrêtés-lois des 14 mai, 21 août et 31 décembre 1946 relatifs aux salaires et traitements.

Doc. - Nº 161: Rapport de M. Lapaille.

nn. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 816 (13 mai 1947). Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance

sociale

Dépôt et lecture du rapport de M. Lapaille, p. 927 (29 mai 1947).

Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés sans observations, p. 927. L'ensemble du projet est adopté par 123 voix et 1 abstention, p. 931 (29 mai 1947). S'est abstenu M. de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

VACANCES

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 con-cernant les vacances annuelles des travailleurs salariés.

Doc. - Nº 144 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. Nº 156 : Rapport de M. Jespers.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 816 (13 mai 1947).

Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance sociale.

Dépôt et lecture du rapport de M. Jespers, p. 926 (29 mai

1947).

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 927.

Travail (suite)

L'ensemble du projet est adopté par 123 voix et 1 abstention, p. 931 (29 mai 1947). S'est abstenu M. de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi portant doublement de la rémunération de vacances due pour l'année 1947 aux travailleurs visés par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 et la loi du 16 juin 1947, concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés.

N° 272: Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 N° 292: Rapport de M. Coeckelbergh.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 1400 (22 juillet 1947).

Discussion générale. Discours de M. Mertens (qui fait observer que l'unanimité s'est faite sur le fond de la question). Melle Baers (qui signale l'imprécision de l'article 3) et M. Troclet, mt.p.s., (qui répond à Melle Baers), p. 1585. La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans observation, p. 1586. Vote. Discours de MM. Taillard et Catteau (qui justifient leur vote). L'ensemble du projet de loi est adopté par 103 voix et 11 abstentions, p. 1598 (31 juillet 1947). Se sont abstenus: Melle Baers, MM. Baert, Catala, Cat-

teau, Mme Ciselet, MM. Leclercq, Leurquin, Lilar, Massonnet, Motz et Gillon, p. 1598. Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Travail sous l'occupation. - V. Interpellations,, Orban. Moreau de Melen.

Travail. - V. aussi Occupation allemande de la Belgique. V. — aussi Affaires Etrangères.

Tribunaux de première Instance. — V. Organisation judiciaire.

Université Coloniale. — V. Enseignement, Enseignement supé-

U. R. S. S. — V. Interpellations, Fonteyne.

Vacances. - V. Travail.

Vétérinaires — V. Enseignement, Enseignement supérieur.

Viande. - V. Interpellations, d'Aspremont-Lynden-Desmedt.

FIN DE LA TABLE DES MATIERES.